

Mémoire et figures des « disparus » chiliens en période post-transitionnelle

Thèse déposée au département de sociologie et d'anthropologie en vue de l'obtention de la maîtrise en anthropologie

**Par
Joannie Jean**

Sous la direction de
Madame Karine Vanthuyne

Membres du comité d'évaluation :
Monsieur Ari Gandsman
Madame Julie Laplante

Université d'Ottawa
Juin 2013

Résumé

«*Mémoires et figures des «disparus» chiliens en période post transitionnelle*» porte sur les différents types de mémoires et de représentations du passé de la dictature chilienne (1973-1990) rencontrés chez les familles de « disparus » à Santiago, Chili. Ces « disparus » sont des personnes dont on a perdu la trace, et qu'on présume avoir été enlevées et exécutées par des agents de l'État, étant donné le contexte de leur disparition. Cette thèse examine aussi la question de la transmission de ces représentations auprès des enfants de « disparus » et des générations suivantes, ainsi qu'au sein de la société chilienne plus large, et ce, en fonction de l'agenda politique des proches de « disparus ». Finalement, elle étudie également les tensions qui se jouent entre ces mémoires et ces représentations familiales et les représentations publiques du passé dictatorial.



Remerciements

Je veux tout d'abord prendre le temps de remercier ma famille immédiate pour m'avoir soutenue durant la réalisation de ce projet de longue haleine. Ils m'ont lu, discuté avec moi de ma thèse et surtout aidée à me calmer.

Il est absolument nécessaire pour moi ensuite de témoigner à quel point ce projet n'aurait pu être mené à bon port sans la précieuse collaboration de ma directrice de thèse Karine Vanthuyne. Je tiens à la remercier pour ses longues heures de lectures et relectures ainsi que pour son soutien au fil de la réalisation.

Ses commentaires et ses corrections m'ont permis d'aller plus loin et de me

motiver à bâtir ce projet dont je suis particulièrement fière.

Je souhaite également remercier Julie Laplante, professeure au département d'anthropologie qui m'a énormément aidée lors de mon arrivée et ma première année à Ottawa. Toujours présente pour discuter de mes divers projets et de mes inquiétudes par rapport aux différences entre ma discipline d'origine, l'histoire, et l'anthropologie.

Ensuite, je désire remercier mes amis proches, Fanny, Caroline, Hadil, Shawn qui ont su m'écouter et me rassurer dans les différentes étapes de cette aventure qu'a été cette maîtrise pour moi.

Finalement, ce projet aurait été impossible sans la participation de mes interviewées au Chili et la collaboration de l'Agrupacion de familiares de detenidos-desaparecidos, je leur laisse ce message :

Quisiera tomar tiempo para agradecer la participación y el apoyo que he encontrado en Chile. He encontrado señoras generosas, interesantes, honestas y sensitivas que me han hablado de sus pasados, de sus esperanzas y de sus experiencias. Nunca pudiera decir cuanto esas discusiones

*me han ayudado. A ustedes, Belgica Castro, Alicia Pastore, Alicia Juica, Marta Roco, Marta Vega, Marta Perez, Gabriela Zuñega, Laurisa Rosle, Genovevia Roevos, Ana Maria Cariño Aguilera, Silvia Campos, Emilia Vasquez y Irene Peñalillo, les doy un gran abrazo y de nuevo:
¡gracias!*

Table des matières

Résumé.....	ii
Remerciements.....	iii
Index des sigles.....	7
Introduction.....	8
Plan de la thèse.....	11
Chapitre 1 : Cadre socio-historique, théorique et méthodologique.....	13
La voie chilienne du socialisme à une dictature.....	13
Transition vers la démocratie.....	16
Cadre théorique et conceptuel.....	21
Mémoire et représentations.....	22
Mémoire individuelles et collectives.....	23
Mémoire : circonscription et mise en récit.....	27
Histoire et mémoire.....	28
Transmission de la mémoire.....	34
Nunca Más.....	37
Méthodologie et objectifs.....	38
Population et premiers contacts.....	38
Analyse des données.....	40
Limites de la présente recherche.....	41
Chapitre II : Mémoires : représentations du passé et de soi.....	44
Mémoire dissidente : dictature exercée par Pinochet contre sa population.....	46
Présence dans l'absence.....	46
Définition de soi : actrice ou victime?.....	56
Se positionner sur l'échiquier politique.....	63
Mémoire héroïque : Pinochet le sauveur de la nation.....	70
Mémoire ambivalente : fermeture de la boîte du passé et réconciliation.....	74
Chapitre III : Diffusion des mémoires et des représentations du passé : Modes, stratégies et enjeux.....	81
Partie I : Modes de partages au sein des familles de « disparus ».....	81

Transmission publique de la mémoire du passé et des « disparus » : système d'éducation et objectifs de l'AFDD.....	92
Partie II : Diffusion publique de la mémoire des « disparus ».....	108
Évènements publics.....	111
Qué tiempos aquellos... Fanta y Romo	111
El año en que nací	114
Lieux de mémoire	116
Musée de la mémoire et des Droits humains	116
Villa Grimaldi	121
Londres 38.....	130
Conclusion.....	137
Annexe I.....	147
Annexe II.....	149
Annexe III	150
Annexe IV	152
Bibliographie.....	153

Index des sigles

AFDD: Agrupación de familiares de detenidos-desaparecidos (Regroupement de familles de détenus-disparus).

AFEP : *Agrupación de familiares de ejecutados políticos* (regroupement de familles d'exécutés politiques).

H.I.J.O.S. : Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y el Silencio (les fils et filles pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence).

MMDH : Museo de la memoria y de derechos humanos (Musée de la mémoire et des droits humains).

Introduction

La période des guerres sales latino-américaines continue aujourd'hui d'hanté les nouvelles démocraties, comme une infection dont on ne pourrait se débarrasser. Au Chili, la mémoire du passé, comment l'on se souvient de cette époque ou comment elle est intégrée par les individus, est influencée par les appartenances socio-politiques et par la façon dont on a vécu, ou dont nos parents ont vécu, la dictature (Stern, 2004). Cette thèse analyse les différentes représentations du passé chez les proches de « disparus » membres de l'*Agrupación de familiares de detenidos-desaparecidos* (Association de familles de détenus-disparus, AFDD) à Santiago. Plus spécifiquement, elle examine la nature de ces représentations, la manière dont elles sont diffusées, ainsi que quelques-unes des tensions qui émergent entre ces représentations et celles de la société plus large à Santiago.

Mon intérêt pour les questions mémorielles de l'Amérique du Sud prend racine tout d'abord dans un stage terrain que j'ai effectué en 2006 au Guatemala alors que j'étais au Cégep du Vieux-Montréal. Pendant un mois, nous sommes demeurés chez des familles guatémaltèques de Santa Clara la Laguna. La maisonnée m'ayant accueillie était composée à l'époque de deux enfants et de leur mère. Dès mon arrivée, je me suis alors interrogée sur les raisons justifiant l'absence du père. À quelques reprises, j'ai donc posé la question aux différents membres de la famille sur ce vide. Plusieurs réponses me furent données : « Il habite avec une autre femme », « Il est mort », « Il habite dans un autre pays », « Il nous a quittés »¹. Devant cette multitude d'affirmations, je n'ai su quoi comprendre comme étant la « véritable » raison de l'absence. En discutant avec mes responsables de stage, j'ai appris que

¹ Journal de terrain Guatemala- janvier 2006

la communauté quiché dans laquelle nous vivions avait reçu la visite des militaires quelques années auparavant et que plusieurs personnes avaient « disparues ». Cette question de l'absence et de la mort « présumée » de certains individus a continué à me poursuivre depuis, me poussant tout d'abord à me spécialiser en histoire latino-américaine et la période des guerres sales. Puis constatant que cette période continuait à agir sur le présent, j'ai entrepris mes recherches de maîtrise en anthropologie en me concentrant plus particulièrement sur le cas chilien.

Si l'absence et la disparition tragique de milliers de personnes dans le Cône Sud des années soixante à quatre-vingt-dix sont des faits connus et acceptés de tous, il n'en demeure pas moins que certaines questions ont été mises de côté au sein de la société dans le but de maintenir la paix sociale. Au départ, je souhaitais surtout m'attarder aux façons dont les familles de « disparus » se souviennent aujourd'hui de leurs proches et la manière dont leur absence, voire le vide qu'ils ont laissé derrière eux, est perpétué par la mise en récit de leur « disparition ». Or, dès les premières entrevues effectuées sur le terrain, j'ai rapidement constaté que cette absence ne pouvait être considérée comme un « vide », alors qu'on devait plutôt prendre en considération la façon dont les récits et les rappels quotidiens des « disparus » chez leurs proches créaient une sorte de « présence dans l'absence », tel que je l'expliquerai plus en détails dans le chapitre deux. À partir de ces mêmes récits, il s'est alors agi d'identifier comment le passé est représenté. Alors que les femmes membres de l'AFDD que j'ai interrogées peignent toutes ce dernier de façon « dissidente » (Stern, 2004) par rapport à la mémoire officielle, cette représentation commune ne se retrouve pas dans leur identification personnelle par rapport à ce passé, leur subjectivation étant en constant mouvement au fil du temps. Certaines femmes s'identifient en effet comme des victimes

d'un État totalitaire alors que d'autres repoussent cette identité en se posant plutôt comme des militantes qui luttèrent pour la reconnaissance de l'enlèvement de leur proche durant l'époque de la dictature. Quelques-unes de mes interviewées se situant entre les deux pôles, j'ai rapidement constaté l'inadéquation entre la manière dont la littérature reconstituaient leur subjectivité politique et celle que je rencontrais sur le terrain. En effet, une nuance est à établir par rapport à l'identification des proches de « disparus » comme des actrices par certains chercheurs (Stern, 2004 et Gómez-Barris, 2009). Le discours officiel mis de l'avant par l'AFDD, selon lesquelles tous ses membres sont des actrices luttant pour la justice, crée une fausse image d'unité des identités. Or, cette distinction entre les représentations de soi chez les proches de « disparus » et la manière dont elles sont publiquement identifiées par l'AFDD et dans la littérature sur la mémoire de la dictature chilienne m'a amenée à m'interroger sur la diversité des modes de diffusions des représentations du passé et de soi de ces femmes. Comment les familles manifestent-elles leur mémoire des « disparus » dans l'espace public? Est-ce au travers de la publication de récits de vie, d'actions politiques mises en œuvre pour dénoncer la « disparition » d'un proche et réclamer la justice ou de l'élaboration de lieux de mémoires, tels des musées, des monuments ou autres lieux possédant une signification particulière pour les individus en question? Il s'agit donc tout d'abord de s'interroger sur les représentations du passé et de soi présents dans ces récits, pour ensuite présenter les différentes façons de partager le passé au sein de sa propre famille, puis avec les générations subséquentes et finalement, à l'extérieur de celle-ci dans la sphère publique.

Plan de la thèse

Le premier chapitre donne d'abord un aperçu du contexte sociohistorique général dans lequel cette étude s'inscrit. Il présente les différents cadres ayant dirigé cette étude : les théories mobilisées pour fins d'analyses et les méthodes employées sur le terrain et au retour.

Le second chapitre traite des différents cadres narratifs par le biais desquels le passé personnel et dictatorial est mis en récit au sein du cercle familial, et par le fait même, de la manière dont est abordée la question des « disparus » par les proches. Comment en parle-t-on? Quels sont les mots et expressions les plus souvent utilisés pour expliquer l'expérience vécue? Et comment se représente-t-on au travers de ces récits? Comme une victime ou comme une actrice à la recherche de la vérité et de la justice?

Le troisième chapitre se concentre tout d'abord sur la façon dont les personnes que j'ai interviewées partagent les mémoires de la « disparition » d'un proche au sein de leur famille. Je m'intéresse ici plus spécifiquement à la manière dont elles font part, ou non, de leurs souvenirs et de leurs représentations du passé à leurs enfants et petits-enfants. Quelles sont les stratégies adoptées dans le but de transmettre une représentation du passé? Puis j'aborde la manière dont les personnes que j'ai interviewées perçoivent le rôle du milieu scolaire dans cette transmission, en me centrant plus sur leurs opinions en ce qui concerne les manuels scolaires et leurs contenus.

J'explore ensuite les réactions des familles face aux représentations publiques du passé. Pour ce faire, j'analyse d'abord des événements publics à la suite desquels j'ai pu recueillir les

témoignages de spectateurs réagissant à ce qui avait été présenté (pièce de théâtre « *Qué tiempos aquello...Fanta y Romo* »). Puis j'examine le rôle que des lieux publics de mémoire (Cimetière Général, le MMDH, Villa Grimaldi et Londres 38) devrait jouer aux yeux de mes interviewées.

Chapitre 1 : Cadre socio-historique, théorique et méthodologique

La découverte de la multiplicité des récits possibles d'un même évènement stimulés par des contextes changeants, a une portée anthropologique considérable : elle montre que « la présence du passé au sein du présent est bien plus complexe, bien moins explicite, mais peut-être bien plus puissante que l'existence de récits explicites ne pourraient nous le faire croire (Bloch, 1995 :65, cité dans Candau, 2005 :67-68).

Au Chili, les mémoires de la dictature chilienne sont complexes et multiples. Lors de mon séjour sur le terrain, j'ai rapidement pu constater que nous pouvions observer plusieurs types de représentations de ce passé. Et ce passé, dans le cas chilien bien qu'éloigné dans la trame temporelle, continue d'agir sur le présent. Dans les lignes qui suivent, je vais d'abord reconstituer le passé de la dictature à partir de travaux d'historiens sur ce dernier. Puis je m'attarderai sur la présentation des différentes politiques de la mémoire et les mouvements contre-mémoriels qui ont marqué la fin de la dictature chilienne. Suivra finalement la présentation de mon cadre théorique, puis de ma méthodologie.

La voie chilienne du socialisme à une dictature

Les tensions générées par les différentes représentations mémorielles du passé de la dictature chilienne doivent être comprises dans un contexte socio-historique particulier d'une révolution socialiste avortée suivie d'une longue dictature combinant la victoire du néolibéralisme et les abus de droits humains sur sa propre population.

Le 4 septembre 1970, Salvador Allende remporta la course à la présidence du Chili. Son élection fut à la fois accueillie dans l'euphorie et la désillusion selon la classe sociale à laquelle l'on appartenait. La principale réforme que le nouveau président désirait réaliser était la redistribution de la richesse. Son plan pour ce faire comprenait trois grands volets : l'augmentation du salaire des ouvriers, l'abaissement du taux de chômage et la mise en place d'une réforme agraire (Del Pozo, 1994: 20-21).

Les réalisations du premier mandat d'Allende comme président (1970-1973) furent assombries par les déboires de l'économie qui subissait alors les contrecoups à la fois de l'inflation, de grèves subventionnées par le gouvernement américain ainsi que du blocage des crédits provenant auparavant des États-Unis et d'autres institutions mondiales (Del Pozo : 23-24). Dès octobre 1970, Allende s'était engagé, durant son discours d'intronisation, à « respecter les libertés démocratiques » (Sarget, 1994 : 337) de la population, et c'est ce qui caractérisa la faiblesse de son régime qui n'a pu se défendre face aux attaques répétées de certains groupes sociaux et des médias (Clouzet, 1975 : 57). Il possédait le titre de président, mais il était à la merci de ses opposants qui ne reculaient pas face à l'illégalité et qui détenaient les fonds nécessaires pour déstabiliser la nation (Stern 1994 : 26). Allende devait jongler avec les demandes de la population², les contraintes économiques et les attaques de ses ennemis politiques auxquelles s'était jointe la classe moyenne³. Au même moment, il

² Ces demandes consistaient principalement en l'amélioration des conditions de logement, une augmentation des salaires et une réforme agraire (Lira dans Lessa et Druliolle, 2011 : 108-110).

³ Dès 1969, un plan secret soutenu par la CIA fut entrepris afin d'éviter l'élection d'Allende. Allende élu, ce plan visa le renversement de son gouvernement. Il comprenait cinq éléments : action politique afin de diviser et d'affaiblir la coalition socialiste, le maintien et l'élargissement des contacts avec les militaires chiliens, le soutien aux partis politiques non marxistes, et finalement, le support et le financement de plusieurs médias afin qu'ils parlent contre le gouvernement Allende à la fois au Chili et à l'extérieur du pays (Kornbluh, 2003 : 87).

devait faire face à des divisions au sein même de son gouvernement, celui-ci étant séparé entre deux extrêmes (Del Pozo: 29)⁴.

Le 11 septembre 1973, la voie chilienne vers le socialisme avorta, alors qu'elle tomba entre les mains des militaires dirigés par Augusto Pinochet. La dictature qui s'en est suivie s'est inscrite dans un mouvement de répression de la gauche à travers l'Amérique latine. Durant cette période, les États militaires latino-américains se sont efforcés de combattre « l'ennemi rouge intérieur » (Goyer, 2009 : 254). Si l'on considère le cas chilien, les militaires ont utilisé des techniques spécialisées⁵ dans le but d'enlever et de torturer des personnes qui étaient soupçonnées de contribuer aux « troubles » que vivaient alors le pays (grèves répétées des camionneurs, coupe des crédits d'aide internationale et développement de marchés noirs face à la crise de nourriture en ville (Kornbluh, 2003 : 84-85)), et ce tout en maintenant, par ces mêmes techniques, le reste de la population civile dans un état de terreur (Razac in Brossat & Déotte, 2002 : 180). Les juntas latino-américaines⁶ justifiaient leur répression armée comme étant le seul moyen d'éradiquer la « menace communiste », allant jusqu'à déclarer qu'il fallait absolument « purger le pays du mal qui le ronge », et ce, par tous les moyens (Goyer: 254). Durant les dix-sept années du règne des militaires, la population a

⁴ Stern souligne bien que lorsqu'Allende s'est retrouvé à la tête du pays c'était au sein d'un gouvernement minoritaire. Il était donc pris entre deux extrêmes : l'extrême gauche qui voulait des résultats eu égard aux politiques socialistes promises par Allende (telles que la redistribution des terres et la nationalisation de certains secteurs de l'économie) alors que la droite chilienne désirait quant à elle la stabilisation de l'économie et l'abandon de la nationalisation des banques et des mines de cuivre (Stern 1994 : 26).

⁵ Les quatre techniques développées dans les contextes du Chili et de l'Argentine sont les suivantes : enlèvements par des équipes spécialisées dans des lieux publics, sur la rue ou dans les domiciles, déni administratif, torture secrète et effacement des traces (Razac dans Brossat & Déotte, 2002 : 179).

⁶ Le terme de « juntas latino-américaines » concerne ici les différentes dictatures dirigées par les militaires dans la région entre 1950 et 1990 tels qu'au Guatemala, au Chili, en Argentine, au Pérou, etc.

vécu dans un système de terreur où les protestations, le fait de ne pas rester dans les rangs⁷ ou la remise en question du régime pouvaient vous faire « disparaître » (Dupuis, 2009: 41).

L'un des contentieux les plus sensibles de l'histoire latino-américaine contemporaine est justement la question des « disparus », alors que ces derniers sont, malgré leur mort supposée, des membres actifs de la société par l'implication de leurs familles dans une diversité d'actions de recherche et de transmission de la vérité sur cette « disparition », tel que je le démontre dans le cadre de cette thèse.

Transition vers la démocratie

En 1990, à la suite d'un plébiscite, Pinochet rendit le pouvoir à un gouvernement élu (Doran dans Beaucage, 2008: 144). Or bien qu'il quitta officiellement le pouvoir à ce moment-là, le Général continue encore aujourd'hui à exercer une influence certaine sur la société chilienne. En premier lieu, cette influence s'exerce au travers de la constitution rédigée en 1980, où est imbriquée une loi amnistiant les militaires ayant participé à des crimes violant les droits humains entre septembre 1973 et mars 1978 (Bakiner, 2009 : 52). En second lieu, le fait qu'il ait quitté la tête du pays ne signifie pas qu'il soit devenu absent de tous les organes de pouvoir. Au contraire, après son départ de la présidence, en plus d'occuper un poste de sénateur, il a continué à occuper le poste de général en chef des armées, se réservant ainsi le droit d'agir si le Chili retombait dans ses « excès socialistes » (Bakiner, 2009 : 52).

Finalement, avant son départ de la présidence, Pinochet avait restructuré le système

⁷ L'expression "sortir des rangs" concerne ici la façon dont certains individus ont été ciblés par le régime, car ils n'occupaient pas la place que le pouvoir leur destinait. Un exemple intéressant est celui des Mapuches, un groupe amérindien chilien. Durant la dictature, ces derniers se virent retirer leurs terres au profit de grands propriétaires terriens. Ceux qui refusèrent et qui luttèrent pour conserver leurs droits furent tués ou « disparurent ». Pour une bonne revue sur la question des Mapuches voir Reuque Paillalef (2002).

judiciaire, de telle sorte qu'aujourd'hui, une majorité de juges partisans siège encore à la Cour suprême (Collins, 2009 : 71-72). Or cela a eu pour conséquence le blocage du passage de lois allant à l'encontre des intérêts des anciens *pinochetistas* (partisans de Pinochet) et contenant des velléités de changements par rapport à la Constitution préalablement acceptée par la *Concertación* (Paley, 2001 : 99-100).

C'est dans ce contexte précis que la transition s'est opérée entre la junte militaire de Pinochet et le parti de la *Concertación* dirigé par Patricio Aylwin (Frazier, 2007 : 190-191). Le nouveau président Aylwin a annoncé dès son investiture sa volonté d'investiguer sur les violations de droits humains qui furent commises durant la dictature. Il a alors mis en place une Commission nationale de Vérité et de Réconciliation également nommée Commission Rettig en 1991 (Frazier : 198). Le but principal de cette commission était d'enquêter sur le passé récent de ces violations, pour ainsi réparer les dommages psychologiques causés par le déni de la vérité des victimes et ainsi éviter la reproduction de tels événements (Grandin, 2009 : 2). En effet, l'enquête a visé une réconciliation de la nation par l'éclaircissement du passé afin d'ainsi « tourner la page » vers le futur (Frazier : 190-191). De plus, elle limitait les cas investigués aux cas les plus sérieux : « les disparitions, les exécutions et les cas de tortures ayant mené à la mort » (Loveman & Lira, 2007 : 62). Les principales critiques émanant des résultats de la commission sont qu'elle n'a pas pu publier tous les résultats de ses recherches, et qu'elle n'a pas non plus permis de rendre la justice aux victimes de la dictature puisque les présumés responsables des violations qu'elle a mises à jour ne pouvaient être poursuivis en justice (Loveman & Lira: 64).

Le premier tournant en politique chilienne suite à l'élection du gouvernement d'Aylwin fut l'arrestation de Pinochet à Londres en 1998. Or la diminution de ses pouvoirs sur la société civile⁸ depuis cet instant a encouragé certains groupes à protester à nouveau à propos de la situation judiciaire. Les militaires responsables de violations des droits humains durant la dictature de Pinochet poursuivaient jusqu'à ce jour leurs vies, tels que le dénonçaient alors l'AFDD et H.I.J.O.S., sans être inquiétés par la justice. La loi d'amnistie ne permettant pas de poursuites juridiques pour des cas reconnus de meurtres, de tortures ou d'exécutions arbitraires s'étant produit entre 1973 et 1978, les avocats spécialisés en droits humains ont tenté pendant plusieurs années d'obtenir des condamnations en contournant la loi sans toutefois y parvenir. Le plus récent développement sur cette question concerne le cas des « disparus ». Effectivement, après 1998, on peut voir des changements par rapport à l'interprétation de la loi d'amnistie (Collins : 124). Le crime de « faire disparaître » est en effet depuis lors considéré comme étant un crime imprescriptible par la justice chilienne. L'état d'ignorance dans lequel la famille est maintenue crée en effet une répétition continuelle du crime, ce qui invalide donc la loi d'amnistie pour les cas de « disparitions forcées ». Cette avancée juridique a néanmoins moins servi à condamner des militaires qu'à nouveau les amnistier : plusieurs criminels de guerre ont en effet depuis lors choisi de confesser les exactions commises entre 1973 et 1978, dont celle de meurtre, afin d'ainsi demeurer sous la protection juridique de la loi d'amnistie (Collins : 125).

Cette période de transition politique a également été caractérisée par la montée de plusieurs groupes qui luttèrent pour la reconnaissance des violations de droits humains qui furent

⁸ Pinochet, après son rapatriement au Chili en 2000, perdit son statut de sénateur et de chef des armées, puis fut assigné à domicile en 2006 en raison de sa santé défailante (Stern, 2006).

commises durant la dictature et contre l'impunité. Un de ces groupes, les *arpilleras* (femmes qui créaient des motifs dénonçant le régime à l'aide de vêtements usagés), qui s'était illustré par sa lutte pour la vérité et la justice pendant la dictature, continuera à militer quelques années après le début de la transition (Agosín, 1996). Il s'agit d'un groupe de femmes qui, s'étant rencontrées lors de leurs démarches afin de retrouver leurs proches « disparus », se sont unies afin de protester contre le régime de Pinochet. Sous la protection de l'Église catholique, elles se réunissaient afin de créer des vêtements portant des messages dénonçant les actes engagés par l'État contre sa population⁹. Un autre groupe, l'*Agrupacion de familiares de detenidos-desaparecidos* (Association de familles de détenus disparus -AFDD), est une association qui fut créée par des familles de « détenus disparus » en 1975. Se rencontrant sans cesse lors de leurs démarches, elles ont décidé de s'unir afin d'obtenir des nouvelles de leurs proches « disparus »¹⁰. Aujourd'hui, l'AFDD continue à réclamer des informations sur les derniers instants des proches de ses membres et la traduction en justice des responsables de violations de droits humains. De plus, et à l'instar d'autres organisations de victimes de régimes autoritaristes latino-américains (Gandsman, 2012), cette association se mobilise aussi pour d'autres causes que celle de la violence de la dictature chilienne. Les membres de l'AFDD sont par exemple très actifs, à l'heure actuelle, dans le mouvement étudiant pour la gratuité scolaire¹¹. Leur principale cause demeure cependant liée aux « disparus » de la dictature.

⁹ Sur les activités des *arpilleras* voir Marjorie Agosín (1987, 1996).

¹⁰ www.desaparecidos.org/fedefam

¹¹ Page Facebook de l'association.

Les H.I.J.O.S. (Fils et filles des disparus), soit un mouvement qui a d'abord vu le jour en Argentine avant de s'étendre à d'autres pays tels que le Chili, l'Uruguay et le Mexique¹², sont un autre mouvement de lutte contre l'impunité pour les violations de droits humains qui furent commises durant la dictature¹³. Ce groupe a été formé dans les années quatre-vingt-dix par des enfants de « disparus » qui désiraient obtenir justice pour leurs parents assassinés et qui, voyant l'impossibilité judiciaire, ont décidé de sortir dans les rues pour dénoncer directement les présumés responsables de ces crimes en troublant l'anonymat dont ils jouissaient (Kaiser, 2002). Par des *escraches*, soit des actes ou des phrases qui sont répétées, voire scandées, afin de dénoncer le présumé criminel qui vit dans le quartier ciblé, les H.I.J.O.S exposent publiquement d'anciens bourreaux et tortionnaires qui vivent dans l'impunité. Les *escraches* qui ont pris forme après la dictature possèdent de manière générale le même genre de structure. En premier lieu, les participants taguent les murs des alentours ainsi que la maison ou l'appartement où réside la personne *escrachada*. En regardant ces vidéos d'escraches sur You Tube (voir bibliographie, section You Tube), on observe d'abord qu'il s'agit plus ou moins d'une manifestation festive avec de la musique, des tam-tams et des slogans scandés à répétition. Néanmoins, lorsqu'on écoute plus attentivement les manifestants, on remarque qu'ils sont très accusateurs envers les personnes *escrachadas*. Par exemple en Argentine, lors de l'*escrache* contre Videla¹⁴, les participants criaient : « *Hijo de puta* » (fils de pute), « *Asesino* » (Assassin), et ce, au même moment où un long acte d'accusation fut lu contre le « prévenu », dénonçant ses crimes et demandant à la justice de faire son travail. Finalement, les manifestants lancèrent des œufs et des tomates sur l'immeuble et entre autres sur des policiers protégeant ce dernier. Dans un autre *escrache*,

¹² http://www.hijos-capital.org.ar/index.php?option=com_content&view=article&id=20&Itemid=399

¹³ www.hijos-capital.org.ar/

¹⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=26Nx7SVKTb0>

l'on peut voir les participants interroger les habitants du quartier sur l'homme en question pour savoir s'ils savaient qui il était en vérité, quel était son passé. Les manifestants font également des graffitis tout en passant des tracts aux passants. Dans la plupart des vidéos d'*escraches* consultés en ligne, l'idée de dénonciation est omniprésente, mais celle qu'il n'y a ni pardon ni oubli revient également constamment et rejoint pour ainsi dire le registre de discours des autres groupes de victimes de la dictature chilienne.

Aujourd'hui, les *escraches* ont quelque peu changé de nature. Il s'agit toujours de manifestations festives qui demandent la justice, mais il y a une plus grande diversité dans les causes défendues¹⁵, à l'instar de l'association de familles de « disparus » chiliens.

Cadre théorique et conceptuel

*«Ainsi, le mot « disparu » prend appui sur la seule certitude dont disposent les familles : quelqu'un était et n'est plus. »
Garcia-Castro dans Brossat et Déotte (2000, 103)*

La disparition est un phénomène de nature multidimensionnelle. Cette thèse concerne deux champs : subjectifs et politiques. D'un point de vue subjectif, il s'agira plus spécifiquement de se saisir des manières multiples dont la dictature est représentée au sein de la société chilienne et de celles dont les proches de « disparus » partagent ces représentations

¹⁵ www.hijos-capital.org.ar/

aux générations subséquentes. Cette thèse s'intéresse aussi aux conflits mémoriels auxquels participent ces conceptions du passé. D'un point de vue politique, il s'agira plus précisément d'analyser les rapports de pouvoir que la transmission de la mémoire de la « disparition » met en jeu au Chili, ainsi que la manière dont on s'identifie publiquement par rapport à celui-ci : comme une victime de la violence de l'État, ou comme une actrice luttant pour la vérité et la justice, ou de façon plus ambivalente, se situant comme une victime dans le passé, mais aujourd'hui comme une actrice.

Mémoire et représentations

It makes intuitive sense that people's memories of traumatic events [...] will continue to affect the social fabric in some perhaps intangible, but nevertheless important way
Sorabiji, 2006:1

Le sens attribué au terme « disparu » n'est pas univoque, mais multiple, ce sens étant l'objet de luttes politiques. «*The desaparecidos (the disappeared) are, by definition, always already the object of representation* (Taylor, 1997: 140) ». Selon Taylor, la question du « disparu » implique en effet nécessairement une représentation provenant d'un tiers. Or provenant d'une diversité d'individus, l'image du disparu renvoie donc à autant de symboles. Il peut s'agir de la victime du régime, de l'ennemi à éradiquer ou même de la jeunesse sacrifiée (Taylor : 140). De la même façon dont notre mémoire est construite de représentations de notre réalité vécue, nous construisons les personnes qui nous entourent selon ce que nous percevons d'elles. Cette mémoire se trouve ainsi devenir l'art de continuellement utiliser le

passé selon les intérêts agissant dans le présent (O'Neill et Hinton, 2009 : 15). La représentation des « disparus » est donc également influencée par les occasions où le terme « disparu » est utilisé, tel que le suggèrent les travaux d'Hacking (1999 :31). Ian Hacking dans «*The Social Construction of What?*» (22-23) parle en effet d'une catégorie de mots, « élévateurs », comme étant des mots possédant un sens plus profond que la plupart des autres mots, alors que leur utilisation selon les acteurs et selon les époques renvoie à une diversité de significations. Or les mots « disparu », « absence » et « disparition forcée », tel que je le démontre dans les chapitres qui suivent, constituent des « mots élévateurs», les contextes au sein desquels ils sont articulés et définis rendant leur sens plus profond que le simple fait de la disparition physique d'une personne.

Mémoire individuelles et collectives

*La mémoire est la faculté humaine de retenir des éléments du passé; à ce titre, tout rapport au passé repose sur la mémoire.
Todorov, 1995 :101*

La question de la mémoire, telle que celle du « disparu », est multidimensionnelle. Tout d'abord, dans cette thèse, il s'agit de comprendre le concept de «mémoire » en relation de directe opposition à celui de « l'oubli » (Ballesteros, 2007 :1148). Les proches de « disparus » ont des liens conflictuels avec le concept de l'oubli qui semble être observé comme étant l'ennemi de leur cause qui est de préserver la mémoire des victimes du régime Pinochet. Dans ce contexte, nous pouvons observer ce que Ballesteros identifie comme « la

lutte de la mémoire contre l'oubli et la transmission de cette mémoire aux générations subséquentes » (2007 :1149).

Selon Martin (2000 :786-787), « le mot mémoire rassemble l'ensemble des pratiques de remémoration dont l'objectif commun est de faire revivre le passé, individuel ou collectif, que ce soit par le récit, le monument ou le rituel ». Dans les chapitres qui suivent, j'utilise cette définition puisqu'elle permet de bien regrouper plusieurs pratiques, lieux et situations de remémoration du passé de la dictature en un seul objet de recherche, tels que les récits de la « disparition » d'un proche de membres de l'AFDD, des ateliers d'*arpilleras*, le Musée de la mémoire et des droits humains, Londres 38, Villa Grimaldi et des événements publics où le passé est représenté, par exemple lors des pièces de théâtre telles qu'*El año en que nació* ou *Qué tiempos aquello...Fanta y Romo*. Dans le cadre de cette thèse, j'utilise également le concept de la « mémoire » tel que le décrit Jelin (2002). Dans un premier temps, les « mémoires/souvenirs doivent être compris comme des processus subjectifs ancrés dans des expériences particulières et des marqueurs symboliques et matériels (2002 : XV) ». Dans un second temps, les représentations du passé sont disputées, source de conflits et de luttes mémorielles (XV). Finalement, le sens pris par les souvenirs du passé change au fil du temps et doit être compris comme faisant partie d'un ordre social et politique particulier (XV).

Finalement, la définition de la mémoire collective, telle que développée par Halbwachs permet quant à elle de comprendre les liens entre « mémoire individuelle » et « mémoire collective ». Selon cet auteur, la première n'existerait qu'à partir de la seconde puisqu'un individu ne se souvient qu'en utilisant les souvenirs des autres pour compléter sa propre

mémoire (Halbwachs, 1925 :206). Retenant plutôt la notion de « cadres sociaux », d'Halbwachs. Candau propose celle de « sociotransmetteurs ». Selon lui, ce concept nous permet mieux de comprendre quels sont les liens entre mémoires individuelles et mémoires collectives puisque cette dernière ne peut être bien définie, la mémoire sociale n'existant pas en dehors de sujets individuels qui se souviennent (2005 : 75-77). Ces « sociotransmetteurs » « favorisent les connexions » entre les individus ce qui permet de voir « comment les souvenirs individuels peuvent recevoir une certaine orientation propre à un groupe, et comment ces orientations peuvent devenir semblables au point de produire une représentation partagée du passé qui acquiert alors sa propre dynamique en regard des mémoires individuelles » (Candau, 2005 : 76). Au sein de l'association étudiée dans cette thèse, cet échange entre les deux peut s'observer tout d'abord lors de la mise en commun de les récits de proches de disparus pendant la dictature, puis la graduelle émergence d'une trame narrative commune qui, tel que je le démontrerai dans le chapitre deux, oriente étroitement comment les membres de l'AFDD se rappellent publiquement du passé.

Il m'est en effet apparu sur le terrain que c'était la mémoire collective de l'AFDD qui était aujourd'hui mise de l'avant plutôt que celles des individus la composant. Cette observation s'apparente à la nécessité existante, pour paraphraser Halbwachs, pour les sociétés, « à écarter de sa mémoire tout ce qui pourrait séparer les individus, éloigner les groupes les uns des autres, [de sorte] qu'à chaque époque elle remanie ses souvenirs de manière à les mettre en accord avec les conditions variables de son équilibre » (Halbwachs : 206). En uniformisant le discours et la mémoire de l'association, la direction de celle-ci tenterait ici de réunir sous une même bannière ses membres tout en concentrant leur message autour de

thématiques et identités centrales à ses yeux¹⁶. Or cette circonscription des thèmes et représentations de l'association permet-elle de réellement inscrire dans la mémoire collective de la société chilienne celle des familles de « disparus »?

Candau suggère que la transmission, organisée, des souvenirs et récits des proches ne servirait qu'à renforcer le sentiment du partage commun au sein du groupe émetteur de cette même mémoire plutôt qu'un partage réel.

En effet, si la revendication d'une mémoire partagée se fonde toujours sur le postulat du partage, le partage peut être réel ou imaginaire, raison pour laquelle le sentiment d'une mémoire partagée est souvent illusoire. [...] On aurait tort de sous-estimer l'importance de cette revendication métamémorielle¹⁷ dans les phénomènes dits de « mémoire collective». Souvent, nous confondons le fait de dire, d'écrire ou de penser que nous partageons une mémoire –des souvenirs, des expériences- avec l'idée que ce qui est dit, écrit ou pensé rend compte d'un partage mémoriel réel. Bref, nous confondons le fait du discours avec ce qu'il est supposé décrire. Or, cette confusion a une fonction sociale très importante : elle renforce dans les consciences individuelles le sentiment d'une mémoire commune. [...] (Candau, 2009 : 7)

Selon Candau, le sentiment d'une mémoire commune ne serait qu'illusoire (2009 :7). Il serait renforcé par exemple par des conversations ou l'écriture à propos de souvenir ou d'expériences dont l'on suppose qu'il passera dans le domaine commune par le partage (*Ibid*). La mise en récit des souvenirs de la dictature et de l'après-dictature répond tout

¹⁶ Journal de terrain- 25 avril 2012

¹⁷ «Le niveau métamémoriel est celui d'un regard réflexif sur les processus mémoriels qu'un individu est capable – ou croit être capable- de mobiliser dans l'accomplissement d'une tâche (Candau, 2009 : 6) ».

d'abord à une volonté de partage mémoriel, mais ce réalise cependant dans un contexte particulier.

Mémoire : circonscription et mise en récit

Durant mes entretiens, tel que je le détaillerai au cours du chapitre deux, j'ai pu constater que les récits du passé de mes interlocutrices étaient circonscrits (French, 2009 :107). L'une des sources de circonscription est la mise en récit des souvenirs, car, comme le souligne Bloch, nous ne pouvons « confondre un récit d'un événement avec le souvenir qu'en ont gardé les participants (1995) » puisque l'histoire qui nous est racontée n'est qu'une portion du souvenir de l'individu (Candau, 2005 :67). De plus, ce qui constitue ce récit fait l'objet d'une certaine sélection et sera influencé par le contexte social et les enjeux qui encadrent la narration du témoin (Candau, 2005 : 71). Dans le cadre de mon terrain, j'ai plutôt observé la circonscription autour de ce dont l'on doit parler et comment cela doit être partagé. Les proches de « disparus » semblent être limités dans la façon dont ils rendent leur récit en présence d'éléments étrangers à leur groupe (French, 2009 :107). Cette limitation de la part du regroupement peut sembler paradoxale étant donné la volonté de celui-ci d'amener leurs représentations du passé sur la place publique. Il s'agit ici de présenter une certaine « mémoire » du passé, une histoire uniformisée qui se transmettrait plus facilement. Bloch soulignerait cette mise en réserve d'éléments de narration et le définirait comme une ressource pour de futures représentations sociales (1995 :65).

Les représentations de soi dans le cadre de la narration des expériences de la dictature et de la « disparition » d'un proche se comprennent dans le concept de la métamémoire telle que développée par Candau. La métamémoire est « d'une part la représentation que chaque

individu se fait de sa propre mémoire, la connaissance qu'il en a et, d'autre part, ce qu'il en dit. Elle est une mémoire revendiquée, ostensive (Candau, 2005 :78-79)». Le passé est ici incorporé et intégré par l'individu qui le « marque de son empreinte », ce qui peut être observé dans les récits et histoires de vie (2005 :115). Selon Marcus et Wurf (1987), « la représentation de soi serait constituée d'une collection de concepts de soi, qui constitueraient les différentes facettes de l'individu (cité dans Deschamps et Moliner, 2012 : 95) ».

Chez les familles de « disparus », la façon dont mes interlocutrices se représentent dans leurs récits peut se développer en deux actes. Dans le premier, les récits des proches de « disparus » sont développés autour de l'identité de victime d'abus de la part d'un État totalitaire. Cette première identité semble s'être construite tout d'abord autour des premières représentations développées dès les premiers instants de la dictature (Deschamps & Moliner: 81). Le second acte identitaire de mes interlocutrices semble s'être en contrepartie développé au fil de leurs contacts mutuels au sein de l'AFDD et de leurs différentes activités communes; celle d'actrices politiques luttant pour les droits humains. Par le partage de leurs représentations du passé, selon Deschamps et Moliner, elles auraient mis en œuvre des processus identitaires¹⁸ semblables résultants ainsi à une définition de soi analogue (86).

Histoire et mémoire

L'histoire et la mémoire sont des concepts intrinsèquement liés dans le cadre de cette étude. Le passé dictatorial continue d'être sujet de conflits au sein de la population chilienne, tel

¹⁸ « Les processus identitaires permettent aux individus d'élaborer et de maintenir des connaissances à propos d'eux-mêmes et d'autrui, à propos des différents groupes avec lesquels ils sont en interactions (Deschamps & Moliner : 87) ».

que le souligne Ballesteros. Malgré le temps qui s'est écoulé et les différentes commissions de vérité créées dans le but d'établir une histoire officielle de la dictature, cette dernière continue d'être « ouverte », puisque plusieurs pans demeurent méconnus (2007 : 1144-1147). C'est-à-dire que selon cet auteur, on ne peut trouver actuellement une « histoire récente » qui présente les faits de manière exhaustive, authentique et précise relativement aux violations de droits humains qui ont été commises durant la dictature menée par Pinochet (Ballesteros 2007: 1151). La mémoire et l'histoire doivent donc travailler de pair puisque la première est nécessaire à la seconde.

Il ne peut avoir d'histoire sans mémorisation et l'historien, régulièrement s'appuie sur des données mémorielles. Cependant, la mémoire n'est pas l'histoire. Toutes deux sont des représentations du passé, mais la seconde se donne comme objectif l'exactitude de la représentation alors que la première ne prétend qu'à son caractère vraisemblable. Si l'histoire vise à éclairer du mieux possible le passé, la mémoire cherche plutôt à l'instaurer, instauration immanente à la mémorisation en acte (Candau, 2005 :58).

Les étudiants en histoire apprennent dès leur première année de baccalauréat que l'objectif vers lequel tend leur discipline est l'objectivité. Dans la relation « histoire » et « mémoire », cette question de l'impartialité est centrale, entre autres puisque les historiens ont tendance à se méfier de la mémoire, celle-ci étant considérée comme étant soumise aux émotions et passions des « porteurs de mémoire » (Terray, 2006). Pour certains historiens, tels que Bedarida (1993), la mémoire est en directe opposition, alors qu'elle n'est que « l'expression des valeurs et de la vie d'un groupe social [...], qui défend ses intérêts et se préoccupe peu des faits (145-146)». Cette conception de la mémoire sous-entend que cette dernière n'est

que partielle, alors qu'elle ne représenterait que la perspective d'un seul témoin. Néanmoins, l'histoire n'est pas « complète » également puisqu'il y a une opération d'analyse et de sélection effectuée par l'historien (Todorov, 1995 : 7), qui lui-même n'est pas à l'abri des influences du monde contemporain (Traverso, 2011 : 255). Or se centrer sur l'objectivité de l'un versus la subjectivité de l'autre est un débat stérile selon Todorov.

[La] question reste posée : peut-on réduire la mémoire, c'est-à-dire l'évocation du passé par celui qui en était le témoin, voire l'acteur, à la seule fidélité, à la seule défense des intérêts du groupe auquel il appartenait ou des siens propres? La mémoire ainsi entendue n'entretient-elle aucun rapport avec la vérité? Réciproquement, le discours de l'histoire se trouve-t-il suffisamment caractérisé par la seule aspiration à la connaissance et à la vérité ?

La relation entre les deux concepts est problématique due aux conflits liés à leurs utilisations réciproques. Traverso (252) définit la mémoire comme « un ensemble de souvenirs individuels et de représentations collectives du passé », et l'histoire, comme un « discours critique sur le passé : une reconstitution des faits et des événements écoulés visant leur examen contextuel et leur interprétation. Il m'apparaît donc une évidence de considérer leur utilisation conjointe comme étant nécessaire à la compréhension de toutes les dimensions d'une situation. Dans un premier temps, la mémoire nous permettra de « revivre l'action et de ressentir ses enjeux » alors que dans un second temps, l'histoire rendra possible la définition des faits entourant les événements (Todorov, 1995 :5). Études de la mémoire et de l'histoire sont donc complémentaires puisque les souvenirs ne prendront leur sens qu'en ayant en tête le contexte dans lequel se sont produits les événements passés que représentent ces derniers (9).

Nous pouvons en fait d'ailleurs considérer que ce partenariat entre histoire et mémoire a été central lors des commissions de vérité successives (Rettig, 1991 et Valech, 2006). Ces dernières ont été entourées d'attentes élevées chez les victimes et leurs proches qui y ont vu l'opportunité de pouvoir narrer leur expérience vis-à-vis d'une commission qui allait enregistrer et par le fait même reconnaître les abus commis par les militaires contre eux, alors qu'auparavant ces faits avait été tus, voire violemment réprimés (Dorfman cité dans French, 2009 : 93). Néanmoins, tel qu'il a été mentionné précédemment, ces commissions n'eurent que des résultats mitigés. L'objectif principal de ces commissions a été la réparation des dommages psychologiques entraînés par le déni de la vérité des victimes afin d'éviter que ces événements ne se reproduisent (Grandin, 2009 : 2). Tel que Frazier le démontre, les organes gouvernementaux en action visaient par cette enquête une réconciliation par une description du passé et ainsi, « tourner la page » vers le futur (190-191). Là où le bât blesse, pour les victimes et leurs proches, sont les limites imposées à la fois dans les recherches (investigations limitées aux disparitions, aux exécutions et aux cas de torture ayant mené à la mort (Loveman & Lira, 2007 : 62)), dans la publication de ces dernières qui ne le furent pas complètement et perpétuant la loi d'amnistie en ne permettant pas la poursuite des présumés responsables de violations mises en lumière par les investigateurs (Loveman & Lira: 64). Cette situation a dès lors favorisant la poursuite de la lutte des proches de « disparus », d'exécutés politiques et autres victimes du régime pour l'établissement d'une « vérité complète » et, par le fait même, une véritable justice pour leurs morts¹⁹.

¹⁹ Journal de terrain

Les commissions de vérité et de réconciliation demeurent aujourd'hui l'une des sources les plus prolifiques en matière d'informations sur le passé dictatorial d'un pays. Néanmoins, plusieurs informations n'y sont pas présentées ou y sont très peu traitées afin de se concentrer sur la réconciliation. Est-il plus important d'évoquer tout les détails concernant l'époque en question ou vaut-il mieux y passer rapidement et « tourner la page »?

How should societies that have experienced war crimes and large-scale human right violations deal with the past? Is it more important to remember what happened or to simply draw a line under the past and move on? Such questions are widely debated. According to one viewpoint, societies must not dwell on their history because unless the ghost of the past is laid to rest, it will haunt and continually torment the present [...]. For victims however, the idea that the past can simply be forgotten, locked away in a dark recess and hidden from view, is both naive and unrealistic [...]. This would be tantamount, they opined, to forgetting Vukovar's dead and missing. (Clark: 120)

Comme Clark, je me suis interrogée sur les façons dont les sociétés devraient se souvenir d'une tragédie (120). Cette auteure souligne que se cache, chez celles qui ont opté pour des commissions de vérité visant la réconciliation, une volonté réconciliatrice, voire une volonté d'aplanir les tensions chez la population chilienne (Clark, 2013 :120) de la part des organes politiques. Cet objectif a pu s'observer dans la commission Rettig principalement par le retrait de la possibilité de poursuites judiciaires des présumés criminels par les proches des victimes. En limitant les familles dans le cadre judiciaire, la commission et ses organisateurs semblaient désirer ici clore la question et fermer ce chapitre du pays après la publication de leurs résultats. Ensuite, les critères de sélections des personnes pouvant présenter leurs histoires devant la commission limitaient aux cas de violations les plus graves ayant entraîné

la mort. Cette délimitation ici semble vouloir signifier que les victimes étant morte, le problème était clôt, qu'il fallait maintenant passer à autre chose et « tourner la page ».

Est-ce une solution qui soit acceptable pour l'obtention d'une réconciliation au sein de la société chilienne? Candau pose justement cette question en demandant si « l'oubli ne permet[trait]-il pas dans bien des cas d'éviter des conflits mémoriels? Un pacte d'oubli peut-il avoir une fonction pacificatrice au sein de groupes confrontés à une mémoire conflictuelle et douloureuse? » Michael Ignatieff pense que l'oubli est nécessaire aux sociétés afin de conserver leur unité (1997 : 190 dans Clark : 121). Suzanne Buckley-Zistel ajoute qu'il s'agirait d'une « amnésie sélective » qui rendrait possibles une certaine paix et une certaine coexistence au sein de la société en mettant de côté certains faits et détails (2008 :138 dans Clark : 121).

Or, un tel objectif ne pourrait être atteint sans que l'on tourne la page sur le passé selon le gouvernement et certains auteurs, ce qui est inacceptable pour d'autres, plus particulièrement les victimes. « To the victims, the horror of the violence consisted in the details. They wanted their suffering to become knowledge –as if the reality of it could only be reclaimed after it has become a part of public discourse (Das, 1985: 5) ». De plus, tout comme Maurice Halbwachs, il leur semble que d'oublier serait « perdre contact avec ceux qui nous entouraient alors (Halbwachs, 1950 : 10 cité dans Candau, 2005 : 91) ». Pour les femmes que j'ai interviewées durant mon séjour au Chili, l'on doit contrer cette volonté de tourner la page puisqu'elle contrevient à leur objectif principal de préserver et diffuser la mémoire des

« disparus » tel que nous évoquerons plus longuement au cours du chapitre deux. Alors que le gouvernement désire s'en tenir à une histoire officielle fermée, pour reprendre les termes de Ballesteros (2007), les membres de l'AFDD ont quant à eux plutôt créé un mouvement contre-mémoriel se centralisant autour de la figure des « disparus ».

La contre-mémoire est un concept développé par Foucault qui met en lumière les relations de pouvoir entre l'histoire officielle et les mémoires résistantes (Misztal, 2003 :62).

When it comes to knowledge of the past and the power associated with it, this battle involves resisting the “omissions” and distortions of official histories, returning to lost voices and forgotten experiences, relating to the past from the present in an alternative (out-of-the-mainstream) way (Medina, 2011: 13).

Tel que le souligne ci-haut Medina, la relation entre la mémoire officielle et la contre-mémoire est un constant jeu de pouvoir entre l'État et les mouvements de victimes afin pour l'un, pour le cas chilien du moins, d'avoir une mémoire nationale unie et pour l'autre, que leur représentation du passé soit exposée aux yeux de tous.

Transmission de la mémoire

Tel que le suggère Choron-Baix, la transmission du passé revêt une importance particulière pour différents groupes qui ont été malmenés par l'histoire (2000 : 358). « Nora décrit ce devoir comme une véritable servitude, évoquant « le sentiment que de l'acquittement d'une dette impossible dépendait finalement son salut (Nora, 1984 : 26 cité dans Roué, 2004 :136)». La façon dont mes interviewées décrivent leur devoir de partage et de diffusion

se compare à cette description de Nora. Nous pouvons également l'appréhender comme un héritage pour les générations subséquentes. « De legs programmés, calculés, en réappropriations spontanées, jusqu'à la reformulation des héritages ou à leur rejet, tous les cas de figure envisagés renvoient à la variabilité d'une motivation à transmettre et à recevoir, qui met en présence des protagonistes actifs ou, au contraire, passifs et aux prises avec des contraintes dont ils n'ont jamais l'entière maîtrise » (Choron-Baix : 357-358). Cette façon d'étudier les influences à l'œuvre dans la transmission rappelle l'importance du concept « d'agencéité » (*agency*) mis de l'avant par Lave, c'est-à-dire du rôle joué par l'acteur dans la formulation et la reformulation des représentations du passé dont ils se font le relais (Lave & Wenger, 1991). D'ailleurs, Berliner précise justement l'importance soulignée par Lave d'être attentif aux motivations « de celui qui apprend, toujours interprète actif de ce qui lui est transmis dans le cadre d'un apprentissage 'situé' » (Lave & Wenger, 1991) (Berliner, 2010 :14). Le transmetteur et le receveur sont en effet tous deux influencés par des forces intérieures et extérieures, qui en retour, modulent les contenus et les formes des représentations du passé qu'ils projettent ou réceptionnent. Par ailleurs, selon Candau, la transmission est sujette aux « stratégies identitaires [des transmetteurs qui les amènent à] jouer le jeu complexe de la reproduction et de l'invention, de la restitution et de la reconstitution [...], du souvenir et de l'oubli » (Candau, 1998 : 98). Le mouvement incessant entre ces deux pôles suggère une reproductivité possible de la mémoire par le biais de sa transmission, mais met surtout de l'avant que le produit de la passation est mouvant, variable, de par son interprétation et son intégration par une diversité d'acteurs ce qu'observe également Choron-Baix (2000 : 359). Cette mobilité dans le produit ne permet pas de définir précisément ce qui est reçu par les récepteurs des représentations transmises, ce qui appelle à

plus d'étude sur la question. Cependant, ce qui est le plus intéressant à noter est que malgré les efforts fournis par les membres de l'association de familles de « disparus », elles ne peuvent déterminer si leur message est transmis de la façon dont elles le désirent. Ce n'est également pas une question qui est abordée lors d'entretiens. En effet, si elles insistent sur les façons dont elles diffusent leurs représentations du passé et ce qui motive cette volonté de transmission (« jamais plus »), mes interlocutrices ne parlent que très peu de leurs résultats, et quand elles le font, elles le font de façon très cynique²⁰.

Enfin, comme le souligne Candau, la transmission traduit une volonté de « laisser des traces du passé (99)» ce qu'appuie également Jelin (2002 : 100) en ajoutant que ce legs mémoriel comprend un message particulier qui a été « préparé avec une intention de perpétuer et préserver » une certaine représentation du passé. Dans le cadre de cette thèse, j'ai interrogé mes interviewées sur comment elles partageaient au sein de leur famille leurs souvenirs de la dictature, de leur « disparu » et de leurs luttes pour la justice et la vérité. Or alors que je m'intéressais surtout à leur cellule familiale et à comment la transmission s'effectuait entre les générations, il est rapidement apparu durant les entretiens que cette transmission s'adressait également à un public plus large. En effet, si le partage des expériences se fait de trois façons dans la sphère privée (le silence, le non-partage temporaire par mesure de protection et le désir de rompre le silence), par contraste les interviewées partagent un même désir que tous les Chiliens aient accès et prennent connaissance du passé dictatorial chilien.

²⁰ Journal de terrain- Chili 2012

Nunca Más

Ce « contexte particulier » est à considérer de façon plus approfondie dans le cadre particulier au sein duquel s'est déroulée mon étude sur le terrain. L'un des principaux enjeux identifiés chez les familles de « disparus » quant à la mémorialisation de la disparition d'un proche était celui de la préservation de celle-ci pour que « jamais plus » de telles exactions ne se reproduisent.

Ce désir est exacerbé par le contexte dans lequel se sont déroulés les événements, se justifie dans la volonté que « jamais plus » de telles violations de droits humains ne se reproduisent. « Only by remembering it is said, can we learn from past events, and only by learning from the past, can we try to ensure that history is not replayed. In this view, 'the laudable desire is never to repeat the mistakes of the past (Clark: 117). Dans le contexte latino-américain, cette maxime «Nunca más» est celle qui m'apparaît être la plus fréquente en relation à la diffusion du passé collectif d'un pays après un conflit. Elle est omniprésente dans la littérature et je l'ai à plusieurs reprises entendue lors d'entrevues ou de conversations que j'ai menées au cours de mon terrain. En effet, comme j'ai pu le constater lors de mon séjour le « jamais plus » est cœur des motivations des proches de « disparus » et est profondément liée à leurs revendications en matière de justice. Ici se rejoint la volonté de transmettre aux générations subséquentes leurs représentations du passé, et ce, comme un message préventif pour le futur de leur pays.

Méthodologie et objectifs

Population et premiers contacts

Dans le cadre de cette recherche, compte tenu du temps passé sur le terrain (deux mois), j'ai choisi de me concentrer plus particulièrement sur les proches de « disparus » qui s'engagent au sein de l'AFDD en tant que membres ou comme participants à ses activités. Comme je l'ai précédemment mentionné, ce regroupement de familles est particulièrement actif et s'engage à la fois sur la question de la justice, de la mémoire et de la recherche de la vérité, au sujet des « disparus » de la dictature, mais également autour de débats plus actuels. De plus, la brièveté de mon séjour m'a amenée à concentrer mes recherches à la capitale, Santiago, où il existe à la fois des « lieux de mémoire » de la dictature, tels que Londres 38, le Cimetière général et Villa Grimaldi ainsi que des associations de familles de « disparus » et d'exécutés politique (AFDD et AFEP, *Agrupación de familiares de ejecutados políticos* (regroupement de familles d'exécutés politiques)).

Le premier contact avec les familles s'est fait à partir de la maison détenue par l'AFDD à Santiago. Avant mon départ du Canada, j'étais entrée en contact avec le groupe via Facebook. Gabriela Zuñiga²¹, directrice des communications et des relations publiques, m'a alors enjointe à les contacter dès mon arrivée à Santiago afin que nous développions un plan de match pour les prochaines semaines. Durant notre première rencontre le 16 avril 2012, Gabriela m'a tout de suite prise en charge et déclaré qu'elle me trouverait une dizaine de personnes à interviewer. De fait, neuf des quinze entrevues que j'ai menées durant mon

²¹ Les noms utilisés dans le cadre de cette thèse sont les noms véritables des personnes interviewées. À chaque entrevue lors de la signature du formulaire de consentement, j'ai proposé à celles-ci d'utiliser un pseudonyme lorsque je rédigerais les résultats de mon analyse terrain. Elles ont toutes réagit comme si cette proposition était inutile. Quelques unes d'entre elles m'ont dit qu'il était au contraire nécessaire que l'on dise leur vrai nom, pour que l'on sache qu'elles sont de « vraies » personnes.

séjour à Santiago furent initiées par Gabriela qui me présenta aux femmes qui fréquentaient la maison. Ces dernières pouvaient ensuite refuser ou accepter de prendre rendez-vous avec moi pour une entrevue. Les six autres participantes me furent présentées par Alicia Pastore (membre sans statut de l'association). Au fil de mon séjour, cette dernière m'a présenté des femmes qui parfois avaient refusé de faire une entrevue lorsque Gabriela leur en avait fait la demande ou qui ne venaient pas fréquemment à la maison.

Les entretiens semi-dirigés se sont tous, excepté un²², produits dans les locaux de l'AFDD. Le point de départ de ces entrevues était la présentation de mon projet de maîtrise et l'usage qui sera fait des données collectées. Après la signature du formulaire de consentement, nous commençons par le récit de leur histoire personnelle, de leur enfance à ce jour. Cette partie me permettait de comprendre quelle avait été leur expérience de la dictature et de son après, comment leur situation politique avait évolué et finalement, quels mots elles employaient afin de décrire leur expérience de proche de « disparu » et ensuite d'activistes. Cela me permettait également d'identifier quelles seraient les questions suivantes. De façon générale, les entretiens, qui ont tous été menés en espagnol, ont duré environ une heure.

Une autre activité de recherche a été la visite de lieux de mémoire ou de musées en relation au passé dictatorial, tel que le Musée de la Mémoire et des Droits humains (MMDH), Londres 38, Villa Grimaldi et le Cimetière Général. J'ai également participé à des événements ouverts au public tels que la projection de films sur la dictature au Centro Cultural Palacio la Moneda (*El Mocito*, *La nostalgia de la Luz*) ou au Centro de Arte

²² En effet, la seule interview s'étant déroulée à l'extérieur est celle réalisée avec Juan René Maureira Moreno dans l'ancien centre de détention, Londres 38.

Alameda (*El Eco de las Canciones*). J'ai aussi assisté à deux pièces de théâtre ayant pour arrière-plan la dictature, la première, *Qué tiempos aquello...Fanta y Romo*, au Museo de la memoria et los derechos humano (MMDH, Musée de la mémoire et des droits humains), la seconde au Centro Gabriela Mistral (*El año en que nació*). Finalement, j'ai assisté à deux évènements spéciaux, tout d'abord au spectacle organisé par l'*Agrupación de familiares de ejecutados politicos* (Regroupement de proche d'exécutés et-AFEP)²³, *Un canto para no olvidar* au Stade National. Le second évènement, auquel j'ai été invitée, a été l'inauguration du Mémorial pour les détenus-disparus et les exécutés politiques de Maipu, quartier de Santiago.

Analyse des données

Plusieurs stratégies de collecte et d'analyse ont été mises à l'œuvre sur le terrain. En premier lieu, j'ai tenu un journal de terrain. Chaque jour, j'y ai noté mes impressions et mes observations sur l'association, les musées et de lieux de mémoire que j'ai visités ainsi que les pièces de théâtre auxquelles j'ai assisté.

Ensuite, durant les entrevues, j'ai à la fois enregistré et pris des notes durant celles-ci. Les enregistrements ont tout d'abord été retranscrits en espagnol, puis les transcriptions ont été codifiées à l'aide du logiciel QDA Miner. Ce n'est que dans le cadre de l'écriture de cette thèse que les citations ont été traduites, l'analyse s'étant effectuée à partir des transcriptions en langue originale. Alors que la littérature a guidé mon plan de recherche terrain, les thèmes principaux de ma thèse ont émergé des entrevues, tel que je les ai précédemment définis.

²³ Proches d'exécutés politiques durant la dictature, contrairement à l'AFDD, ce groupe insiste sur l'assassinat de leur proche dont on leur a remis ou non la dépouille. Aujourd'hui, à l'instar de l'AFDD, ils désirent que la vérité soit connue et que justice soit faite pour leur proche <http://afepchile.cl/index.php>

Limites de la présente recherche

Certains obstacles qui se sont présentés à la fois au moment de la collecte des données et par la suite, dans l'analyse de ces dernières, limitent la portée de ma thèse.

En premier lieu, bien que j'aie essayé de limiter l'influence de mes sentiments et préférences personnelles dans le cadre de cette recherche, il n'en demeure pas moins que les espérances et déceptions des proches interviewées ont marqué les résultats de cette recherche. Tout au long de mon enquête de terrain, j'appréhendais les réactions des femmes lorsque nous aborderions des questions plus difficiles telles que la description des premiers instants de la « disparition » de leur parent et des sentiments ressentis à cette époque. Je savais qu'il ne s'agirait pas de quelque chose de facile pour elles, mais je réalisais aussi ma propre difficulté à poser ces questions qui rappellent la douleur de leur perte. Tout comme je l'ai noté dans mon journal de terrain à quelques reprises, comment demander des précisions alors que mon interviewée pleure ou a les yeux pleins d'eau? La réponse est venue de ces femmes qui alors que je leur demandais si elles désiraient faire une pause ou arrêter l'enregistrement, me répondaient qu'elles voulaient continuer, qu'il fallait qu'elles le fassent, que leur témoignage était ce qui était important, pas leurs larmes. Ces commentaires en sont venus à constituer la ligne directrice de mon analyse de leurs représentations du passé et comment elles l'ont vécu. En effet, j'ai désiré ne pas tomber dans le discours de la victimisation et dans le mélodramatique en décrivant simplement comment elles me l'avaient raconté.

En second lieu, la deuxième limite de mon terrain a été la langue. Les entretiens et conversations se déroulant en espagnol chilien, il est possible que certains concepts se soient

perdus dans la traduction autant provenant de ma part ou de l'interviewée. En effet, les premières entrevues ont été plus ardues étant donné que j'ai dû m'adapter à l'espagnol utilisé. Par le fait même des questions ont été quelques fois mal interprétées par les répondants et dans l'autre sens certains commentaires faits par ceux-ci n'ont été compris qu'après avoir fait la transcription des entretiens une fois de retour au pays, rendant pratiquement impossible d'approfondir plus particulièrement certaines interrogations soulevées après la lecture de l'entrevue. Bien que je me sois préparé en prenant plusieurs cours d'espagnol au cours de mon parcours universitaire, rien n'aurait pu réellement me préparer mieux à ce baptême de feu que furent pour moi les entrevues. Néanmoins, cette barrière linguistique fut parfois utile afin d'aller plus loin sur certains points alors que les membres de l'AFDD avaient tendance à se répéter souvent, et ce, sous différentes formes, cherchant ainsi à s'assurer que j'avais bien compris leurs propos. Cela m'a permis de bien saisir les différentes nuances de ces derniers.

En troisième et dernier lieu, la limite majeure de mon étude terrain a été la brièveté de mon séjour à Santiago. C'est-à-dire qu'avec le recul, je peux constater que deux mois ont été insuffisants; à la création de liens plus profonds avec plusieurs membres de l'AFDD, ce qui en quelque sorte m'aurait permis de m'intégrer au groupe. Je considère que trois mois m'auraient sans doute davantage permis d'avoir de meilleures relations avec ces femmes, et par le fait même, de pouvoir aborder des sujets plus personnels. En effet, alors que dans mon projet de recherche, je désirais approfondir la question du souvenir et des rituels au quotidien des proches de « disparus » ainsi que le sujet de la transmission de la mémoire au sein de leur famille, j'ai rapidement constaté sur le terrain que mes interviewées ne désiraient pas creuser la question et changeaient rapidement de sujet. Il me semble que j'ai ainsi eu davantage

accès à leur personnalité publique, celle de conjointe, sœur, mère ou fille de « disparu », alors que leur identité « du quotidien » est demeurée dans l'ombre.

Chapitre II : Mémoires : représentations du passé et de soi

Après avoir contacté la direction de l'AFDD de Santiago, j'ai reçu une invitation de la part de Gabriela Zuñega afin de commencer mon étude au sein des bureaux de l'association appelés « *Casa de la memoria* » (Maison de la mémoire). Tel que je l'ai mentionné précédemment dans l'introduction, j'ai rencontré dans cette maison plusieurs femmes à l'aide de Gabriela et Alicia Pastore, la première étant la responsable des communications et de la presse, la seconde étant membre sans statut de l'association. Afin de pouvoir dessiner un portrait précis des différentes représentations du passé provenant de membres de l'AFDD qui sont des proches de « disparus », soit leurs conjointes, épouses, filles ou sœurs, j'ai demandé à ces femmes de commencer avec l'histoire de leur famille. La réaction première à cette demande a été dans dix cas sur quinze la même : « On a toutes la même histoire ». Pourtant, bien qu'elles expliquent leurs expériences de l'absence, et de la « disparition forcée » et de la dictature de façons semblables (c'est-à-dire que leur proche a été enlevé par l'État dans le cadre d'une politique d'enlèvement systématique de personnes considérées « subversives »), les termes qui sont mobilisés pour interpréter ce vécu, s'identifier et se situer par rapport à lui sur la scène politique contemporaine sont néanmoins distincts.

Dans le contexte chilien, force est de constater l'omniprésence du passé de la dictature chilienne dans les récits et les représentations du passé. Or le fait de se souvenir du passé et la manière dont on se le représente correspondent à un projet politique qui se prolonge dans le présent ainsi qu'à une identité sociale et politique particulière (Young, 1993 :743), tel que je vais le démontrer dans les lignes qui suivent.

Ce chapitre examine cette relation entre les représentations du passé et le positionnement politique contemporain des sujets de ma recherche. Les trois différents types de représentations du passé dictatorial chilien, qu'a identifiés Stern (2004), sont également ressortis de mes données de terrain. La première, la « mémoire dissidente » présente l'histoire de la dictature comme une rupture violente sans précédent au Chili. Cette rupture aurait en effet entraîné la violation de droits humains fondamentaux par l'État, et ce, contre sa propre population. La seconde, la « mémoire héroïque », constitue par contraste celui qui a dirigé cette dictature, Pinochet, comme un « sauveur de la nation » alors qu'il aurait su redorer l'image du pays en le préservant de la ruine amenée par les socialistes. La « mémoire ambivalente » renvoie quant à elle à une représentation moins homogène de ce passé, alors qu'elle semble constituer un effort de concilier ces deux points de vue sur ce dernier. De ce fait, elle n'est pas aussi tranchée que les deux mémoires précédentes. De plus, ceux qui adoptent et promulguent cette lecture de la dictature préconisent de « tourner la page » afin qu'une réconciliation réelle s'opère au sein de la société chilienne pour assainir les relations entre les différents groupes que la dictature a opposés.

Bien qu'on représente les proches de « disparus » généralement de façon homogène dans la littérature (tel que Gomez-Barris : 2009 et Agosín : 1993 et 1996), c'est-à-dire comme des femmes au foyer, plusieurs identités sont présentes au sein du groupe étudié. Si certaines des femmes que j'ai rencontrées se conçoivent en effet unilatéralement comme des actrices luttant pour les droits humains, d'autres se construisent de façons plus ambivalentes, alors qu'elles se perçoivent à la fois comme des victimes de l'État totalitaire et des actrices politiques luttant pour la vérité et la justice. Il est par ailleurs important pour certaines

d'entre elles de se positionner au sein de l'arène politique chilienne contemporaine, c'est-à-dire, d'affirmer leurs allégeances ou non-allégeances politiques qui pour plusieurs représentent le centre de leur personnalité.

Mémoire dissidente : dictature exercée par Pinochet contre sa population

Présence dans l'absence

Sa mémoire vit [...], parce que c'est nous qui leur donnons la vie je te dis, mon cœur se souvient de cette vie... Cela va toujours l'être pour nous, alors que nous parlons entre nous de lui, il est vivant, présent tu te rends compte. (...) ... pour nous physiquement, mais il est là [...] de façon permanente avec la photo, ça nous les rappelle [...].²⁴

Les femmes que j'ai interviewées au sein de l'AFDD ont toutes une mémoire dissidente de la dictature : la dictature est synonyme pour elles de la « disparition » de leur proche et des persécutions subies à divers moments à cette époque, telle que l'envahissement chronique de leur domicile, le fait d'être suivies ou la négation même de l'enlèvement de leur proche.

La question du « disparu » soulève tout d'abord une question d'absence pour une majorité de celles que j'ai interviewées, d'un changement brusque par rapport à un état originel où l'absent était normalement présent, si pas physiquement, du moins géographiquement alors que l'on pouvait supposer qu'il se trouvait à un endroit connu. Le phénomène de la

²⁴ Entrevue Marta Roco. «Su memoria viva hasta que nosotros, porque son nosotros que nos da la vida a ellos yo te digo mi corazón recordando al esta vida... Va estar hasta siempre para nosotros, mientras que entre nosotros hablamos de él, él está vivo, presente te das cuenta y yo no necesito a él tener de ese, ese... esa forma de ver las cosas o de entenderlas... para nosotros físicamente pero, permanente esta con te digo fotográfico los recuerda [...] »

disparition forcée a donc perturbé un ordre naturel préétabli. En étant enlevés, ces « disparus » ont en effet laissé un vide que la plupart des familles de « disparus » ne parviennent toujours pas à expliquer. Mes interviewées ne semblent en effet pas encore en être arrivées à relire cette « disparition » en termes d'une exécution arbitraire ayant provoqué la mort de leur proche, tel que l'a conclu la commission Rettig, menée en 1991, et ce, même vingt et un ans après la publication de son rapport. En fait, un des thèmes qui est le plus ressorti des entrevues conduites à Santiago est que le « disparu », bien que décédé, ne l'est pas complètement en réalité à leurs yeux.

Il y a des fois où ils sont à l'intérieur de nous, comme toujours, parce que la mémoire est une chose chérie, il est mort [...], il est présent quand même... [...].
Toujours, il va continuer à exister. Jusqu'à ce que passent cent ans [...].²⁵

Genovevia Roevos est membre régulière de l'association depuis peu. Elle a décidé de s'impliquer quand sa mère n'a plus pu le faire en raison de douleurs aux jambes qui font qu'elle doit limiter ses déplacements²⁶. Aujourd'hui âgée de soixante-six ans, elle a peu été exposée à la dictature puisqu'elle ne vivait pas avec ses parents à la capitale lors de celle-ci, mais avec ses grands-parents à Antofagasta. Dans l'extrait ci-dessus cité, elle souligne l'importance de « l'existence métaphorique » des disparus que crée la remémoration constante de ces derniers par leurs proches. Ces derniers contribuent ainsi à les maintenir en vie, et ce, malgré le temps qui s'écoule.

²⁵ Entrevue Genovevia Roevos. «Hay que a veces están como a dentro de nosotros, como siempre, porque la memoria una cosa querida, falleció, estudiante a trabajar afuera de la ciudad como, está presente igual...una amiga porque mucha varias compañera muerta presuntas a su seré querido en el caso nuestro no. Siempre van a estar existiendo. Hasta cuando, pasan cien años, cientos anos... ».

²⁶ Idem.

Ce qui permet à ces « disparus » de continuer à exister est le fait que leurs proches parlent toujours d'eux aujourd'hui. On peut le voir par exemple chez Alicia Juica. Cette femme de quarante-neuf ans, dont le père, qui fut ouvrier municipal de sa communauté et impliqué dans le parti communiste, disparu lorsqu'elle avait onze ans. Elle le fait revivre au travers de ses discussions avec ses fils, qui ne l'ont pas connu. La présence de ce dernier est aussi assurée par ce qu'elle conçoit comme la passation de valeurs clés de son père à ses deux enfants, tels que celle de l'importance du militantisme politique pour l'amélioration de la société chilienne²⁷. Or cela a aussi pour résultat qu'elle craigne que ses fils ne « disparaissent », comme est « disparu » son père durant la dictature.

Bon aujourd'hui, j'ai deux fils, je partage beaucoup de mon père avec eux. Je le revis avec beaucoup de tendresse avec mes fils quand je leur parle, quand je les vois. Parce que je suis super au courant de ses idéaux, ils [ses fils] sont super...luteurs, ils n'ont peur de rien et je reconnais en eux mon père. Je fais attention à eux pour que jamais je ne les perde, jamais. Je trouve qu'ils lui ressemblent un peu et ils ont connu leur grand-père à travers ce que je leur ai dit.²⁸

Emilia Vasquez vit quant à elle avec le souvenir de son fils au quotidien, car elle habite toujours dans la même maison où celui-ci a été enlevé il y a près de quarante ans²⁹. Miguel Vasquez, son fils, est « disparu » alors qu'il était un membre actif du parti communiste. Un jour elle a appris qu'il était détenu dans une prison des forces de l'air. Elle lui a donc envoyé

²⁷ Entrevue Alicia Juica.

²⁸ Idem. «Bueno hoy día tengo dos hijos, comparto mucho sobre mi papa con ellos. Lo revivo acariciante con mis hijos cuando les hablo, cuando les veo a ellos. Porque yo soy súper enterarse también a sus ideales son súper... luchadores, no le temen a nada y yo veo en ellos como mi papa. Los cuido como para no perderlos jamás, nunca. Sentaste que se parecen un poquito y ellos han ido conociendo a su abuelo a través de lo que les hablo. »

²⁹ Entrevue Emilia Vasquez.

des vêtements et des médicaments les premières semaines de son emprisonnement³⁰. Peu après avoir appris qu'elles étaient les charges portées contre lui, soit trafic d'armes, elle a su qu'il avait quitté la prison, car on l'avait libéré. Il n'est cependant jamais retourné chez sa mère et elle n'a jamais eu de ses nouvelles³¹. Elle a essayé à quelques reprises depuis de quitter cette demeure, mais elle en a été incapable³², comme si quitter cet endroit rendait le retour possible de son fils impossible. Certains objets qui s'y trouvent le ramènent donc constamment à sa mémoire : « Oui, il y a cinq ou six choses que [...], par là une petite figurine sans façon, une petite table, il y a la chambre, cela me fait toujours me souvenir³³ ». Elle ajoute que partager ses souvenirs avec les autres membres de sa famille, tels que ce que son fils faisait ou combien il était toujours plein de joie de vivre, lui permet de mieux se souvenir de lui tout en le ramenant près d'elle³⁴.

Belgica Castro, qui a été une jeune militante pour le parti de l'Unité Populaire avec son mari avant la dictature, s'est par la suite vue obligée de s'exiler en Suisse en raison des persécutions quotidiennes des militaires. Or cette dernière voit aussi au jour le jour des objets dans sa maison qui lui rappellent son premier mari.

Il y a toujours quelque chose qui te le rappelle. Par exemple, il y a une musique, il y a une chanson... Dans mon cas (...) dans ma maison [...] la photo de Raul (...) apparait, il y a toujours un souvenir de lui, toujours, toujours, mais c'est une des choses les plus souffrantes, tu vois [...]³⁵.

³⁰ Idem.

³¹ Idem.

³² Idem.

³³ Idem.

³⁴ Idem.

³⁵ Entrevue Belgica Castro. « Siempre hay algo que te lo recuerdo. Por ejemplo hay una música, hay una canción... En mi caso está en mi trabajo que yo tengo en casa, en mi casa tengo (...) la foto de Raúl (...), siempre hay... siempre hay un recuerdo para él, siempre, siempre pero es un de más sufriendo te fijas tu [...]. »

Dans le cas de Belgica Castro, le souvenir de son « disparu » est, en quelque sorte, omniprésent. Elle est actuellement femme au foyer et travaille tous les jours sur différents projets *d'arpilleras* et de poupées en papier mâché³⁶. Dans ses œuvres, qui sont affichées sur les murs dans la salle de réunion de l'AFDD, on peut voir à plusieurs reprises l'image de Raúl, son premier mari ainsi que celle romancée de sa belle-mère demandant *¿Dónde están?* (Où sont-ils?). Je qualifie la représentation qu'entretient Belgica de sa belle-mère de romancée, car cette dernière, contrairement à ce que sa représentation par Belgica pourrait le laisser entendre, n'a jamais entamé des démarches afin de rechercher son fils, ou participé aux activités de l'AFDD. Elle n'avait en fait pas la force de le faire, selon Belgica³⁷.

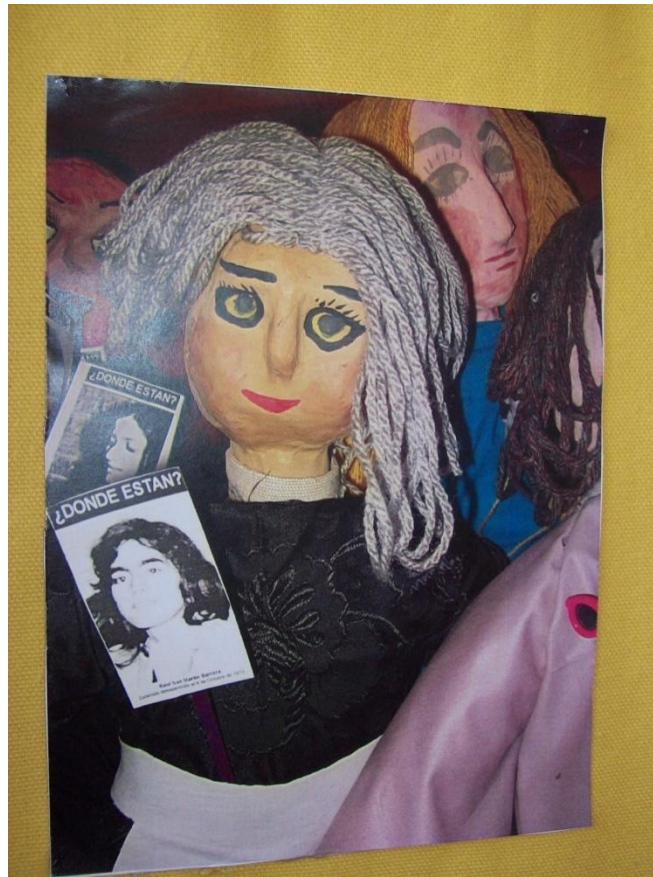


Photo 1 Poupée en papier mâchée à l'effigie de la belle-mère de Belgica Castro.

³⁶ Idem.

³⁷ Idem.

Depuis, Belgica s'est remariée et a eu deux filles de ce second mariage. Or elle m'a confié que de façon étonnante, Raúl, son premier mari « disparu », a toujours sa place dans cette nouvelle famille, alors que ses filles le connaissent et le considèrent comme un autre père tant sa mère le leur a décrit à travers ses souvenirs et son art³⁸.

C'est incroyable [...], j'ai ma maison, mon partenaire, j'ai mes filles et elles connaissent Raúl, tu vois... elles le connaissent [...]. Pour elles, il a été un autre père, un père absent, un père absent. Il est toujours dans ma famille. C'est comme une partie de plus de ma famille, nous ne sommes pas quatre, nous sommes cinq. Il est toujours présent, je le tiens présent tous les jours quand j'ai mes scénarios sur mes carreaux [...]. À travers mon art, de mes poupées de papier, de mes *arpilleras*, je le maintiens présent, je fais qu'il reste en vie avec moi [...], il va toujours vivre parce que nous sommes ceux qui font qu'ils ne meurent pas. Nos « disparus » sont morts tu vois, mais dans le fond ils sont ici avec nous et nous racontons l'histoire, je raconte l'histoire triste avec les *arpilleras* par exemple.³⁹

Finalement, chez deux autres de mes interviewées, le plus important par rapport à la présence dans l'absence de leurs proches sont les moments ponctuels auxquels elles se souviennent d'eux et comment elles partagent ces souvenirs. Marta Vega, membre de la direction de l'AFDD et fille d'un membre du parti communiste « disparu », parle de ces moments où elle en train de faire quelque chose et que cette action lui fait alors se souvenir d'instantanés vécus

³⁸ Idem.

³⁹ Idem. « Es increíble, (...) yo tengo mi casa con mi pareja, tengo a mis hija, y ellas conocen a Raúl, te fija., ellas lo conocen, es como otro papa. Para ellas ha ido otro papa, papa ausente, un papa ausente. Siempre esta permanente en mi familia. Es como una parte más de mi familia, nosotros, no somos cuatro somos cinco. El está presente siempre, yo lo tengo presente todo los días, cuando yo a mi cenares en mis tejas [...]. Yo a través de mi arte, de mis muñecos de papel de mis arpilleras lo tengo presente, lo hago que viva junto a mí, que viva, la memoria de ellos viven, siempre va a vivir porque estamos nosotros lo hacemos que no muera, nos muera los desaparecidos, te fijes en el fundo están acá con nosotros, y constamos la historia, conto historia trise de la s arpillera por ejemplo.»

avec son père⁴⁰. Il lui est difficile de parler aujourd'hui avec ses enfants de son père, mais elle le fait, car c'est un moyen de se décharger du poids de ses souvenirs douloureux tout en faisant connaître son père à ses enfants à elle⁴¹. Gabriela Zuñega, quant à elle, organise à chaque date anniversaire de la « disparition » de son conjoint, Alvaro, un grand souper où elle, son fils et quelques-uns de ses proches amis se réunissent et consomment de la nourriture « riche », c'est-à-dire des aliments qu'ils ne mangent pas de façon régulière⁴². Cette soirée représente pour elle une sorte de rituel où la vie de son « disparu » est célébrée et où il est présent⁴³. Au quotidien, il ne s'agit pas de s'asseoir pour prendre le temps de se souvenir de lui. Ce sont plutôt de petites choses qui font qu'il vient à son esprit, par exemple lorsqu'elle voit sa photo sur sa table⁴⁴.

Pour terminer, il est nécessaire de parler de l'importance de la photographie, tant durant l'époque de la dictature de Pinochet, qu'aujourd'hui. Pendant la dictature, les images de « disparus » avaient plusieurs fonctions, à la fois d'ordre matériel et symbolique. Dans le domaine légal, ces dernières servaient de preuve d'existence de l'absent, car certaines familles devaient prouver aux autorités que leur proche existait réellement (Déotte dans Brossat & Déotte, 2000 : 14). En effet, alors qu'elles recherchaient leur proche certains services de police ou ministères niaient l'existence même de la personne recherchée (Déotte: 14). L'image « résistant à la disparition » devenait de ce fait la seule preuve tangible du fait qu'ils avaient « été des leurs » jusqu'à leur enlèvement (Déotte: 14).

⁴⁰ Entrevue Marta Vega.

⁴¹ Idem.

⁴² Entrevue Gabriela Zuñega.

⁴³ Idem.

⁴⁴ Idem.



Photo 2 Inauguration du mémorial de détenu-disparu à Mapú (19/05/2012).

Par ailleurs, dans l'espace public, durant la dictature, les femmes mettaient les photos de leurs proches « disparus » sur leur poitrine ou sur des pancartes lors de manifestations afin de publiciser leur absence et également dénoncer la politique de disparition forcée menée par la junte militaire. Par ailleurs, d'un point de vue symbolique, ces images fixes des « disparus » ont permis à leurs proches, en les faisant apparaître de nouveau, de s'accrocher à l'idée de leur survivance, ou du moins, de leur continuelle présence (Déotte : 17). De nos jours, la photo constitue enfin toujours une preuve d'existence, mais aussi une preuve du présumé crime commis par les militaires contre celui ou celle qui y apparaissent.



Photo 3 Affiche affichée dans la salle de réunion de l'AFDD.

Pour Ana Maria, fille et sœur de « disparus » qui étaient membres du parti communiste, la photographie de son père est le seul moyen acceptable de manifester⁴⁵. En manifestant silencieusement, elle croit en effet que ses actions auront plus d'impact, car les gens s'interrogeront alors sur les raisons expliquant pourquoi elle porte une photo sur elle. Ne se sentant pas agressés par des slogans criés par elle, ils seraient peut-être plus à l'écoute de ce qu'elle leur répondra⁴⁶. Selon elle, une plus grande ouverture dans les dialogues entre proches de « disparus » et le reste des Chiliens et Chiliennes permettrait une meilleure transmission de l'expérience des premiers aux seconds.

⁴⁵ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera.

⁴⁶ Idem.

C'est comme une forme de dénonciation, que si tu les vois [les photos], tu vas me demander : « Qui sont-ils? » Et je vais te répondre : « Ce sont mon père et mon frère, qui sont des “détenus-disparus”. Parce qu'ils pensaient différemment. C'est ma méthode, ou plutôt ma façon, je crois, de dénoncer. Tu me comprends? »⁴⁷

Finalement, celle qui m'a le plus parlé de son utilisation de la photographie est Alicia Juica, fille de Marta Roco et de son mari « disparu ». Alicia a vu ces derniers s'engager dans leur communauté et dans le parti communiste. Par la suite, elle a été témoin de la « disparition » de son père qui se cachait dans une autre ville, car il se savait recherché. Aujourd'hui, Alicia est photographe professionnelle et la photo est donc au cœur de sa vie⁴⁸.

Je suis photographe. J'ai étudié pour faire de la photo. Parce que je comprenais de la photo beaucoup plus (...). Je congèle les moments qui sont précieux pour moi. Je plains les gens qui ne conservent pas de photographies. Nous avons la chance d'avoir des photographies de lui, de moments familiaux avec lui, de lui avec ses compagnons de parti, de lui pendant son enfance, de lui et sa jeunesse, nous avons cela. J'ai ce cadeau disons nous. Que m'a donné la technologie que sont les photographies. C'est pourquoi je prends plein de photos de mes fils. Tu comprends, je peux armer l'histoire à travers des photographies.⁴⁹

Pour Alicia, les photographies revêtent donc une importance capitale, car elles lui ont permis de fixer dans le temps des moments particuliers tout en lui permettant de se souvenir dans

⁴⁷ Idem. « Es como una forma de denuncia, que si tú les ves, tú me vas a preguntar ¿quiénes son? Y te voy a responder “Son mis padre y hermano, los cuales son detenidos-desaparecidos”. Por pensar diferente. Ese es mi método, o sea mi forma, pienso yo, de denunciar. ¿Me entiendes? »

⁴⁸ Entrevue Alicia Juica.

⁴⁹ Idem. « Yo soy fotógrafa. Estudié para hacer foto. Amé hacer las fotos. Porque entendí de la foto mucho más que lo que entendí todo aquí, porque tengo el conocimiento. Congelo momentos que son íntimamente ¿?? para mí. Lamento, lamento que hay gente que no conserve fotografías. Nosotros tenemos la fortuna de detener fotografías de él, de momentos familiares con él, de él con sus compañeros de partido, de él en su infancia, de él y de su juventud, tenemos eso. Yo tengo ese regalo digamos. Que me dio la tecnología que son las fotografías. Por esa razón yo lleno fotos a mis hijos. Catchay, yo puedo armar la historia a través de las fotografías.»

quel contexte elles ont été prises⁵⁰. Les instants qui ont précédé le cliché sont aussi importants que ce dernier selon elle. Les propos d'Alicia reflètent par ailleurs la fierté et la crainte, tel que je le mentionnais, qu'elle ressent face aux ressemblances entre son père et ses fils, alors qu'elle semble redouter que ces affinités, qu'elle chérit, puissent entraîner leur « disparition » à leur tour⁵¹. Ce qui semble également constituer l'une des raisons pour laquelle elle prend tant de photographies d'eux, tout d'abord afin de « congeler » les moments qu'ils ont passés ensemble ainsi que de documenter leur existence, comme mesure préventive.

Définition de soi : actrice ou victime?

Mais qui sont plus précisément ces femmes participant aux activités de l'AFDD? Comment se définissent-elles par rapport à leur « disparu »? Durant mes entretiens, j'ai rencontré trois types de définition de soi : une première où elles se représentent uniquement comme des actrices politiques luttant pour les droits humains, une seconde où elles se conçoivent comme étant une victime de la dictature, et une troisième où elles se perçoivent à la fois comme la victime d'un État totalitaire et comme une actrice politique luttant pour la vérité et la justice.

Les femmes se définissant que comme actrices voient leur implication dans la lutte pour la vérité et la justice au sujet des « disparus », et plus particulièrement leur participation au travail de l'AFDD, comme un moyen de lutter pour le respect des droits humains. Contrairement à celles qui se construisent simultanément comme des victimes et des actrices, la « disparition » de leurs mari, frère ou fils a selon elles créé une force qui les a soutenues dans leurs différentes démarches. Par exemple, cette « disparition » a poussé Belgica Castro

⁵⁰ Idem.

⁵¹ Idem.

à trouver une nouvelle forme d'expression dénonciatrice des politiques de l'État à travers l'art⁵². Les *arpilleras* lui permettent en effet de dénoncer aujourd'hui non seulement les violations de droits humains commises par le passé, mais aussi celles perpétrées actuellement, telles que celles qui sont commises à l'encontre des Mapuches aujourd'hui⁵³. Elle explique qu'avant la disparition de son mari, ils étaient conjointement impliqués dans différentes initiatives sociales mises en place par le gouvernement de Salvador Allende, et que le coup d'État a changé tout cela. Belgica a en effet dû changer de maison sans cesse, ses amis et elle-même furent emprisonnés, et si quelques-uns ont « disparus », d'autres s'en sont sorti⁵⁴. Ce qui émane dès lors du récit de Belgica est que, malgré ce bouleversement, et en réaction aux violences envers sa famille et ses amis, un sentiment de force et de détermination face à la tâche à accomplir s'est développé: retrouver son mari, exposer la vérité et enseigner aux générations futures le respect de la vie humaine l'ont en effet maintenu sur la scène publique comme une actrice politique à la recherche de la vérité et de la justice⁵⁵.

Commune à plusieurs d'entre elles, cette force est particulièrement perceptible chez Gabriela Zuñega. Également étudiante aux débuts de la dictature, impliquée dans les nouveaux programmes sociaux, et nouvellement mariée à un autre militant du *Movimiento de izquierda revolucionario* (Mouvement de gauche révolutionnaire –MIR), Gabriela s'est tout de suite engagée dans la lutte et la recherche des « disparus »⁵⁶. Alors qu'une majorité de femmes commençaient l'entrevue en se présentant comme étant la fille, la femme, la sœur ou la mère

⁵² Entrevue Belgica Castro. Voir citation note de bas de page numéro 9.

⁵³ Idem.

⁵⁴ Idem.

⁵⁵ Idem.

⁵⁶ Entrevue Gabriela Zuñega.

d'un « disparu », Gabriela a quant à elle insisté sur le fait que son statut de femme de « disparu » ne constituait qu'une infime partie de son identité⁵⁷.

Indubitablement, il y a une carence, mais moi dans ma vie postérieure je ne suis pas et ne veux pas être identifiée comme Gabriela Zuñega, femme d'un détenu-disparu, car je suis aussi mère d'un homme qui n'est pas un détenu-disparu [...]. Être femme d'un détenu-disparu est une partie de ce qui constitue ma vie, mais mon identité n'est pas seulement « femme d'un détenu-disparu »⁵⁸.

Durant notre entretien, Gabriela est revenue à deux reprises sur ce sujet, car il était sans doute important pour elle que je tienne compte des différentes identités qui font ce qu'elle est aujourd'hui. Plus tard, elle m'a en effet expliqué qu'elle n'était pas une victime et qu'elle ne voulait pas donner d'espace dans sa vie ou dans son esprit à Pinochet, car il ne mérite pas qu'un seul instant de sa vie lui soit réservé⁵⁹. Belgica insista également sur le fait qu'elle n'était pas une victime des événements, mais plutôt que ceux-ci l'accompagnaient au quotidien et lui donnaient la force de continuer à dénoncer et à travailler pour l'amélioration du respect des droits humains au Chili⁶⁰.

Comme plusieurs autres (Marta Roco, Alicia Pastore, Marta Vega et Silvia Campos), Belgica s'est pour sa part excusée pendant notre entretien, car alors que l'on discutait des événements ayant suivi la « disparition » de son mari, ses yeux se sont remplis d'eau et elle a alors eu de la difficulté pendant un instant à s'exprimer. A ce moment-là, elle a affirmé « ça ne sert à

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Idem. « Indubitablemente que hay una carencia pero yo en mi vida posterior yo no soy, pero no ser nunca identificada como la Gabriela Zuñega, esposa de un detenido-desaparecido porque si yo soy esposa de detenido-desaparecido, pero yo soy mama de un hombre que no está un detenido-desaparecido, fui en una universidad que tiene unos detenidos-desaparecidos. Tengo una vida múltiple con distintas facetas, un centro cultural que no tiene detenido-desaparecido, por lo tanto de ser esposa de un detenido-desaparecido es una de las partes de lo constituye mi vida pero mi identidad no pasa por ser esposa de un detenido-desaparecido ».

⁵⁹ Idem.

⁶⁰ Entrevue Belgica Castro.

rien de pleurer, ce n'est pas bon de pleurer⁶¹ ». J'ai en fait eu l'impression au cours des entrevues que j'ai menées avec les membres de l'AFDD que montrer sa tristesse par des larmes ou laisser apparaître sa peine par les tremblements de sa voix était synonyme de faiblesse pour de nombreuses proches de « disparus ». Ce désarroi devait donc par le fait même être réfréné, voire même caché à leur interlocutrice⁶². À chaque tentative de ma part d'accéder à des commentaires sur ce qu'elles ressentaient, ces dernières commençaient le plus souvent à répondre à mes questions en décrivant la « disparition » de leur proche. Elles changeaient néanmoins rapidement de sujet, se concentrant plutôt sur la manière dont elles avaient travaillé afin de retrouver leur mari et d'exposer les violations commises par le régime de Pinochet⁶³.

Deux femmes se sont représentées par contraste à la fois comme des actrices et des victimes dans le cadre des entretiens que j'ai menés auprès d'elles. En effet, si chez Genovevia Roevos et Ana Maria Cariño Aguilera, la lutte pour la vérité et la justice reste un thème important, on a l'impression que le vocabulaire utilisé pour décrire leur expérience de la « disparition » se concentre moins sur la force qu'a générée celle-ci que sur la douleur qui en a émané. En témoigne l'extrait suivant, où Ana Maria raconte comment une nuit son père a été arraché à sa maison:

[...] j'avais un frère qui était plus jeune que... il s'est mis à pleurer et... les gens, qui était venu chercher mon père et mon frère l'ont visé avec leur mitraillette et lui ont dit que s'il ne se taisait pas, ils allaient le tuer. Et cela produit un trauma. Mon autre frère qui était plus petit ne s'est pas vraiment rendu compte [de cela] parce qu'il avait quatre ans, ma mère est celle qui s'est rendue compte. Ma sœur

⁶¹ Idem.

⁶² Journal de terrain, entrée du 25 avril 2012.

⁶³ Idem.

était comme... comme retenue... C'était tragique parce qu'elle a dû attendre jusqu'à ce que le soleil se lève pour pouvoir aller voir le père Jésus, ç'a été un drame pour nous et ça l'a prise. À propos de ce qui c'était passé avec eux [...] jusqu'à maintenant nous ne savons rien. [...] Ma mère a du émigrer à Vienne, comme j'ai deux jeunes frères, parce qu'elle a été intimidée, notre maison a continué à être envahie [nous avons été] harcelés psychologiquement, alors c'est comme si cette nuit-là t'avais coupée en deux. Un bras, une jambe, je ne sais pas, un poumon, le cœur, je ne sais pas. C'est comme si quelqu'un marchait dans la vie comme cela... incomplet. ⁶⁴

Les mots soulignés précédemment tels que « trauma », « drame », ou « harcelés psychologiquement » présentent un état où la personne subit des outrages provenant d'une force extérieure si forte qu'elle semble laisser sans défense sa victime. Celle-ci se voit donc obligée de se résigner à s'exiler.

Alors que dans les autres récits évoqués ici haut l'on tente immédiatement de passer à l'activisme au sein de l'AFDD, Ana Maria a plutôt décrit pendant plusieurs minutes l'atmosphère et l'enlèvement avec de menus détails⁶⁵. Une explication de ce type de description est qu'Ana Maria n'avait jamais raconté sa propre histoire à une étrangère. En effet, au début de notre rencontre, elle m'a dit que c'était la première fois qu'elle accordait une entrevue. Elle n'était manifestement pas habituée à verbaliser son histoire comme les autres membres de l'association. Ces dernières m'ont en effet confié qu'à force de discuter

⁶⁴ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera.. «[...] hermano que era más chico que...él se puso a llorar y...la gente que fue a buscar a mi papa y a mi hermano lo puscó con la mitrailleta y dijo que si no se calla que lo iban a matar. Y eso le produzco un trauma, ¿ya? Mi otro hermano más chico, casi no se dio cuenta porque tenía cuatro años, mi mama que esta lo que hizo. Mi hermana estaba como, como retenida su... Fue trágico porque ella tuvo que esperar hasta que amaneciera para poder a ver el padre Jesús, que fue un drama para nosotros y de ella la detenia. La espera que pasaba que fueron de ellos, que sucedió cuando y hasta el momento no sabemos nada. [...] Mi madre tuvo que migrar a Vienna como tuve dos hermanos pequeños, porque era intimidada seguimos siendo allanado, acosado psicológicamente, entonces, eso es como que si esa noche había sacado la mitad de ti. Un brazo una piedra no sé, un pulmón el corazón no sé. Es como uno anda por la vida así...incompleta.»

⁶⁵ Idem.

ensemble de ce qui s'était passé, elles avaient fini par connaître tout le passé des unes et des autres, et que raconter entièrement leur histoire serait donc inutile dans le contexte de notre entrevue. Or Ana Maria, en mettant pour la première fois en mots son expérience dans le cadre de notre entretien, décrivait différemment celle-ci par rapport à celles qui l'avaient plusieurs fois raconté au sein de l'association, et qui de ce fait avaient s'étaient sans doute approprié avec le temps le discours de la direction de l'AFDD au sujet du vécu d'une disparition forcée. C'est-à-dire que la façon dont l'AFDD structure le discours de ses membres laisse dans l'ombre l'expérience personnelle et les émotions engendrées par l'expérience vécue de la « disparition ». La direction semble plutôt vouloir mettre l'accent sur les efforts collectifs passés (recherche des « disparus » et dénonciation des violations des droits humains) et leur engagement social dans les causes contemporaines.

Cette conclusion m'est venue face à deux faits distincts. Il faut d'abord souligner que Gabriela Zuñega était responsable de me présenter des femmes et qu'elle leur disait de quoi allait traiter l'entrevue et de quoi nous devrions parler durant celle-ci. Dans le contexte des entrevues, j'ai par ailleurs pu observer l'empreinte de la direction. Pendant celles-ci, certaines me disaient que ce n'était pas important de parler de leur expérience personnelle de la disparition et du chemin qu'elles avaient dû faire pour savoir ce qui c'était passé avec leur proche, car elles avaient toutes vécu la même chose. À leurs yeux, ce n'était pas leur expérience en tant tel qu'il était clé de saisir. C'est plutôt celle de l'ensemble du groupe qui devait être privilégiée⁶⁶ Il est certain que nous avons le plus souvent couvert plus que ce que Gabriela avait annoncé en m'introduisant aux interviewées, mais ces dernières avaient tout

⁶⁶ Journal de terrain, entrée du 25 avril 2012.

de même tendance à parler d'abord de l'association, avant que mes questions les dirigent vers leur propre expérience.

Par contraste, le récit de Genevovia diffère quant à lui de la ligne directrice de l'association. Elle m'a décrit l'époque de Pinochet comme une période de sa vie où elle vivait constamment dans la peur. Ici elle me raconte sa peur, mais aussi celle de sa voisine qui a été témoin de l'enlèvement de son père.

C'est évident qu'il y avait tant de peur et pour elle [ma voisine], ça été plutôt fort l'arrestation de son voisin et sa détention. À cette époque, je crois que seulement un pour cent des Chiliens ouvrait la bouche et dès lors, quelqu'un du gouvernement venait et les emportait. Parce que c'était une situation où il y avait beaucoup de peur au point où nous nous sentions poursuivis pour quoi que ce soit. Ils posaient des questions, ils venaient et ils tuaient la personne, et les proches ne savaient pas où la personne était et évidemment elle ne revenait pas, alors cela a été une période très difficile, également il y avait comme une peur que ce que nous vivions n'était pas vrai⁶⁷.

Tout en insistant sur l'atmosphère de peur qui était présente à cette époque, Genevovia souligne un second élément typique de celle-ci : le silence. Si l'on était témoin de quoi que ce soit, généralement l'on taisait ce que l'on avait vu par peur de disparaître à notre tour. Genevovia s'identifie et se représente ce faisant sa mère comme une victime alors qu'Ana Maria personnellement semble avoir une position plus ambivalente. Si le récit de la « disparition » du père et du frère de Genevovia et des premiers jours suivants celle-ci décrit

⁶⁷ Entrevue Genevovia Roveos. « [...], tenía tanto miedo porque para ella fue muy fuerte lo que pasa a su vecino detenido y como en eso tiempo yo creo que un por cientos de los chilenos que lo van a abrir la boca y que alguien lo va que le iba del gobierno y se lo llevaran. Porque era una situación de mucho temor hasta que por cualquier cosa no sentíamos perseguidos o sea estábamos como todos los puestos en una acción o busco comentario que fueron en contra del presidente de Pinochet. Ya hace pregunta se lo iba que la mata a la persona no sabían dónde y que ya no volvía entonces fue un periodo muy difícil igual como un temor que no era verdad lo que éramos pasando.».

la douleur ressentie et les persécutions subies principalement par sa mère, lorsqu'elle passe au récit de son divorce d'un mari violent et son retour à Santiago, et par le fait même du début de son implication dans l'AFDD, elle utilise une terminologie qui sous-entend une force⁶⁸. Ces mots et expressions, tels que « se dédier à la cause », « appuyer », « j'ai lutté pour savoir », démontrent une volonté d'agir et de faire avancer la question de la mémoire et des « disparus » au Chili⁶⁹.

Se positionner sur l'échiquier politique

Durant mes rencontres dans les locaux de l'AFDD, un autre angle identitaire est apparu : l'activisme politique passé de mes interlocutrices. La littérature sur le sujet de la disparition forcée ou des anciennes dictatures militaires se concentre de manière générale sur la dimension psychologique ou historique de la question (tels que Paz Rojas : 2009, Frazier : 2007, Garcia-Castro : 2002). Peu d'attention est portée sur les femmes qui aujourd'hui dirigent, organisent ou participent aux mouvements de dénonciation des exactions et de revendications pour la vérité et la justice. Or il semblerait, comme il est souligné par Dupuis (2005 : 85), que l'activisme politique de ces femmes ait émergé après la disparition de leurs proches. Auparavant, et tels que le suggèrent certaines entrevues (Silvia Campos, Laurisa Rosle, Alicia Pastore et Emilia Vasquez), leur rôle se serait principalement cantonné aux domaines jugés plus féminins tels que l'aide à la distribution du lait ou l'enseignement. Cependant, d'autres interviewées ont partagé avec moi⁷⁰ une histoire complètement

⁶⁸ Idem.

⁶⁹ Idem.

⁷⁰ À mon avis, j'ai eu accès à cette perspective durant mon terrain, car auparavant les études se concentraient davantage sur les revendications, on n'interrogeait pas les femmes sur leur passé, mais plutôt sur leurs activités pendant la dictature. Le format de mes entretiens demandant à mes interviewées de raconter l'histoire de leur

différente de par leur implication dans le parti communiste, l'Unité Populaire ou le MIR avant la disparition de leur proche, et donc précédent leur implication dans la lutte au sein de l'AFDD (Marta Roco, Ana Maria Cariño Aguilera, Belgica Castro, Marta Vega, Alicia Juica et Marta Perez). Soit une expérience d'activisme passée qui continue aujourd'hui d'être au cœur de leur identité politique et sociale.

Silvia Campos appartient à une famille qui était impliquée dans les activités communistes. Selon elle, son père était un radical, ce qui explique que sa sœur et son frère se soient impliqués au sein de partis de gauche (la première dans le parti communiste, le second dans le MIR)⁷¹. Quant à son mari et elle, ils n'appartenaient à aucun parti et ne voulaient pas s'occuper de la chose politique. Ils préféraient enseigner dans un collège⁷². De plus, ayant des enfants en bas âge, Silvia préférait rester avec eux⁷³. Marta Perez est aussi demeurée à la maison afin de s'occuper de ses quatre enfants. Ce n'est qu'après la disparition de son mari qu'elle a su qu'il appartenait au parti communiste.

M.P. : Il y avait peu de choses dont j'étais au courant. Ce que l'on m'a raconté, c'est lui qui l'a fait. Et bon peu après le PC l'a contacté.

J.J.: Le parti communiste.

M.P.: Oui. [...] il a été contacté, ça s'appelait ainsi. Ça s'appelait... et cela je ne sais pas ce qui a changé... parce que je n'y appartenais pas. Je n'ai pas appartenu [à ce parti] parce que j'avais quatre enfants, bon. Son travail a été redoublé ça ne se pouvait pas (...). J'ai été de ceux qui ont écouté la radio, ont lu, je savais ce qui ce passait. Et... les années sont passées, et il a monté. Mais l'homme était

famille avant la disparition de leur proche me permettant ainsi d'avoir une perspective nouvelle quant aux activités de ces femmes.

⁷¹ Entrevue Silvia Campos.

⁷² Idem.

⁷³ Idem.

tellement sérieux que je n'ai su qu'après qu'il, qu'il était... un exemple pour les autres [...].⁷⁴

Chez les Perez, on voit que la place de Marta était à la maison avec les enfants. La charge de son mari ayant doublé, il aurait été impossible que tous deux soient impliqués au même moment. On sent tout de même qu'elle regrette de ne pas avoir pu participer dans le mouvement. Son mari ne l'avait même pas informé de son niveau d'implication. Ce n'est que lorsqu'elle a été rencontrer des avocats du Comité Pro-Paz pour faire une demande d'*habeas corpus* que des femmes s'y trouvant l'on mise au courant⁷⁵. Aujourd'hui, bien que ses enfants soient plus âgés, elle n'appartient à aucun parti politique et n'ira pas non plus voter⁷⁶. Elle a le sentiment que les candidats présentent des idées, mais qu'une fois élus, ils ne réalisent aucune de leurs promesses, alors pourquoi aller voter⁷⁷?

La majorité des autres femmes que j'ai rencontrées dans le cadre de mon terrain se définissent comme appartenant à la gauche. Je me suis alors interrogée si cette représentation était toujours d'actualité en termes d'implication politique, et si oui, par quels biais elles participaient aux activités politiques de la gauche et à quel degré.

Marta Roco est l'une de ces femmes. Elle provient d'une famille impliquée dans le parti communiste. L'importance de cette implication transparut dès le début de notre discussion alors que nous commençons à discuter de son passé familial.

⁷⁴ Entrevue Marta Perez. «M.P.: Fuera lo poco que tenia. Lo que me ha contado, me contaba él. Y bueno con el tiempo después fue, fue contratado por el PC. J.J.: ¿Partido comunista? M.P.: Sí. [...]. Sola que ha...fue contratado como, él, se llama eso. Se llamaba...y eso no sé que cambia... que yo no pertenezco. Ni pertenezco por el hecho de que con cuatro hijos, bueno, su trabajo ya era duplicado no se podría, a él no, no me participaba de nada, Fue de lo escucho de la radio, leer, sabía lo que estaba pasando. Y...ya se pasaron los años, él fue ascendiendo. Pero hombre tan serio que yo supe después que, que era...un ejemplo para los demás [...].»

⁷⁵ Idem.

⁷⁶ Idem.

⁷⁷ Idem.

Mon père et ma mère étaient des sympathisants du parti communiste. J'ai été élevée selon ces principes et ces valeurs selon lesquelles l'important était la lutte pour l'égalité pour que tous nous soyons égaux. [...] Maintenant, je ne sais pas ce qu'ils sont [ces principes et ces valeurs] parce que je ne milite pas actuellement. Alors, j'ai toujours été, j'ai participé, je te dirais de façon involontaire, dans les réunions parce que ma mère y participait et qu'elle m'amenait avec elle [...]. [...] Alors, je suis toujours allée, je te dis involontairement parce que comme je te dis, ma mère m'amenait, mais elle ne me demandait pas si je voulais y aller. Au final, nous avons grandi en ayant ces idées, mais je ne sais pas si c'était mes propres idées. Je me dis toujours qu'ils m'ont faite communiste, et moi, je suis née communiste. Ce n'est pas une chose qui m'a convaincue ou quelqu'un qui m'a convaincue pour que ce soit ainsi, mes parents m'ont fait ainsi. ⁷⁸

Me faire comprendre que son milieu familial l'avait formée à devenir une bonne communiste qui luttait pour l'égalité au sein de la société chilienne était absolument nécessaire pour elle. Après son mariage, bien que cinq enfants soient nés de cette union, son mari et elle se sont engagés dans les deux campagnes de Salvador Allende, puis après son élection, ils ont aidé à la conscientisation et à la promotion des réformes mises en œuvre par l'Unité Populaire⁷⁹. Elle se rappelle cette époque comme étant remplie d'allégresse et de joie, mais aussi comme une période où elle et son mari devaient travailler énormément afin d'aider et de soutenir le

⁷⁸ Entrevue Marta Roco. « Mi padre y mi madre eran simpatizantes del partido comunista yo me creé bajo a esos principios y esos valores o sea para nosotros o para mis padres lo importante era la lucha por la igualdad para que todos fuéramos iguales lo que se sabe no sé si tú sabrás cuales son las políticas que fueron en un momento del partido porque ahora no sé no sé cómo se dan porque yo no milito actualmente. Por lo tanto siempre fui, participé y yo te diría involuntaria de lo hartito, de reuniones porque mi mamá participaba allá y va conmigo había una concentración donde me llevaba chiquita. Ella luchaba por las candidaturas de presidente, allá andaba conmigo. O sea siempre fui, participé involuntaria te digo porque mi mamá me llevaba y no me preguntaba si quería ir. Y por ende yo una vez que fuimos a menos creciendo ya y teniendo ideas, no sé si tenía ideas propias yo. Siempre dije a mí: me hicieron comunista, y yo, yo nací comunista. No es una cosa que yo me haya convencido que alguien me haya convencido para que lo fuera así no, a mi mis papas me hicieron así.»

⁷⁹ Idem.

parti⁸⁰. Le coup d'État et le début de la dictature ont en contrepartie coupé cet entrain. Alors qu'elle se sentait impuissante, incapable d'aider le pays, les citoyens n'ayant pas d'armes pour se défendre contre les militaires, elle a vu les têtes dirigeantes des partis de gauche et des militants disparaître pour ne plus revenir⁸¹. Après discussion avec son époux, il a été décidé qu'il continuerait à s'impliquer dans le parti, mais qu'elle resterait à la maison. Puis, son mari est tombé peu après et ayant cinq enfants, elle a dû trouver un travail afin de subvenir à leurs besoins tout en commençant les recherches afin de retrouver son époux. Depuis, elle se considère toujours comme une communiste, mais ne participe plus dans les activités du parti, car elle trouve qu'elle est trop vieille pour cela. Militer pour la gauche serait une activité pour les plus jeunes selon elle. Elle réserve donc son activisme pour l'AFDD⁸².

Quitter le parti politique dont elles faisaient parties avant la dictature est généralisé chez ces femmes. Aucune n'a continué à participer à la vie politique comme membre active d'un parti, mais elles se sont toutes néanmoins impliquées dans l'AFDD et continuent à le faire aujourd'hui. C'est ce que nous pouvons voir dans les récits de Gabriela Zuñega, Emilia Vasquez et Marta Vega. Celle qui milite aujourd'hui le plus activement pour la mémoire et la reconnaissance du passé chilien est Belgica Castro. Tout d'abord par sa participation dans l'association, puis par ses différentes créations artistiques qui dénoncent à la fois les violations passées et présentes. Voici comment cette dernière décrit ce qui motive ce militantisme :

⁸⁰ Idem.

⁸¹ Idem.

⁸² Notes d'entrevue Marta Roco.

C'est continuer la lutte de notre proche. Ils ont tué notre proche parce qu'il représentait un changement de société, parce qu'il était un changement, pour vouloir une vie meilleure, alors nous continuons avec cette lutte, c'est notre lutte, nous voulons un changement profond de la société, nous voulons la paix, nous voulons la vie pour tous et toutes. Nous voulons la justice sociale, nous voulons... que nos enfants, que nos enfants ne dorment pas dans la rue [...]. Et ça nous devons l'enseigner aux prochaines générations pour qu'il y ait un changement, ce qui ne se fait pas, ça nous manque beaucoup. [...]. Alors..., c'est notre lutte, pour la vie. Nous luttons pour la vie. Nous défendons la vie.⁸³

Ce qui est intéressant dans la façon dont Belgica décrit son expérience de militante est que celle-ci s'est transformée. Dans un premier temps, elle défendait ses propres valeurs de liberté et d'égalité aux côtés de son mari. Puis, après la disparition de ce dernier, il semble que sa propre personne ait été mise de côté au profit du « disparu » et ce qu'il défendait. Pendant la dictature, Belgica a dû s'exiler quelques années en Suisse. Elle ne pouvait en effet plus vivre au Chili étant sans cesse obligée de bouger afin d'éviter d'être incarcérée⁸⁴. À l'étranger, elle a continué à travailler sur ses projets artistiques, remettant ainsi de l'avant ses idéaux en écrivant sur son site web des pensées et en créant des vidéos avec ses *arpilleras*⁸⁵. Il semble cependant que cet activisme ne s'inscrive pas dans l'action d'un parti politique en particulier.

⁸³ Entrevue Belgica Castro. « Es continuar la lucha de nuestro familiar. A nuestro familiar lo mataron porque era un cambio de la sociedad, porque él era un cambio, por querer una vida, entonces nosotros continuamos con esa lucha, esa nuestra lucha, nosotros queremos un cambio profundo de la sociedad, nosotros queremos la paz, nosotros queremos la vida para todos y para todas. Nosotros queremos la justicia social, queremos...que no, que nuestros hijos, nuestros niños no tenían que dormir en la calle, [...]. Y eso tenemos que educarse a la próxima generación para que hay un cambio, que no hace pa' otro, falta mucho. Te fija. [...]. Entonces...esa es nuestra lucha, por la vida. Nosotros luchamos por la vida. Nosotros defendemos la vida»

⁸⁴ Idem.

⁸⁵ www.arpillerasporlamemoria.com

En fait, il apparaît que pour toutes ces femmes l'action au sein d'un parti politique n'est plus une solution. Selon moi, la dictature et la façon dont les membres des partis appartenant à la gauche ont été ciblés ont causé une rupture d'association. La peur provoquée par le fait d'être poursuivi par des agents de Pinochet sans cesse tout simplement parce qu'ils appartenaient à ces partis pourrait expliquer qu'elles ne veulent plus s'associer à eux aujourd'hui. De plus, il se pourrait qu'il y ait encore du ressentiment envers les partis (MIR et communiste), car ces derniers n'ont pas aidé les familles après les « disparitions ». C'est un point qu'a souligné Alicia Juica, avec un ton qui indiquait l'amertume qu'elle ressent toujours aujourd'hui par rapport à ces partis de gauche.

Alors, j'espérais que ce même parti de gauche ferait la mémoire, qu'eux lèveraient les pancartes, qu'ils ne nous laisseraient pas et qu'ils n'oublieraient pas les morts. Mais ils ne le font pas. Institutionnellement, ils ne le font pas... Cela résulte seulement de nous, des parents qui sont partout, dans tout le Chili, mais le jour où mourra le dernier parent, je ne sais pas qu'est-ce qui va se passer avec la mémoire des détenus-disparus. Mais c'est pour cela nous laissons cette entrevue, c'est pour cela que nous laissons ces photographies, pour ça... les images que nous pouvons récupérer des années de la dictature, l'image des parents, toutes ces choses.⁸⁶

⁸⁶ Entrevue Alicia Juica. «Entonces yo esperaba que ese mismo partido de izquierda hiciera la memoria, que ellos levantaran las pancartas, que ellos no nos dejaran y que no se olvidaran de los muertos. Pero ellos no lo hacen. Institucionalmente no lo hacen... solamente resulte de nosotros, de los familiares que estamos en todo Chile pero el día que se muere el ultimo familiar, no sé qué va a pasar con la memoria de los detenidos-desaparecidos. Por eso bueno dejar esta entrevista, por eso bueno dejar las fotos, por eso bueno... la imagen que podemos recuperar de los años de dictadura, la imagen de familiares, todas la cosas».

Mémoire héroïque : Pinochet le sauveur de la nation

L'expérience de chaque individu fonde la façon dont il se remémore le passé, ce qui rend dès lors ce dernier sujet à différentes interprétations. Au cours de mon séjour sur le terrain, j'ai rencontré deux personnes qui se représentaient Pinochet non plus comme un bourreau, mais plutôt comme le sauveur d'une nation mise en péril par le danger socialiste. Ses actions et les violations de droits humains fondamentaux qui ont été commises sous ses ordres sont justifiées aux yeux de ces personnes par l'obligation qu'il avait de lutter contre la « menace rouge ». Ces deux personnes sont Roberto, le père d'Elena⁸⁷ ma colocataire à Santiago, et un chauffeur de taxi avec lequel j'ai discuté le temps d'un déplacement.

La famille d'Elena est plutôt bien installée aujourd'hui dans un quartier à la périphérie de Santiago. Ils cultivent dans leur petit jardin plusieurs légumes qu'ils consomment et partagent avec leur fille qui habite au centre-ville. Cohabitant dans son appartement de Santiago⁸⁸, Elena et moi avons eu de multiples occasions de discuter à propos de tout et de rien, mais surtout des résultats de mes recherches et du thème principal de celles-ci. Nous avons aussi parlé de son enfance au cours de la dictature et de ce que sa famille faisait à cet instant.

⁸⁷ Les prénoms de Roberto et Elena sont des pseudonymes, les personnes n'étant pas des interviewés.

⁸⁸ Elena et moi avons été mis en contact grâce à une agence, Contact Chile, qui met en relation des voyageurs désirant résider temporairement au Chili et des propriétaires ayant une ou des chambres à louer. <http://www.contactchile.cl/>

Quelques jours avant mon départ, nous sommes allées faire un tour chez ses parents où nous avons pris l'« once⁸⁹ ». Bien que son père aime discuter de la politique, de l'histoire, du passé, il ne m'a jamais parlé du fait qu'il avait travaillé pour les militaires. J'ai appris de sa fille, dans le cadre d'une conversation informelle, qu'il avait travaillé avec les militaires, pendant la dictature et qu'il avait alors vécu sur une base militaire avec sa famille⁹⁰. Néanmoins, lorsque nous avons abordé le sujet du passé de la dictature ce soir-là, il n'en a pas dit mot. Il avança plutôt les arguments suivants quant à la thèse selon laquelle le gouvernement de Salvador Allende était en train de causer la perte du pays lorsqu'il était au pouvoir.

Avant Allende, les gens avaient leur terre. Ils pouvaient la cultiver. Quand il a pris le pouvoir, il a redistribué la terre et là plus personne ne pouvait cultiver, car ils n'avaient pas les moyens d'acheter l'équipement nécessaire à la culture de leurs champs. Puis après, y'a eu une pénurie de nourriture. C'est la faute d'Allende, le pays ne pouvait pas se permettre le socialisme. Avant je pouvais travailler la terre chez notre voisin et rester chez mes parents, mais après on ne pouvait plus, j'ai dû déménager à la ville pour pouvoir nourrir ma famille. Grâce à Pinochet, j'ai pu recommencer à travailler et c'est comme cela que j'ai réussi à payer pour tout cela. Sans lui, je n'aurais jamais réussi. Les gens qui sont socialistes sont paresseux, ils veulent tout avoir gratuitement et ne pas travailler pour l'obtenir. Sans travail, on n'obtient rien. Ce que j'ai, je le dois à la sueur de mon front.⁹¹

L'arrivée de l'Unité populaire a signifié pour lui la fin de son travail dans le « campo » et son déménagement en ville. Historiquement, la réforme agraire entreprise par Salvador Allende visait à redistribuer les terres inutilisées ou sous-utilisées par les grands propriétaires terriens

⁸⁹ Le « once » est en quelque sorte une collation prise entre dix-huit et dix-neuf heures. Il remplace parfois le souper qui est généralement pris après vingt et une heures. Le « once » consiste souvent en des biscottes, du fromage, du pain et des confitures.

⁹⁰ Conversation avec Elena.

⁹¹ Journal de terrain, entrée du 19 mai 2012.

dans le but d'amoindrir les écarts de classes. Il s'agissait ainsi de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes moins bien nanties en leur donnant accès à des lopins de terre qui leur permettraient de produire à la fois de quoi se nourrir et de quoi vendre. Cependant, pour certains, cette politique a signifié la perte d'un emploi et donc la précarisation de leur quotidien. Roberto par exemple a dû tout quitter afin de subvenir aux besoins de sa famille alors qu'il y avait diverses perturbations dans le pays. À ses yeux, l'arrivée des militaires a fait cesser ces dernières en instaurant des règles strictes qui encadraient comment l'on devait agir au Chili. Cette période représente donc le sauvetage de la nation pour Roberto puisqu'elle lui a donné un emploi et a relancé le commerce et les transports qui avaient été bouleversés par des grèves⁹². Ce retour au calme après le bouleversement provoqué par le gouvernement d'Allende est commun au chauffeur de taxi que j'ai rencontré le 10 mai 2012.

Un soir, au retour du Parque Arauco, j'ai décidé de revenir vers le centre-ville en taxi. Après quelques minutes dans celui-ci, le chauffeur s'est mis à me poser des questions sur ma présence au Chili. Je lui ai dit que je travaillais sur la question de la mémoire des « disparus ». Au début le sujet en est resté là, et nous avons alors plutôt discuté de choses et d'autres telles que ce qui me plaisait au Chili et quels étaient les différences linguistiques entre les pays latino-américains. Puis, tout à coup, il est revenu sur mes recherches en déclarant que ce n'était pas Pinochet qui avait organisé le coup d'État au Chili, qu'il n'avait jamais désiré cela⁹³. Je lui répondis que j'étais surprise qu'il me dise cela, car il existe une correspondance assez étendue entre les autorités américaines et les militaires chiliens qui

⁹² Pour plus de détails sur cette période voir Lessie Jo Frazier (2007), Elizabeth Lira (2011), Steve Stern (2004, 2006, 2010) et Kristin Sorensen (2009).

⁹³ Journal de terrain, entrée du 10 mai 2012.

démontre comment ces deux groupes se sont soutenus afin d'organiser et de promouvoir la désorganisation du pays menant ainsi au coup d'État⁹⁴. Ce à quoi il me rétorqua : « Mais non! Tout ça, c'était la faute d'Allende. Le Chili n'était pas prêt pour le socialisme. Allende était trop désorganisé, il voulait seulement faire la fête. Faut pas seulement lire des livres de la gauche, ils ne racontent pas toute la vérité! » J'ajoutais alors qu'il avait été démontré par des chercheurs (tels que Lira, Kornbluh et Goldberg) que les effets conjugués des interventions de la droite et des Américains (soit la propagande, la création de manque de nourriture, l'injection de fonds américains, etc.) avaient fait avorter le socialisme chilien. Il me répondit alors :

Chauffeur : Mais non! Tout allait bien avant Allende et tout s'est mis à aller bien après lui! Grâce à Dieu Pinochet est intervenu et a remis en ordre le pays même s'il ne voulait pas du coup d'État.

J.J. : Il existe des lettres signées par Pinochet prouvant le contraire...

Chauffeur : Non, non, non! Pinochet a eu le pouvoir à cause de la hiérarchie militaire, c'était lui le plus gradé. Avec lui tout s'est mis à mieux aller et on a pu manger, et on a pu recommencer à travailler normalement.

J.J. : Comment s'explique le phénomène des disparitions?

Chauffeur : Nous étions dans une guerre civile, des militaires et des policiers avaient été tués et ils ont eu ce qu'ils méritaient en quelque sorte... C'était le prix à payer pour remettre en ordre le pays.⁹⁵

Notre conversation a dû se terminer là, car je suis arrivée à destination. Or cette dernière ressemble en plusieurs points à celle que j'ai eue avec Roberto. Tous deux s'entendent en effet pour dire que le pays ne pouvait soutenir un régime socialiste et que l'arrivée de Pinochet a remédié à la situation en prenant les mesures nécessaires.

⁹⁴ <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20001113/>

⁹⁵ Idem.

Mémoire ambivalente : fermeture de la boîte du passé et réconciliation

Dans les sections précédentes, j'ai présenté deux types de représentations du passé dictatorial comme étant soit synonyme de persécutions de la part du gouvernement, ou de la salvation de la société chilienne après l'épisode socialiste qu'il avait vécu. Il existe cependant des personnes dont la lecture du passé ne renvoie ni au premier ni au second type de représentations de celui-ci. Ces personnes entretiennent ce que j'ai catégorisé à la suite de Stern (2004) de « mémoire ambivalente » au sujet de la dictature chilienne. Cette mémoire est par ailleurs généralement associée à un désir de « fermer la boîte du passé » afin que le pays passe à autre chose.

Les témoignages et les découvertes se font parfois par hasard. J'ai rencontré Alejandro⁹⁶ durant une randonnée pédestre dans le parc National La Campana. Alors que nous discutons dans le cadre d'une pause, ma thèse vint sur le sujet et il me livra donc son expérience de la dictature ou plutôt sa non-expérience. Alejandro est né en 1973 dans le sud du Chili au sein d'une famille qu'il qualifie de droite. Il m'expliqua alors qu'il croyait n'avoir pas eu connaissance de tout ce qui s'est passé dans son pays par manque d'accès à des sources d'informations diversifiées. Il y avait en effet seulement deux chaînes de télévision : la chaîne nationale et la chaîne catholique. Il se souvient que ces deux postes et sa famille lui disaient que Pinochet était bon et qu'il avait réussi à sauver le pays du danger socialiste. Enfant, il comprenait qu'il y avait une guerre civile, mais c'est tout. Ce n'est qu'à la suite d'un déménagement à la capitale, Santiago, au début des années quatre-vingt-dix qu'il

⁹⁶ Alejandro est un pseudonyme puisqu'il n'était pas un interviewé.

commença à lire sur le sujet dans les journaux, à écouter la radio et à prendre connaissance de ce qui s'était produit pendant la dictature. Il me confia trouver désolant que cela ce soit produit et que l'on devait s'organiser pour que cela ne se reproduise plus jamais. Il m'affirma s'interroger cependant sur le travail effectué par les familles au sein d'associations telles que l'AFDD et les HIJOS aujourd'hui. Il ne comprenait pas leur volonté « d'aller jusqu'au bout⁹⁷ ». Selon lui, elles ont déjà obtenu la reconnaissance de leur version des faits lors de la publication des rapports Rettig (1991) et Valech (2003-2004⁹⁸). Elles ne gagneront jamais davantage que ce qu'elles ont alors réussi à avoir, c'est-à-dire une description générale, et donc reconnaissance officielle, des événements de la dictature et une compensation financière : « Elles n'auront jamais plus! C'est du passé! Elles n'obtiendront jamais des militaires les corps et ils ne diront jamais tout ce qu'ils ont fait endurer à leurs proches⁹⁹. » Il ressort de son récit qu'il est important de tourner la page et de se concentrer sur des enjeux plus actuels. Interrogé sur l'absence de justice pour les familles puisqu'il s'agit d'une de leurs revendications majeures, il m'expliqua qu'au Chili la justice est impossible. N'étant pas certaine de bien saisir ce qu'il m'expliquait, je lui demandai alors des précisions : cela n'était-il pas lié à la constitution implantée par Pinochet? Il me rétorqua alors : « Tu vois, c'est exactement ça le problème au Chili! Tant que la constitution sera là il n'y aura pas de justice, pas de changements pour personne¹⁰⁰! »

⁹⁷ Conversation avec Alejandro le 28 avril 2012.

⁹⁸ Cette commission de vérité fut entreprise par le président Lagos afin de répondre aux questions n'ayant été recherchées lors de la première commission, c'est-à-dire celles de l'emprisonnement politique et de la torture (Stern, 2010 : 289).

⁹⁹ Idem.

¹⁰⁰ Idem.

Cette perspective selon laquelle le changement devrait tout d'abord être amorcé par une réforme de la constitution semble partagée par ma colocataire chilienne, Elena. Née en 1977, dans une famille où, comme je le mentionnais plus haut, le père travaillait pour les militaires durant la dictature, elle m'a décrit son enfance comme étant tranquille. La majorité de ses jeunes années se sont en effet passées sur une base militaire où elle ne s'est pas rendu compte que le pays était en guerre, son père ne parlant jamais de son travail. Aujourd'hui, comme Alejandro, elle considère comme vains les efforts des familles en matière de justice. « Elles n'auront rien de plus et c'est se torturer encore et encore puisque cela ne finit jamais¹⁰¹ ». Il faudrait donc selon elle plutôt se concentrer sur l'avenir du pays et fermer la porte du passé. Il ne sert à rien de ressasser tout cela puisque rien ne changera dans un avenir prochain.

Il est clair que pour ces deux personnes que les « disparus » sont décédés. Il n'y a donc pas de détails à ce sujet à mettre en lumière puisqu'il leur semble que le résultat d'une telle démarche serait le même : on ne pourrait que constater qu'ils sont tous morts, point. Tout le sens que prend le terme de « disparus » aux yeux des proches (absence, incertitude, mensonges faits par l'État, impunité) est donc mis à l'écart. Comme le souligne Diana Taylor, le concept de « disparu » possède en effet plus de sens que le fait qu'il présente (Taylor: 140). En qualifiant de « disparus » ceux que l'armée avait, selon toute vraisemblance, enlevés, torturés puis exécutés, les familles combattaient métaphoriquement ces exactions et l'effacement de l'existence de leurs proches. En utilisant le terme de « disparu », elles sous-entendaient que ces derniers étaient toujours en vie et que leur détention était illégale. Or en n'attribuant pas ces connotations au terme de « disparu », Alejandro et Elena tenteraient peut-être, volontairement ou involontairement, de sublimer le

¹⁰¹ Conversation avec Elena en 19 mai 2012.

contexte douloureux qui a entouré la disparition forcée de Chiliens, ce type d'exaction ne prenant pas racine dans leur histoire personnelle. Cette opération rend par le fait même plus facile pour eux la fermeture de la boîte du passé, car à leurs yeux les victimes sont décédées, et les familles, ce faisant, ne sont plus des victimes. L'État a en effet officiellement reconnu ses torts à leur encontre par le biais de la publication des rapports Rettig et Valech et le versement de réparations¹⁰².

Une nuance néanmoins est à faire entre la perspective d'Elena et d'Alejandro au niveau de leur représentation du passé. Si ces deux acteurs ont longtemps ignoré ce qui se passait dans leur pays ce n'est actuellement plus le cas. Effectivement, ils ont tous deux pris connaissance des événements appartenant au passé de leur pays. Or si Alejandro condamne entièrement les usages de la violence physique et psychologique dirigée par Pinochet, Elena quant à elle ne les condamne que partiellement. C'est-à-dire qu'elle décrit comme étant horrible ce qui est arrivé aux victimes, mais ce tout en soutenant qu'il s'agissait en quelque sorte du contrepoids au retour d'une économie stable et forte que le système socialiste défendu par l'Unité Populaire avait mise à mal. Étudiante à la maîtrise en direction financière à l'université Diego Portales, elle considère que le parti de Salvador Allende a contribué à la montée de la violence combinée à un manque de nourriture et à l'explosion des prix. La dictature aurait continué commencé dans le sang pour finalement s'atténuer avec le temps au fur et à mesure que l'économie se stabilisait et s'améliorait.

¹⁰² Implémenté en 1990-1991, le programme de réparations et de soins de santé globale consiste en des pensions mensuelles pour les proches des victimes de la dictature, des soins de santé gratuits (support médical et psychologique) et des compensations financières pour les personnes lésées par le régime dictatorial telles que les paysans ayant été expulsés de leurs terres et les exilés politiques revenant au pays (Lira dans De Greiff, 2006).

Comment le passé est représenté au sein d'une société par ses membres est une question complexe. Or s'il existe aujourd'hui plusieurs mémoires de la dictature chilienne, et mon étude en a relevé, à la suite de Stern, trois types : (1) une mémoire « dissidente », qui conçoit la dictature de Pinochet comme un régime militaire abusif; (2) une mémoire héroïque, qui perçoit le gouvernement de Pinochet comme un retour à la « normale »; et (3) une mémoire ambivalente, qui essaie de concilier les deux mémoires précédentes dans l'espoir qu'ainsi le pays passera à autre chose. J'ai, ce faisant, souligné que, contrairement à ce que l'on entend la littérature sur le sujet, la mémoire dissidente que j'ai retrouvée chez toutes les membres de l'AFDD que j'ai interrogées était paradoxalement associée à différents types d'identité. Si certaines s'identifient en effet comme des « actrices » ayant lutté pour l'obtention de réponses de la part du gouvernement quant au sort de leur proche, certaines se voient plutôt comme les victimes d'un État totalitaire, alors que d'autres finalement se définissent de façon plus ambivalente, c'est-à-dire à la fois comme des actrices militantes pour la vérité et la justice et des victimes de l'État.

Il va sans dire que l'échantillon des mémoires et identités qui ressortent de mes analyses doit beaucoup au contexte dans lequel s'est fait le recueil des données sur le terrain. La plupart de mes données ont en effet été recueillies auprès de membres d'une association, l'AFDD, qui possède une forte ligne directrice quant à la façon dont on doit se présenter lors d'entrevues. Comme nous avons pu le voir précédemment, à travers la mise en commun régulière de leurs expériences de la « disparition » d'un proche, ces femmes ont en effet été encouragées par cette organisation à se montrer fortes. Dans ce contexte, les démonstrations d'émotions telles que la tristesse par des larmes ou s'attarder seulement à son récit personnel de la

« disparition » ne sont pas mis de l'avant, alors que c'est plutôt l'expérience collective de la lutte pour la vérité et la justice qui l'est. Or quels sont les objectifs de l'AFDD dans cet effacement de l'identité de « victime » des proches de « disparus », pour davantage mettre l'accent sur celle d'« acteurs/activistes » de la mémoire? Comme Vanthuyne (2011) le développe dans le cadre de son travail sur les processus de subjectivation des victimes du conflit armé interne au Guatemala, les organisations qui luttent pour la vérité et la justice au nom de ces dernières poursuivent des agendas particuliers lorsqu'elles poussent des dernières à s'identifier publiquement d'une façon plutôt qu'une autre via une mise en récit particulière de cette violence.

Trente-neuf années s'étant passées depuis la disparition, il semblerait en fait que l'AFDD en est venue à percevoir comme nécessaire que les proches de « disparu » prennent en main leur cause. Le terme « victime » sous-entend un rôle passif par rapport aux événements. En effet, lorsque les interviewées racontent comment leur proche leur a été « arraché », le sentiment principal qu'elles décrivent est l'impuissance ressentie. Et la littérature qui porte sur la dictature représentée par ailleurs le gouvernement de Pinochet comme un État tout puissant qui a abusé et torturé sa population et dont les « victimes » tentent aujourd'hui de se faire entendre. Or par contraste, la façon dont mes interviewées se représentent collectivement, dans la sphère publique, est moins en termes de victimes qu'en actrices fortes, revendicatrices de changements. Il me semble qu'à leurs yeux, ou du moins aux yeux de l'AFDD, demeurer dans le rôle précédent n'aurait pas servi à la cause du « jamais plus ». Si les survivants du conflit armé interne au Guatemala qu'a étudiés Vanthuyne mettent l'accent sur leur victimisation dans l'espoir d'ainsi capter l'attention des organisations humanitaires internationales, les femmes que j'ai interrogées cherchent plutôt une reconnaissance

nationale. La persistance d'un déni de l'injustice de la « disparition » de leurs proches, chez ceux qui entretiennent une mémoire « héroïque » du passé, ou d'un refus, chez ceux qui entretiennent une mémoire « ambivalente », de reconnaître la persistance de ce déni, pousserait une majorité d'entre elles à embrasser une identité d'actrice luttant pour la vérité et la justice. Or dans ce contexte, l'enjeu de la transmission de leur représentation du passé dictatorial est devenu un enjeu crucial, tel que je vais le démontrer dans le chapitre qui suit.

Chapitre III : Diffusion des mémoires et des représentations du passé : Modes, stratégies et enjeux

Partie I : Modes de partages au sein des familles de « disparus »

Avant mon départ sur le terrain en mars dernier, je m'interrogeais sur la relation parents-enfants en ce qui a trait au partage des mémoires de la dictature au sein de la famille. Pendant mon séjour, j'ai pu observer dans les récits de mes interviewées l'idée que la mémoire est un legs qui doit être transmis aux générations futures. Cette observation a trouvé une résonance dans le travail de Cardoso cité par Jelin.

Testaments and wills are the mediums through which actors attempt to convey to the next generations a significant link to a tradition and a lineage (Cardoso, 1999: 135). In symbolic terms, a historical narrative is constructed and materialized and is then transmitted to others as the means to signal the continuity and permanence of a group or a community (Jelin: 102).

Jelin souligne, à partir des travaux de Cardoso (1999) sur l'héritage de la dictature au Brésil, comment les récits narratifs s'apparentent à des legs au travers desquels sont transféré aux générations suivantes un héritage pouvant permettre la reproduction d'une communauté. En l'occurrence ici, cet héritage consiste en la mémoire et les représentations du passé dans le but de les préserver et les inscrire dans le présent. Dans le cadre de ce chapitre, nous faisons la distinction suivante entre la transmission et le partage : la transmission doit se comprendre comme un projet qui peut être observé plus particulièrement chez l'AFDD. Le « partage » en opposition n'est pas organisé et s'observe au sein de la sphère privée des interviewées.

Cette question de la transmission des mémoires dans le but de les préserver m'a amenée à m'interroger sur les moyens de transmission de la mémoire des proches de « disparus ». Comment se transmet-elle? Est-ce que les parents de « disparus » réussissent à transmettre aux générations futures leurs représentations de la dictature de Pinochet? Et pourquoi continuent-ils à en parler si cela est pour la plupart d'entre eux douloureux?

Pour les femmes que j'ai rencontrées durant mon terrain à l'AFDD, la douleur engendrée par la transmission de leurs souvenirs n'est rien comparativement aux dangers encourus par l'oubli du passé. Il y a une préoccupation chez chacune d'entre elles au sujet de ce qu'il va se passer avec la mémoire des « disparus » quand elles ne seront plus là ou que leurs enfants ne le seront plus. Pour Belgica, le présent est indéniablement lié passé : si l'on ne prend pas en compte les erreurs commises par le passé celles-ci se répèteront dans le futur¹⁰³. La transmission de la mémoire ou des souvenirs des exactions commises par le gouvernement durant la dictature, tel qu'elles les ont vécues, permettrait selon elles d'éviter que celles-ci ne se reproduisent jamais plus (*nunca más*). Une population éduquée sur les violations de droits humains qui ont été commises par le passé ne laisserait pas en effet de telles actions se produire à nouveau¹⁰⁴.

Selon Jelin, qui s'est spécialisée dans l'étude de l'Argentine postdictatoriale et qui est particulièrement connue pour son ouvrage *State Repression and the Labors of Memory* (2003) où elle explore la nature de la mémoire, des témoignages et des souvenirs traumatiques, l'association entre certains comportements et la disponibilité ou l'absence d'information est ici prise pour acquis. C'est-à-dire que ceux qui, parmi les victimes de

¹⁰³ Entrevue Belgica Castro.

¹⁰⁴ Idem.

violence politique, entretiennent ce discours du *nunca más*, s'imaginent que si les gens connaissaient véritablement tous les faits, ils changeraient nécessairement leurs comportements ou attitudes pour que de tels faits ne se reproduisent pas (96-97). L'auteur ajoute que les victimes développent par conséquent des stratégies afin de transmettre le savoir et les informations concernant les violations de droits dont elles ou des proches ont souffert dans l'espoir que jamais le reste de la population ne permette que de telles exactions soient commises en leur nom par leur gouvernement.

Dans ce chapitre, j'explorerai tout d'abord comment ce savoir et ces informations sont transmis et partagés entre proches de « disparus », leurs enfants, puis avec les générations suivantes. Ensuite, j'examinerai comment les membres de l'association interviewés se représentent la transmission de l'histoire au sein des institutions scolaires chiliennes. Finalement, je terminerai avec les solutions qu'elles proposent afin d'assurer une meilleure diffusion des connaissances sur le passé entre les générations selon elles.

Dans le contexte de mes recherches, le partage de la mémoire des souvenirs et des idéaux se fait de façons différentes selon les familles. En effet, j'ai rencontré trois types de partage entre les proches de « disparus » et les générations subséquentes. Tout d'abord, un silence peut être observé chez certaines femmes qui ne veulent pas parler de ce qui s'est passé durant les années de la dictature. Ensuite, il y en a qui, après un non-partage temporaire des informations concernant un proche « disparu » avec le reste de leur famille, dans le but de protéger les enfants et d'éviter qu'ils ne s'inquiètent trop, ont fini par le leur en parler. Finalement, certaines ont voulu dès le constat de la « disparition » d'un être aimé combattre le silence déjà omniprésent qui régnait autour de celle-ci et plus largement au sujet de la

répression exercée par les autorités, en mettant en lumière les violations de droits humains commises par le gouvernement telles qu'elles les avaient vécus. La transmission de la mémoire et des représentations du passé semble par ailleurs constituer, chez certaines de mes interviewées, un moyen de transmettre des valeurs et des idéaux de génération en génération.

Silences

Dans la maison de Genovevia Roveos, « on ne parle pas », selon elle¹⁰⁵. Le coup porté tout d'abord par la dictature, puis par la « disparition » de son mari et de son fils ont rendu cette maisonnée silencieuse¹⁰⁶. Sa mère et elle discutent ensemble de ce qu'elles font au sein de l'association et de ce qu'elles vont faire, mais sans plus¹⁰⁷. Genovevia a certes une conscience aiguë de la possibilité d'une disparition de l'histoire de son père et de son frère si celle-ci n'est pas transmise à ses enfants, car, comme elle l'affirme, si sa mère ne transmet pas celle-ci à ses petits-enfants ni à d'autres, qui se souviendra¹⁰⁸? Dans les propos de Genovevia, se retrouve donc la peur d'une seconde disparition de ses proches, via l'oubli. Or bien qu'elle est par filiation la plus proche des deux parents disparus, après sa mère Genevovia considère que la responsabilité de la transmission incomberait néanmoins non pas à elle, mais à sa mère. C'est en effet cette dernière, soutient Genevovia, qui a vécu au quotidien avec eux, et qui a par la suite dû se mettre à leur recherche et s'adapter à leur « disparition ».

Non-partage temporaire

Chez Silvia Campo, dont le frère a disparu en janvier 1974, le silence sur le sort de son frère disparu auprès de ses enfants a été temporaire, et a constitué une manière de protéger ses

¹⁰⁵ Entrevue Genovevia Ramos.

¹⁰⁶ Idem.

¹⁰⁷ Idem.

¹⁰⁸ Idem.

enfants. « Bon, mes enfants à moi, ils n'ont rien su et ne se sont pas rendu compte de ce qui s'est passé, excepté que leur oncle est venu et qu'il est parti¹⁰⁹. » Il était important pour elle que pendant leur enfance, ses enfants (âgés alors respectivement de 12, 8 et 5 ans) ne s'inquiètent pas et qu'ils ne se préoccupent pas de la « disparition » de leur oncle. Ce n'est que lorsqu'ils furent adultes et commencèrent à poser des questions qu'ils en parlèrent un peu¹¹⁰. Silvia mentionne aussi le fait que pendant la dictature on ne parlait pas de telles choses, c'est-à-dire que mentionner qu'un « disparu » faisait partie de sa famille était exclu, car cela pouvait être dangereux ou signifier d'être mis à l'écart par les autres membres de la communauté¹¹¹. Ce qui peut sembler paradoxal puisqu'elle participait déjà à cette époque avec sa mère aux différentes manifestations ou activités organisées par l'AFDD. Or cette organisation avait justement pour but de publiciser la cause de la « disparition » auprès du reste de la population chilienne et le du monde. Pourquoi donc ne pas en parler ouvertement à ses enfants? Je lui ai posé la question et elle m'a répondu que ses enfants étaient si jeunes qu'elle ne voulait rien leur dire, rien leur conter¹¹². Il semblerait donc que l'évitement du sujet chez les Campos était un moyen de protéger les enfants de la vérité sur les actions posées par la junte militaire contre la population. Aujourd'hui, elle prend le temps de discuter avec ses douze petits-enfants de son expérience de la dictature afin d'éclaircir tous leurs doutes au sujet de ce passé. Ils savent tous qu'ils avaient un grand-oncle et que celui-ci a « disparu¹¹³ ».

¹⁰⁹ Entrevue Silvia Campos. « Bueno los niños míos no supieron nada ni se dieron cuenta sino que llego el tío y que se fue.»

¹¹⁰ Idem.

¹¹¹ Idem.

¹¹² Idem.

¹¹³ Idem.

Belgica Castro a une expérience semblable sous certains angles à celle de Silvia quant au silence qui a d'abord enveloppé la « disparition » d'un proche. Dès les premiers instants de cette « disparition », Belgica a annoncé à tous que son mari avait « disparu », excepté à la mère de celui-ci¹¹⁴. Il lui a fallu deux semaines avant qu'elle se résolve à lui en parler¹¹⁵. Belgica avait le désir de la protéger de toutes inquiétudes et de discuter des évènements seulement lorsque son fils réapparaîtrait. Cependant, après deux semaines, elle a décidé de lui révéler la vérité¹¹⁶.

Dans les deux cas, le silence momentané sur la « disparition » d'un proche semble donc avoir eu pour objectif de protéger les êtres aimés restés derrière. Leur cacher la vérité ou ne pas en parler semblait être la seule manière de les protéger de la douleur de la « disparition » de leurs proches et de la répression existant au sein de la société.

Pour Marta, le silence auprès de ses enfants a moins été motivé par un désir de les protéger que par un sentiment qu'aucune explication n'était nécessaire.

J.J.: Est-ce possible de savoir comment vous avez expliqué à vos enfants ce qu'il s'est passé?

M.P. : Y'avais pas de nécessité d'explications parce qu'ils se sont rendu compte qu'il n'est pas arrivé. Il n'y a pas eu d'explications, pourquoi y'en aurait-il eu? Au contraire, j'ai commencé à aller à la Vicaria¹¹⁷ et... à participer avec les personnes, aux idées qui étaient présentées par la direction. Parce qu'ils n'étaient pas si jeunes. La plus jeune cette année-là travaillait dans une université.

¹¹⁴ Entrevue Belgica Castro.

¹¹⁵ Idem.

¹¹⁶ Idem.

¹¹⁷ Après la fermeture du Comité Pro-Paz (Comité Pro-paix) le premier janvier 1976, le cardinal Raul Silva Henriquez a créé la Vicaria de la Solidaridad afin de soutenir la population chilienne face aux violations de droits humains tels que les disparitions forcées (Bustamente, 2004: 95-96).

J.J.: Quel âge avaient-ils?

M.P.: 18. L'autre avait 16 et l'autre, l'autre avait 15.

J.J. Dans le contexte...

M.P.: Ce n'était pas facile. Et c'était très clair pour eux.¹¹⁸

Cette impression de n'avoir rien à expliquer à ses enfants ou à discuter avec eux est commune à quelques-unes des femmes de « disparus » que j'ai interrogées. Elles semblent croire que le contexte dans lequel ils vivaient était suffisamment clair pour qu'elles n'aient le besoin d'explicitier à leurs enfants ce qu'il se passait. Si les explications semblent nécessaires pour les personnes extérieures à la famille proche, dans le privé, le sujet n'est pas abordé.

Désir de rompre le silence

Si certaines mères semblent avoir eu de la difficulté à parler de la « disparition » de leur mari à leurs enfants, ou même ne ressentir aucun besoin d'en parler avec eux tant la situation « allait de soit », ces mêmes enfants de « disparus » ont aujourd'hui à cœur de révéler cette vérité¹¹⁹ à leurs enfants. Pour Ana Maria et Alicia Juica, toutes deux filles d'un père « disparu », il est particulièrement important qu'elles disent la « vérité complète » à leurs enfants, c'est-à-dire, que leurs grands-pères ont été détenus, puis fait « disparaître », car ils poursuivaient un idéal de société plus juste et « pensait différemment¹²⁰ ». Il y a également une volonté chez elles de présenter le père de ces femmes à leurs enfants de façon à ce qu'ils soient fiers de leur héritage maternel. Il ne s'agit pas selon elles d'un legs qui devrait être

¹¹⁸ Entrevue Marta Perez. J.J.: ¿Es posible de saber cómo explico a sus niños que pasó? M.P: No hay necesidades de explicación porque ellos todo tuvieron cuenta que él no llego. No hubo explicación, ¿para qué? A lo contrario yo empecé a ir a la Vicaria y...y a participar con personas en las ideas que se van ocurriendo en el directivo. Porque ya ellos no eran tan chicos. La mayora, ese año, trabajaba en una Universidad. J.J.: ¿Cuanto años tenía? M.P.: 18. La otra tenía 16 y el otro (...) 15. J.J.: Por el contexto... M.P.: Ya no era fácil. Ellos lo tenían muy claro.

¹¹⁹ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera.

¹²⁰ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera et Alicia Juica.

caché comme un secret honteux. Au contraire, il doit plutôt être porté fièrement¹²¹. Cet aspect est très important pour Alicia tel qu'en témoigne cet extrait d'entrevue:

[...] Parce que je suis super au courant de ses idéaux [ceux de son père], ils [ses fils] sont super...luteurs, ils n'ont peur de rien et je reconnais en eux mon père. Je fais attention à eux pour que jamais je ne les perde, jamais. Je sens qu'ils se ressemblent un peu et ils ont connu leur grand-père à travers ce que je leur ai dit. [...]¹²²

L'activisme politique chez les Juica est un legs familial, transmis de génération en génération, dont on est particulièrement fier. Les valeurs et idéaux du père d'Alicia sont transférés à leurs fils par la façon dont elle les éduque puis celle dont ces derniers intègrent ces éléments à leur quotidien et les défendent dans leur propre contexte. Les représentations qu'Alicia a transmises à ses fils de son père font de lui une « image », un point de référence quant aux comportements qu'elle attend d'eux¹²³. Alicia mentionne aussi que de parler de son père avec ses enfants lui permet de le leur faire connaître puisqu'ils n'étaient pas nés lors de sa « disparition ». Il s'agit également de leur faire comprendre ce qu'ils ont perdu en ne grandissant pas avec leur grand-père¹²⁴.

Dans un même ordre d'idées, les filles de Belgica Castro sont elles aussi plus au fait des questions de droits humains. Durant notre entretien, Belgica a partagé cette réflexion : selon elle ses filles sont en quelque sorte « marquées¹²⁵ » parce qu'elles ont une mère dont le mari a été détenu-disparu. Cette « marque » rend ses filles « différentes », « plus sensibles » et

¹²¹ Idem.

¹²² Entrevue Alicia Juica. « [...] Porque yo soy súper enterarse también a sus ideales son súper... luchadores, no le temen a nada y yo veo en ellos como mi papa. Los cuido como para no perderlos jamás, nunca. Sentaste que ce parecen un poquito y ellos han ido conociendo a su abuelo a través de lo que les hablo. [...]».

¹²³ Entrevue Alicia Juica.

¹²⁴ Idem.

¹²⁵ Entrevue Belgica Castro.

« plus préoccupées » selon elle¹²⁶. L'identité politique et historique de la mère et de son premier mari semble ici influencer les inclinaisons socio-politiques de ses enfants. Cette image d'une empreinte du passé sur le présent d'une nouvelle génération se retrouve aussi chez Marta Vega. Celle-ci m'a en effet expliqué que sa famille s'implique beaucoup aujourd'hui au sein de l'association. En effet, ses fils sont membres de l'AFDD et leurs actions (militantisme et aide donnée) sont selon elle « innées¹²⁷ ». Tout comme Belgica, Marta Vega voit donc dans le militantisme de sa progéniture une des « marques » de la « disparition » et du type de réactions qu'elle a provoquées.

Si nous revenons aux explications données aux enfants quant à la disparition d'un proche, deux mères ont eu une approche différente que celles qui ont opté pour le silence: Emilia Vasquez et Alicia Pastore. La première a tenu à ce que ses enfants, âgés de 8, 11 et 12 ans, ainsi qu'un plus vieux marié à l'époque, sachent la vérité sur leur frère tout comme elle croit que ses petits-fils devraient en être informés aujourd'hui¹²⁸. Il est important pour Emilia que la réalité de la « disparition » de son fils et les informations entourant celle-ci soient exprimées, voire détaillées¹²⁹. La volonté de révéler le plus possible ce qui s'était vraiment passé aux autres membres de la famille semble ici faire écho à un désir plus fondamental de s'opposer au silence des autorités et à l'absence de réponses véridiques durant la dictature¹³⁰.

¹²⁶ Idem.

¹²⁷ Idem.

¹²⁸ Entrevue Emilia Vasquez.

¹²⁹ Idem.

¹³⁰ Durant les entrevues, ces femmes m'ont donné quelques réponses obtenues des services de police, des tribunaux ou du ministère de la Justice : « Il est passé par la cordillère et est maintenant en Argentine », « Il est avec une autre femme », « Cette personne n'a jamais existé », « Que mon fils était sorti du pays de façon clandestine ». Dans l'ordre : entrevues Belgica Castro, Marta Roco, Silvia Campos et Emilia Vasquez.

Implication des enfants dans la lutte et les activités de l'AFDD

Durant mon enquête terrain, j'ai rapidement constaté que l'association entre mémoire et cause se transmet entre les générations chez les proches de « disparus ». Ce point peut être observé plus particulièrement chez le couple mère-fille de Marta Roco et d'Alicia Juica. Effectivement, pour la première, tel que je l'ai évoqué au chapitre précédent, son activisme politique a été généré par son éducation au sein d'une famille se définissant comme de « gauche »¹³¹. Or elle ne m'a pas donné l'impression d'avoir choisi la gauche, mais plutôt d'avoir « été faite ainsi »¹³², la menant par la suite à épouser un jeune militant. Alicia se souvient pour sa part que durant son enfance, son père lui expliquait « que si elle avait de la nourriture sur sa table, les autres enfants devraient avoir la même chose. Que si elle avait des chaussures, les autres devaient aussi en avoir aux pieds »¹³³. Elle a par la suite transmis ces principes égalitaires à ses propres fils¹³⁴. Ici, ce n'est donc pas tant les représentations du passé de la dictature qui sont transmises aux générations suivantes, mais les valeurs et idéaux qui animaient les luttes s'y opposant. Par conséquent, si la majorité des femmes que j'ai interviewées perçoivent la mémoire de la disparition comme un objet qui doit être préservé et communiqué à tout prix, dans certains cas (tels qu'Ana Maria, Genovevia et Alicia Juica), c'est aussi la lutte pour la préservation et la transmission de la mémoire, ainsi que la poursuite des démarches judiciaires, qui doivent être transmises d'une génération à l'autre.

Je la remplace [ma mère], car elle a des problèmes de jambes. Et je suis certaine que si je meurs, me suivront mes filles et sinon mes petites-filles, qui devront se charger de l'éducation de leurs enfants. Elles doivent se sentir fières d'être

¹³¹ Entrevue Marta Roco.

¹³² Idem.

¹³³ Entrevue Alicia Juica.

¹³⁴ Idem.

petites-filles de détenu-disparu. Elles doivent se sentir fières d'être les nièces d'un détenu-disparu.¹³⁵

Dans ces propos d'Ana Maria, nous pouvons observer l'importance à ses yeux du devoir de transmission de la mémoire de la « disparition » au sein de sa famille. Sa mort future signifierait pour elle la passation de la responsabilité de celle-ci à ses propres filles, alors que l'incapacité de se déplacer de sa mère a conduit Ana Maria à prendre en charge cette transmission¹³⁶.

Le concept de « devoir » est omniprésent dans les termes utilisés pour identifier celui ou celle qui est responsable de la transmission de la mémoire¹³⁷. Or toutes ne partagent pas le même point de vue quant à qui incomberait cette tâche. Marta Vega, par exemple, ne partage pas du tout la même opinion à ce sujet qu'Ana Maria. La première, contrairement à la seconde, a en effet insisté sur le fait qu'elle seule « a à porter le poids [de la disparition de son père] et non ses enfants¹³⁸ ». Lorsque je lui ai demandé de m'expliquer pourquoi, elle n'a cependant pas voulu l'explicitier et a changé de sujet. Néanmoins, on peut déduire à partir de son récit de la « disparition » de son père que l'absence de ce dernier et le contexte dans lequel celle-ci s'est produite ont tous deux contribué à créer une grande « douleur » pour elle, soit une souffrance qu'elle ne désire sans doute pas transmettre à ses enfants¹³⁹.

¹³⁵ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera. «Si, si. Y yo también o sea, yo a ella [mi madre] la remplazo porque ella está con problemas de piernas (...). No y ya estoy segura porque si yo me muero, siguen mis hijas y si no, siguen mis nietas y mis nietas tienen que encargarse a educar sus hijos. Y ellas tienen que sentirse orgullosas de ser nietas de un detenido-desaparecido. Sentirse orgullosas que son sobrinas de un detenido-desaparecido. Y era así. Yo lo siento así.»

¹³⁶ Idem.

¹³⁷ Idem.

¹³⁸ Entrevue Marta Vega.

¹³⁹ Idem.

Par ailleurs, pour d'autres telles que Silvia et Belgica, si elles se sont investies très tôt dans la lutte contre l'impunité et l'oubli des « disparus » au sein de l'association, elles ne désirent pas pour autant que leurs enfants fassent de mêmes avant d'avoir terminé leurs études.¹⁴⁰ Belgica mentionne que ses filles (nées de son deuxième mariage) « l'aident dans la construction et le maintien de sa page web¹⁴¹, mais rien de plus... car elles sont en train d'étudier¹⁴² ». Cette volonté d'éviter que leurs enfants ne s'engagent davantage au sein de l'AFDD afin qu'ils terminent leurs études est aussi présente chez Marta Perez. Il est nécessaire pour elle qu'ils finissent leur cursus universitaire afin qu'ils puissent travailler et avoir une bonne carrière¹⁴³. Chez Marta Perez, il ne s'agit pas de protéger ses enfants de la réalité puisqu'ils ont toujours su ce qu'il se passait, mais plutôt de leur assurer un travail. Consciente de leurs origines modestes, elle mentionne justement leur impossibilité à se dédier entièrement à la cause, faute de moyens financiers¹⁴⁴.

Transmission publique de la mémoire du passé et des « disparus » : système d'éducation et objectifs de l'AFDD

Tel qu'il l'a été mentionné en début de chapitre, l'une des préoccupations principales de l'association de familles et des femmes que j'ai rencontrées sur le terrain est la possibilité d'un oubli du passé dictatorial au Chili et des persécutions qui se sont produites durant cette période. Cette peur a été évoquée très ouvertement et abondamment durant les entrevues, mais également lorsque l'on discutait d'évènements organisés par l'AFDD. Si ce ne sont pas toutes les proches de « disparus » qui ont tenu à transmettre leurs mémoires de l'enlèvement

¹⁴⁰ Entrevue Belgica Castro et Silvia Campos.

¹⁴¹ www.arpillerasporlamemoria.com

¹⁴² Entrevue Belgica Castro.

¹⁴³ Entrevue Marta Perez.

¹⁴⁴ Idem.

de leur mari, père ou fils à leur entourage, toutes s'accordent pour dire que la non-reproduction d'une telle atrocité dans leur pays ou ailleurs repose sur la diffusion de leurs expériences au sein de la société chilienne, voire à travers le monde¹⁴⁵. Or la responsabilité des familles de « disparus » par rapport à cette diffusion renverrait principalement selon elles au rôle de témoins et de disséminatrices de la mémoire de la répression exercée durant la dictature. Il est en effet important pour ces femmes que leurs expériences passées soient partagées avec le plus de personnes possible. Comme le souligne Gabriela Zuñega: « Une partie de la mémoire et du passé chilien disparaît à chaque fois que l'une d'entre nous décède¹⁴⁶. » Alicia Juica a cette même préoccupation de la possibilité d'une disparition finale des « disparus » et de la lutte de leurs proches pour la vérité et la justice, car après leur décès, qui continuera à défendre les droits humains et les victimes du régime de Pinochet¹⁴⁷? Cette peur est commune chez les femmes que j'ai rencontrées durant mon enquête sur le terrain, mais surtout elle semble liée, pour les plus âgées du groupe, à la peur de mourir avant d'avoir eu réponses aux questions qu'elles se posent depuis près de quarante ans.

Paradoxalement, il émane néanmoins de cette volonté quasi obsessionnelle de partager avec le plus de monde possible ce qui s'est « véritablement passé » pendant la dictature une tension quant au type d'informations qui devraient être révélées à ce dit « monde ». Ces femmes ont en effet été amenées à exposer leur vie personnelle aux yeux du public tout de suite après la « disparition » de leur proche, et ce tant dans le cadre de leur recherche de ce dernier que dans celui de leur deuil. Or durant ces recherches, elles ont dû sortir dans les rues afin de manifester publiquement l'absence de ce proche, donner des entrevues pour la dénoncer,

¹⁴⁵ Entrevues Belgica Castro et Marta Vega.

¹⁴⁶ Entrevue Gabriela Zuñega

¹⁴⁷ Entrevue Alicia Juica.

s'opposer publiquement au régime Pinochet, mais ce tout en prenant conscience au fil du temps que ce proche ne reviendrait pas. Or cette prise de conscience constituant sans doute pour elles un processus particulièrement difficile, elles auraient développé selon moi des tactiques afin de limiter l'emprise de leur personne « privée » sur leur personne « publique ».

Selon Wittgenstein, avance Das (2007), l'être humain n'appartient pas au monde, mais est plutôt à la limite de ce monde (Das, 2007 :4). L'expérience du sujet, continue Das, est en effet celle d'une limite, c'est-à-dire que le sujet crée son propre monde à la fois en interaction avec l'espace public et en marge de celui-ci. Or dans le contexte qui ici m'intéresse, cela reviendrait à dire que parler de la « disparition » d'un proche, consiste, pour les femmes que j'ai interviewées, une « expérience limite ». Ce pour quoi elles tendraient à éviter de s'étendre sur leur expérience personnelle de la « disparition » pour plutôt favoriser la mise en récit de l'expérience collective de celle-ci. Pour le dire autrement, les interviewées chercheraient à mettre de l'avant le groupe, laissant de côté leur expérience de deuil et leurs émotions personnelles. Importeraient surtout pour elles de maintenir dans l'espace public la mémoire de leurs « disparus », que la souffrance que leur perte a provoquée, pour promulguer l'importance d'actions gouvernementales de mémorialisation, actions qu'elles considèrent nécessaires pour que « jamais plus » de telles atrocités ne se reproduisent.

Or ces actions constituent l'une des problématiques qui ont été les plus évoquées lors des entretiens, les membres de l'AFDD interviewées ressentant que toute initiative relative à la

transmission de la mémoire doit émaner d'elles pour qu'action de mémorialisation soit prise par le gouvernement.

C'est sur que ce qui (...) [a été] fait, l'État l'a fait avec nous parce que nous l'avons demandé [...]. Il se fait beaucoup de *mémoriaux* ici à Santiago. (...). Nous nous en souvenons, nous les sortons dans l'espace [public] quand nous sortons dans la rue, nous mettons notre photo comme cela sur notre poitrine... Et nous sortons toutes dans la rue et nous faisons, parents de détenus-disparus, des manifestations pour notre proche [...].¹⁴⁸

Marta Vega insiste plus tard dans l'entrevue sur l'importance des pressions des proches de « disparus » dans la création et la réalisation de projets concernant leur mémoire dans l'espace public¹⁴⁹. Ce sont leurs actions qui rendent présent le « disparu » dans ce dernier selon elle, pas celles du gouvernement. S'il y a une pensée qui est unanime chez les membres de l'AFDD c'est par ailleurs celle que l'État chilien devrait faire plus pour la mémoire et la reconnaissance politique du passé dictatorial. Trop peu a été réalisé selon elles jusqu'à maintenant. La solution qu'elles proposent serait donc de réinstaurer les cours d'éducation civique, soit des cours qui furent abolis aux débuts de la dictature. Ces cours constitueraient en effet un moyen de donner une vitrine plus grande aux questions des droits humains et des droits civiques, alors qu'il y aurait un manque d'éducation sur ces questions selon elles. L'on devrait donc mieux informer la population quant à leurs droits, en montrant ils ont été violés par le passé au Chili. Les Chiliens seraient par la suite à même de prendre des

¹⁴⁸ Entrevue Marta Vega. « Claro, lo que paso es que solamente se ha hecho, lo ha hecho el estado con nosotros lo hemos pedido, todo estado nacional, se haga mucho acá en Santiago los memoriales. Es recordar que hicimos y los detenidos-desaparecidos y eso. Nosotros los recordamos, los sacamos al espacio desde que salimos a la calle, nosotros nos ponemos nuestra foto, así en el pecho... Y salimos todas en la calle, y hacemos, familiares de detenidos-desaparecidos, y hacemos manifestaciones por nuestro familiar (...)»

¹⁴⁹ Idem.

décisions en toute liberté de conscience puisqu'ils seraient informés de leurs droits et libertés face à l'État.

J.J.: Et pour l'éducation que pensez-vous qu'il faudrait améliorer?

G.Z. : Non, regarde, ici au Chili pendant la dictature l'éducation civique a été éliminée, ce qui était le cours qui permettait de connaître les droits citoyens qu'avaient les gens à ce moment. Cela n'est pas revenu. Je crois que ce devrait être obligatoire comme l'espagnol, comme l'histoire de l'éducation [...]. Je te disais que je croyais que ce devrait être obligatoire dans le cursus scolaire, depuis le plus petit du préscolaire jusqu'à l'université, dans toutes les carrières et dans tous les lieux, un cours de droits humains qui enseignerait aux gens quels sont leurs droits, quels sont ceux qui ont été violés dans notre pays, quels sont ceux qui sont violés aujourd'hui au Chili, pour que les gens sachent, pour que finalement ils prennent une décision informée et aussi qu'ils soient informés, une décision libre de ce qu'il y a à faire [...] devant l'État.¹⁵⁰

La solution promulguée par Gabriela serait donc une réintroduction des cours d'éducation civique à partir du préscolaire jusqu'à l'université, et ce, peu importe le diplôme recherché. Cette volonté d'enseigner ce qui relève des droits démocratiques aux jeunes générations semble provenir en un premier temps d'un désir important de révéler à celles-ci ce qui s'est « vraiment passé » durant la dictature, et qui sont les coupables de l'époque. Dans un second temps, cela renvoie également à un désir d'avoir des jeunes éduqués et au fait de leurs droits, afin qu'ils soient en mesure d'identifier les violations passées et présentes¹⁵¹. Alicia Juica

¹⁵⁰ Entrevue Gabriela Zuñega. «J.J. : ¿Y por la educación que piensa que, que podría mejorar? G.B. : No mira, acá en Chile en dictadura se eliminó educación cívica que era curso que le permitirá conocer los derechos ciudadanos que tenía la gente a ese momento. No ha vuelto eso. Creo que debía haber una asignatura así como la matemática, como el español, como la historia de educación. [...] yo te decía que creo que debía haber una asignatura en el curricular desde el chiquito del preescolarcito hasta la Universidad en todas carreras en todos lugares una asignatura de derechos humano todo enseñara a la gente cuáles son sus derechos, cuales son que violaran en nuestro país, cuales son que violan ahora en el país, en Chile, para que la gente sepa, para que finalmente toman una decisión formada y recién a ser informa, una decisión libre de lo que hay que hacer y de que no hay que hacer (...) ante del estado »

¹⁵¹ Idem.

rajoute qu'il ne faut pas seulement en parler avec les jeunes, mais que ces derniers devraient discuter de ces thématiques avec des professeurs, entre eux et avec leur entourage¹⁵².

Marta Roco quant à elle « aimerait qu'il y ait dans les collèges un thème d'éducation de droits humains où les enfants apprendraient dès leur enfance à respecter les autres, ce qui est le plus important. Ils doivent [aussi] connaître l'histoire réelle¹⁵³.» Marta Roco souligne également qu'une histoire seulement factuelle serait insuffisante tout d'abord parce qu'elle ne présenterait que des faits sans les expliquer, puis parce qu'elle laisserait des incongruités se glisser dans les notions apprises.

De telles incongruités se seraient en effet glissées selon plusieurs femmes interviewées dans le discours officiel et les salles de classe. Bien que l'ajout ou la suppression de détails dans l'histoire factuelle soit un risque pour les futures générations de Chiliens, il existe dans le quotidien un danger plus grand selon elles : quant aux « mots » utilisés pour en parler. Plusieurs des femmes que j'ai rencontrées voient en effet dans l'utilisation quotidienne de certains termes par des professeurs, des policiers, des juristes, des citoyens ou des hommes d'État, une tentative d'aseptiser le passé ou de diminuer son impact sur le présent. Par exemple, du point de vue des membres de l'AFDD, le Chili a vécu une dictature, menée par les militaires, mais plusieurs manuels d'histoire contemporains mentionnent que le « gouvernement militaire » a dirigé le pays¹⁵⁴. Or la différenciation entre une « dictature » et un « gouvernement militaire » est nécessaire selon Marta Roco parce que l'expression « gouvernement militaire » laisse tout d'abord entendre que ce dernier a été élu alors qu'il y

¹⁵² Entrevue Alicia Juica.

¹⁵³ Entrevue Marta Roco.

¹⁵⁴ Conversation avec Alicia Juica et Belgica Castro le 15 mai 2012.

a plutôt eu un coup d'État contre le gouvernement socialiste, qui lui avait été élu¹⁵⁵. Par ailleurs, ce statut de « gouvernement [militaire] élu par la population¹⁵⁶ » permet de surcroît de légitimer les violations de droits humains commises par lui. Cette nuance dans la manière de nommer le gouvernement de Pinochet prend beaucoup d'importance dans le contexte chilien contemporain, tel que me l'a expliqué Ana Maria :

La vérité complète, jamais nous n'allons la savoir, jamais. [Ce qui est important c'est] que le Chili se souvienne de ce qui s'est passé [...] parce que les Chiliens nous avons la mémoire fragile, nous oublions super rapidement. Puis, ça... que les collègues leur enseignent que oui, il y a eu une dictature pas un coup, pas un régime militaire comme ils le récusent aujourd'hui, qu'au Chili il y a eu des assassinats relatifs aux droits humains, pas des excès comme ils aiment bien dire aujourd'hui. Tu comprends? Cette même façon de dire la vérité.¹⁵⁷

Pour Ana Maria, ne pas utiliser les mots justes pour raconter ou parler du passé revient à le dénaturer, donc à ne pas dire la vérité complète¹⁵⁸. Il existe une différence flagrante à ses yeux entre sa version des faits, la « vraie », et celle qui est véhiculée dans certains collèges. La première version soutient que des assassinats contre des opposants au régime de Pinochet se sont produits au Chili. Cette version cherche à susciter l'indignation des Chiliens par rapport aux gestes qui ont été posés par l'ancien régime en démontrant et en dénonçant leur ignominie. Or selon la seconde version, le régime militaire est coupable d'avoir commis des excès envers la population, mais l'utilisation du terme « excès » crée un flou volontaire autour de la question de la nature véritable des actions de répression qui furent perpétrées

¹⁵⁵ Idem.

¹⁵⁶ Idem.

¹⁵⁷ Entrevue Ana Maria. « La verdad completa no la vamos a saber nunca. Que... Chile no se olvide de lo que sucedió. Que Chile no, porque Chilenos nosotros la tenemos muy frágil la memoria, nos olvidamos muy rápido. Entonces, eso... que los colegios les enseñen que si hubo dictadura no un golpe, no un régimen militar como que le recusen ahora, que en Chile si hubiera asesinato relacionado a los derechos humanos, no excesos como quieren decir ahora. ¿Me entiende? Que ese mismo de decir la verdad.»

¹⁵⁸ Idem.

durant la dictature par les autorités. On ne définit pas ce que sont ces « excès », laissant dès lors celui qui en prend ainsi connaissance interpréter ces derniers selon ses propres connaissances. Belgica insiste également sur cette nécessité de clarté par rapport à la manière dont est expliqué le passé. Les mots ont selon elle une certaine valeur et un certain pouvoir selon qu'ils sont utilisés dans un contexte plutôt qu'un autre¹⁵⁹.

J.J.: Et les cours d'histoire à l'école, que disent-ils à propos du passé chilien, du passé récent?

B.C.: Ils disent très peu [...], par exemple ils essaient de changer les termes, un gouvernement militaire ou un coup d'État militaire. Ce n'est pas un gouvernement militaire, ils ont fait un coup d'État militaire, ici ils ont tué, ici ils ont fait disparaître, pour nous changer [...] Ici, ils ont tué notre président, ils ont bombardé sa maison [La Moneda], tu t'imagines! Alors, ça doit être très clair ici au Chili.¹⁶⁰

Le changement de mots dans la représentation du gouvernement de Pinochet transforme complètement selon elle la nature de l'expérience qu'elles ont vécue comme proche de « disparu » dans un premier temps, mais également comment, dans un deuxième temps, elles ont été persécutées, poursuivies, suivies et parfois emprisonnées. Pour Belgica, si le mot juste existe, il faut l'utiliser sans cela on crée un « brouillage » qui rend floue l'image du passé, le modifiant certainement au même moment¹⁶¹. Tout comme Ana Maria, elle insiste, pour que l'on nomme précisément quels types de gestes ont été posés durant la dictature.

¹⁵⁹ Entrevue Belgica Castro.

¹⁶⁰ Idem. « J.J. : Dentro los cursos de historia a la escuela ¿qué dicen sobre el pasado de Chile, el pasado recién? B.C. : Dicen muy poco, [...], que dicen por ejemplo, están tratando de cambiar los temas en gobierno milita o golpe militar. No es gobierno militar nos hizo un golpe militar, aquí mataron, aquí hicieron desaparecer para cambiarnos porque tuvo un golpe aquí, nos mataron a nuestro presidente, bombardearon su casa [La Moneda], ¡te fijas tu! Entonces eso aquí en Chile tiene que ser muy claro»

¹⁶¹ Idem.

C'est important de nommer les choses par leur nom véritable. Quand ici ils disent qu'ils ont commis des abus [...] qu'il s'est commis des abus durant le gouvernement militaire. Non! Ils ont commis des crimes, c'est ce qu'ils ont commis, tu comprends. C'est ça. On veut changer la langue, pour qu'alors peu à peu on pense qu'il y a eu un changement de gouvernement, mais ç'a été un coup d'État militaire, pas un changement. Ici on a tué des gens, on a torturé des gens, tu vois [...].¹⁶²

Changer les mots signifierait modifier les actes commis par les militaires selon elle. Qu'est-ce qu'en effet un « abus »? Tout comme le mot « excès », « abus » ne permet pas de nommer véritablement les gestes posés et d'en relever la nature selon elles. Irène insiste aussi sur cette nécessité de bien expliciter les faits historiques afin que tous soient au courant de la véritable nature des événements tels qu'ils se sont produits à cette époque¹⁶³.

Ce pour quoi Belgica ajoute qu'il faudrait qu'un cours de base soit mis en place à l'école. Il faudrait aussi que les jeunes aillent au Musée de la mémoire et des droits humains afin que mêmes petits, ils sachent, entre autres choses, ce que sont la violence, la discrimination, les détenus-disparus, et les problèmes liés à l'exil politique.¹⁶⁴ Au travers de ce type d'éducation, elle espère aussi que les prochaines générations constatent les changements que sa génération a voulu apporter¹⁶⁵. Elle porte beaucoup d'espoir en les jeunes afin qu'un changement majeur s'opère au Chili. Ce changement devrait passer, selon elle, entre autres choses par la connaissance du passé dictatorial et l'apprentissage des composantes de la lutte

¹⁶² Idem. « Claro. Eso es importante nombrar las cosas por su verdadero nombre. Cuando aquí se han cometido abusos ellos dicen, se cometieron abusos durante el gobierno militar. ¡No! Se cometieron crímenes, eso se cometieron, me entiendes. Eso es. Se quiere cambiar el idioma, entonces para que eso poco a poco pensando que hay un cambio de gobierno, pero fue un golpe militar no fue un cambio aquí se mató gente se torturó gente te fijas [...]»

¹⁶³ Entrevue Irene Peñailillo.

¹⁶⁴ Entrevue Belgica Castro.

¹⁶⁵ Idem.

sociale entreprise par leurs aînés¹⁶⁶. Finalement, pour Irène, éduquer les plus jeunes contribuerait à créer une conscience plus aigüe de ce que sont les droits humains et comment ils pourraient éviter que leur violation systématique par le gouvernement se reproduise dans leur pays¹⁶⁷. Cette dernière composante de la question, le « Nunca Más » (jamais plus) est aussi présente chez d'autres interviewées telles que Belgica et Gabriela.

Comme une branche, comme quelque chose... dans ce pays, il manque un peu de cela, d'enseigner sur la mémoire. Parce que je crois que la mémoire c'est mon devoir de moi à toi, avancer, être différents, apprendre de nos erreurs. Donc, je pense que, que nos détenus-disparus devraient être un thème constant, ce devrait être un thème important, dans les espaces publics il devrait y avoir plus d'endroits avec des noms de nos proches, des rues avec le nom de nos proches, je crois¹⁶⁸.

Comme le rôle de...de...de la mémoire, c'est d'apprendre...apprendre par la connaissance et sinon apprendre de cela... et pour que cela ne se reproduise pas (silence)¹⁶⁹.

Pour ces deux femmes, la transmission de la mémoire de la « disparition » par l'éducation des nouvelles générations permettrait d'éviter que de tels abus de droits se reproduisent à nouveau au Chili. Cette peur d'une reproduction semble créer chez elles une urgence du transfert de leur vécu et de ce qu'elles ont appris des suites de ce dernier, car sans cela l'histoire se répètera¹⁷⁰. La thématique de la « disparition » et des autres formes de répression commises durant la dictature devrait selon elles devenir centrale au sein de la

¹⁶⁶ Idem.

¹⁶⁷ Entrevue Irene Peñailillo.

¹⁶⁸ Entrevue Belgica Castro. « Como ramo, como algo, como que...en este país falta un poco de eso, de enseñar sobre la memoria. Porque creo que la memoria, es lo que deber mi a ti, avanzar, ser distinto, aprender de sus errores. Entonces pienso que, que nuestros detenidos-desaparecidos deberían ser tema constante, deberían ser un tema importante, dentro los espacio público deberían haber más plaza con nombres de nuestros familiares, calles con nombres nuestro de nuestro familiares, pienso yo. »

¹⁶⁹ Entrevue Gabriela Zuñega. « Como el rol de... de...de la memoria es para...aprender, aprender del conocimiento y sino aprender de eso... y no volverá a ocurrir cosas así (*silencio*)»

¹⁷⁰ Entrevue Belgica Castro.

société afin non seulement que justice soit rendue aux victimes et à leurs familles, mais aussi pour permettre aux Chiliens d'apprendre de leurs erreurs qu'ils ou leurs parents ou grands-parents ont commises par le passé¹⁷¹.

Pour Alicia Juica, la transmission de la mémoire de la « disparition » par l'éducation des nouvelles générations vise également à défaire certains préjugés entretenus à l'égard des parentes de « disparus » ainsi qu'envers les manifestations qu'elles organisent.

Ils ont ces thèmes à la télévision, ils le commentent dans les journaux pour que l'on se souvienne de notre, notre expérience. Les 11 septembre tout Santiago, marche jusqu'au Memorial, mais qu'est-ce que les médias de communications montrent, même si les gens vont rendre hommage aux morts du Chili, ils montrent les événements violents isolés qui se sont produits, ce qui a pour effet d'associer les marches avec la violence (...). Puis les gens associent oui, disparition, 11 septembre, violence, ils font des associations et un dit : « Oh! Mais qu'est-ce qu'ils vont faire! », mais c'est ainsi que ça fonctionne, c'est ainsi que fonctionne malheureusement les gens.¹⁷²

Alicia est très critique des médias qui, selon elle, contribuent à entretenir une mauvaise image des actions du mouvement pour la vérité et la justice, en l'occurrence ici les manifestations annuelles du 11 septembre, date anniversaire du coup d'État provoqué par Pinochet. Ce qui est mis en évidence dans les journaux et à la télévision à cette époque de l'année sont les éclats de violence et les affrontements entre les manifestants et les policiers. Est ce faisant mis de côté ce qui est important et devrait être couvert par les médias selon

¹⁷¹ Entrevue Gabriela Zuñega.

¹⁷² Entrevue Alicia Juica. « Ellos tienen esos temas en la televisión o lo comenten en los diarios para que se recuerde nuestra, nuestra vivencia. En 11 de septiembre todo Santiago marcha al memorial pero que pone los medios de comunicaciones, aunque la gente sí va a homenajear a los muertos de Chile, ponen los hechos violentos que combinan las marchas con violencia y eso es lo que ponen. Entonces la gente asocia... asocia sí, desaparición, 11 de septiembre violencia hacen asociaciones y aun dice ay que van a hacer, pero así se funciona, así funciona almanente la gente»

Alicia, soit les raisons qui motivent des gens à aller rendre hommage aux morts de la dictature chaque année au mémorial des « disparus » situé au cimetière général. Est également ignoré l'identité de ces visiteurs et finalement, quelles sont les implications de la « disparition » d'un proche pour leurs familles¹⁷³. Les médias devraient discuter ces questions affirme-t-elle, au lieu de seulement se centrer sur la violence isolée des manifestations elles-mêmes¹⁷⁴.

Le partage des représentations du passé et des expériences vécues de mes interviewées vise un objectif commun. En effet, bien que toutes n'ont pas toujours partagé leurs souvenirs de la « disparition » d'un des leurs avec le reste de leurs familles, elles semblent toutes désirer assurer la préservation certaine de leurs souvenirs de cet événement douloureux dans l'espace public afin qu'ils continuent d'exister une fois qu'elles ne seront plus de ce monde. La collectivisation de leurs mémoires de la « disparition » de leurs proches à laquelle elle désire ainsi contribuer a pour principale fonction de prévenir d'éventuelles violations futures de droits humains fondamentaux.

Or le partage de souvenirs pour « jamais plus » ne peut en arriver à cette fin si elle ne s'effectue qu'au sein des familles. C'est pourquoi, pour mieux garantir la non-répétition des exactions qui ont été commises durant la dictature, mes interviewées promulguent une éducation dans les écoles sur les droits humains, et sur l'histoire de leur violation systématique sous Pinochet, et ce, peu importe le cursus suivi. Cet enseignement sur le passé

¹⁷³ Idem.

¹⁷⁴ Idem.

et sur la notion de droits humains devrait néanmoins se faire de façon adéquate, c'est à dire, en utilisant le vocabulaire approprié, faute de quoi l'histoire pourrait se trouver aseptisée des violations qui ont été commises ou véhiculer des concepts ne représentant pas la réalité, tel que le soulignait Marta Roco dans la définition du pouvoir de Pinochet.

La préoccupation des membres de l'AFDD au sujet d'une transmission « correcte » de leur expérience de la disparition forcée d'un proche et du contexte répressif au sein duquel celle-ci a eu lieu émanerait selon moi d'un sentiment d'impuissance. Un tel sentiment découlerait pour sa part d'une incapacité à contrôler ou du moins à influencer la façon dont le passé de la dictature est représenté au Chili. D'où l'importance pour elles de diffuser la « bonne mémoire ». En fait, tel que le souligne Wiewiorka (1992), il semble exister dans les sociétés postconflits une incommunicabilité entre les victimes et les restes de la société. Durant mon terrain, tel que je l'ai évoqué dans le premier chapitre, j'ai pu constater justement cette incapacité à dialoguer entre les différentes factions. Ces dernières aujourd'hui ne réussissent pas à comprendre ou à accepter les positions de l'autre : l'enjeu ici étant le « bien commun » chilien (Lira & Loveman, 1999 : 41).

L'un de ces terrains minés par l'incompréhension mutuelle des différents protagonistes est le curriculum scolaire. Lors de mon entretien avec Alicia Juica celle-ci m'expliquait que la façon d'enseigner le passé est laissée à la discrétion des professeurs. Tel que le souligne justement Oglesby (2005 :32), l'enseignement de l'histoire devient une zone de conflit dans laquelle plusieurs représentations s'opposent. À l'instar d'Oglesby, je crois que la production d'un guide didactique et pédagogique devrait être développée à partir des différents rapports

des Commissions de vérité afin d'éclairer les jeunes générations et obtenir une vision d'ensemble des années de la dictature. Aujourd'hui, mes interviewées, devant leur incapacité à influencer le contenu du curriculum scolaire, semblent considérer que les seuls outils qui sont à leur disposition afin de publiciser leur version des faits soient les manifestations qu'elles organisent, les textes politiques qu'elles publient dans les médias, les vidéos qu'elles mettent en ligne ainsi que les entrevues qu'elles accordent aux journalistes, à des chercheurs et à des étudiants. En dehors de ces activités, peu font autre chose.

Durant mon séjour sur le terrain au sein de l'AFDD à Santiago, une seule femme travaillait sur un autre type de projet parallèlement à son implication dans l'AFDD; Belgica Castro (voir photo ci-dessous). Deux semaines après mon arrivée, elle lançait le premier atelier *d'arpilleras*. Pendant la dictature, Belgica a fait partie des femmes qui créaient ces morceaux de vêtements qui portaient des messages dénonçant les actes posés par la dictature (voir photo 5). Pendant son exil en Suisse, elle a continué à faire ce type d'art afin de supporter ses amis restés au Chili¹⁷⁵. Or si depuis son retour (environ au mois de janvier 2012 dernier), elle a lancé plusieurs initiatives afin de montrer son projet dans les écoles et le musée de la mémoire, peu de ces institutions ont répondu à son offre jusqu'à présent¹⁷⁶. Elle a également organisé un atelier hebdomadaire dans les locaux de l'AFDD où des femmes se rejoignent afin de créer leur propre *arpillera* et discuter au même moment. Dans le futur, elle espère pouvoir présenter son travail au MMDH et dans les collèges avec l'aide de l'AFDD qui l'aide actuellement à créer un projet qui soit acceptable pour les institutions¹⁷⁷. Belgica Castro représente donc selon moi un nouveau tournant pour le futur de l'association. Faire

¹⁷⁵ Entrevue Belgica Castro.

¹⁷⁶ Idem.

¹⁷⁷ Conversation avec Belgica Castro 24 avril 2012.

une tournée dans les collèges leur permettrait de publiciser leur cause plus largement auprès des jeunes générations, surtout celles dont les parents ou grands-parents ont vécu la dictature autrement qu'elles. Elles pourraient en effet ainsi diffuser leurs expériences et conscientiser les jeunes par rapport aux violations de droits humains qui ont par le passé été commises dans leur pays¹⁷⁸.

Alors, je raconte tout cela, tu vois. À travers de mes impressions, j'invente une façon de raconter aux nouvelles générations ce qui s'est passé dans ce pays, pour que cela ne se reproduise pas. Parce que ce sont nos racines [le passé et l'histoire]. Nous voulons que ça ne se produise pas, parce que ça continue à se produire, parce qu'ils continuent à battre des gens. Tu vois. Alors peut-être qu'ils sont là, ils sont présents [...], on n'a pas fermé toutes les portes, mais nous persistons, nous continuons à inventer des formes, à inventer des actions et de cette façon, ils continuent à vivre pour nous¹⁷⁹.

¹⁷⁸ Entrevue Gabriela Zuñega.

¹⁷⁹ Entrevue Belgica Castro. « Entonces es yo conto todo eso, te fijas tú. A través de mi imprento, inventa una manera de contar a las nuevas generaciones lo que ha pasado en este país, para que no vuelva a ocurrir. Porque es las raíces, es la cosa. Nosotros queremos que esto no ocurra, que siga ocurriendo por qué nos matan personas. Te fijas. Entonces puede ser que ellos están acá, están presentes porque a nosotros nos hacen, no ha cerrado todas las puertas pero nosotros persistamos, nosotros seguimos inventando forma, inventamos acciones y de esa manera ellos siguen viviendo por nosotros».



Photo 4 Belgica Castro à l'AFDD, présentant de ses principaux projets d'arpilleras et de poupées en papier mâché,



Photo 5 Œuvre de Belgica Castro. Des hommes vêtus de noir et armés attaquent impunément un homme au milieu de la rue.

Partie II : Diffusion publique de la mémoire des « disparus »

Durant mon séjour au Chili, j'ai eu l'opportunité de visiter diverses attractions culturelles dans la région de Santiago. Tout d'abord à l'aide de ma colocataire, j'ai visité les grands monuments de la capitale tels que le palais de la Moneda et de la Chascona¹⁸⁰. Je me suis par la suite lancée dans l'exploration de lieux moins publicisés de façon générale¹⁸¹. Lors de ma première rencontre avec Gabriela Zuñega, je l'ai interrogée sur les lieux que je me devais de visiter afin de compléter mon analyse de la question de la mémoire au Chili. Au début, elle n'a pas su quoi répondre, mais elle a par la suite enchaîné rapidement en parlant de Londres 38, du Cimetière général, du Musée de la mémoire et de Villa Grimaldi¹⁸². Ce qui m'a le plus frappée durant cette conversation, c'est qu'après avoir parlé brièvement de ces lieux, elle m'a dit que je rencontrerais la plupart des « lieux de mémoire » par hasard au cours de mes déplacements dans Santiago.

Ce n'est qu'après quelques semaines que j'ai compris ce qu'elle avait voulu dire par cette remarque sibylline : la majorité des mémoriaux ou lieux de mémoire se fondent dans le décor urbain. Dans le cas de Londres 38 par exemple, on peut passer sur la rue et ne pas se rendre compte que la maison abrite un « site de mémoire ». Après les heures d'ouverture, il n'y a aucune indication qui annonce le contenu de l'endroit. Durant la journée, un simple panneau posé sur un lutrin nous permet de savoir qu'il s'agit de Londres 38 et qu'on y dénonce l'impunité entre autres choses.

¹⁸⁰ Maison ayant appartenu au poète chilien Pablo Neruda.

¹⁸¹ Londres 38, Villa Grimaldi et le MMDH étaient par exemple absents de mon guide touristique du Chili ainsi que de la carte « patrimoniale » obtenue au bureau du tourisme de la capitale le 23 mars 2012.

¹⁸² Journal de terrain 27 mars 2012.

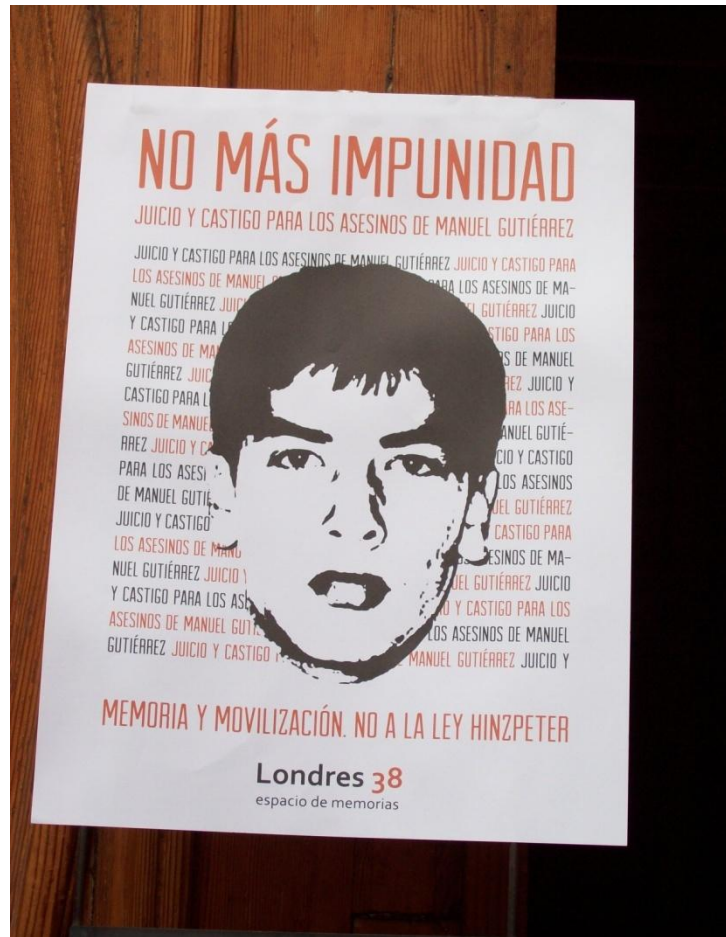


Photo 4 Poster affiché à l'extérieur de Londres 38 mars-mai 2012.

Invisibles parfois aux yeux des passants, les du passé sont donc omniprésentes dans le paysage urbain de Santiago Or cette présence invisible est loin d'être désorganisée, mais correspond plutôt à une volonté d'organiser et d'encadrer les composantes de la mémoire collective, tel que le souligne Candau (2005 : 110). Effectivement, lors de la remise du rapport Rettig en 1991, l'une des propositions promulguait justement l'implémentation d'un programme facilitant la création de monuments, monolithes, parcs et sculptures provenant d'initiatives d'individus ou de collectivité (Lira & Loveman : 54). Financés par des fonds publics, ces derniers doivent certainement répondre à certains critères particuliers puisqu'ils doivent être acceptés par le Ministère de l'Intérieur (54). Cette question du financement des

lieux et monuments de mémoire de la dictature m'ont amenée à m'interroger sur la relation qu'entretien avec ceux-ci les membres de l'AFDD.

Ce chapitre examine les relations des proches de « disparus » avec les représentations publiques du passé. Afin de rendre compte de cette dimension, j'analyse d'abord les témoignages que j'ai recueillis auprès de spectatrices après avoir assisté à deux pièces de théâtre dans lesquelles le passé jouait un rôle d'arrière-plan. Au cours de ces discussions, j'ai pu rencontrer à nouveau le malaise généré par la division entre les différentes interprétations du passé dictatorial dont j'ai parlé dans le premier chapitre (pièce de théâtre « *Qué tiempos aquello...Fanta y Romo* »). Cette division principale oppose la volonté de certains acteurs de montrer qu'il existe plusieurs manières de représenter la dictature, à celle d'autres acteurs de se concentrer sur la « mémoire dissidente » et l'impunité existant au sein de la société. Puis j'analyse des lieux publics de la mémoire de la dictature se trouvant à Santiago, tels que le Musée de la mémoire, Villa Grimaldi et Londres 38, qui ont été créés par différentes forces politiques et ont leurs propres objectifs de transmission et de représentations. Dans le cadre de mon enquête de terrain, je me suis intéressée à la participation et à la fréquentation de ces endroits. Or l'une de mes constatations principales est que mes interviewées ne fréquentent pas ces lieux bien qu'elles aient milité pour leur création. C'est un fait qui m'a étonnée puisque la littérature n'en fait pas mention. Des ouvrages tels que ceux de Gomez-Barris (2009), Klep (2007) et Druliolle & Lessa (2011) ne permettent pas en effet d'analyser cette absence, leur objet d'étude étant le « lieu de mémoire » et non pas la population qui les fréquente.

Évènements publics

Qué tiempos aquellos...Fanta y Romo

Écrit par Victor Faundez et dirigée par Juan Radrigan, *Qué tiempos aquellos...Fanta y Romo*

fut présenté au public dans l'auditorium du MMDH entre les 13 et 15 avril 2012¹⁸³.

Publicisée seulement sur le site internet du MMDH, Radrigan, prix national des arts audiovisuels et du théâtre de 2011, traite une nouvelle fois de son sujet de prédilection; la marginalité¹⁸⁴. *Qué tiempos aquellos...Fanta y Romo* se veut une comédie noire à propos des crimes commis durant la dictature. À travers des conversations entre deux anciens agents du régime (DINA et CNI), nous pouvons observer comment ils se représentent le passé et comment ce dernier influence en retour les conditions dans lesquelles ils vivent aujourd'hui. Sans domicile fixe, ils se disputent un coin de rue, et au fil de la pièce, nous comprenons qu'ils vendent des objets obtenus lors de raids effectués durant la dictature et qu'ils sont nostalgiques de cette époque. En effet, à plusieurs reprises, ils s'interrogent sur la légitimité de leur situation, car si aujourd'hui ils se retrouvent au ban de la société, auparavant, le travail qu'ils effectuaient était considéré normal, nécessaire, voire même parfois de nature héroïque. La fin de la dictature est donc synonyme pour eux d'un désaveu et d'un déshonneur. À la fin de la pièce, nous assistons à une montée de la paranoïa des personnages qui voient ou imaginent les ombres des morts qui apparaissent puis disparaissent, pour finalement réapparaître au final et les encercler afin de les attaquer.

Après la présentation, nous avons eu l'opportunité, moi et les autres spectateurs, de discuter avec les acteurs et le metteur en scène, Juan Radrigan Rojas. Ces derniers nous ont alors expliqué qu'ils désiraient rendre visible le point de vue d'anciens tortionnaires, ce dernier

¹⁸³ <http://www.museodelamemoria.cl/actividad/%E2%80%9Cque-tiempos-aquellos%E2%80%A6fanta-y-romo%E2%80%9D/>

¹⁸⁴ http://memoriachilena.cl/tema/index.asp?id_ut=juanradriganrojas1937-

étant peu pas accessible, puisque c'est surtout celui des victimes qui occupe l'espace public selon eux. Il faut permettre une diversité des témoignages et cela peut passer entre autres par la présentation de pièces de théâtre, a affirmé le metteur en scène. Une spectatrice (âgée entre 40 et 50 ans) a alors levé la main, tout d'abord afin de féliciter les acteurs et pour expliquer son point de vue sur la situation chilienne.

Moi dans ma famille, on s'est fait poursuivre. Des personnes sont mortes... Ce que je trouve difficile dans ce type de pièce, c'est que... à partir du moment que je commence à trouver sympathique ou que je suis plus empathique envers un acteur à cause de ce qu'il dit, vit ou fait, je pourrais pardonner et cela je ne le veux pas vraiment... car au fond c'était un problème d'État, pas d'individus bons ou mauvais... Je ne peux pas pardonner... pas alors que des criminels peuvent marcher sans être inquiétés alors que les miens sont morts...¹⁸⁵

Plusieurs points sont intéressants à mettre en lumière à partir de cette citation. Tout d'abord, il s'agit de la distinction que fait cette femme entre des individus qui pourraient être pardonnés étant donné le contexte dans lequel ils ont commis des exactions, et le pardon qui ne pourrait être accordé à un État qui a dirigé la répression. Cependant, bien qu'elle fasse cette distinction, cette spectatrice rend tout de même compte de son non-vouloir de pardonner de tels actes mêmes au niveau individuel. Il ressort donc de ce commentaire un désir de ne pas examiner de trop près qui sont vraiment ces gens qui ont commis des atrocités, la méconnaissance de leur identité exacte permettant aux proches de « disparus » de ne pas être tentées de pardonner à leurs bourreaux - ce qui reviendrait selon elles à les trahir. Cette spectatrice fait aussi référence à l'impunité dans laquelle les présumés criminels de guerre peuvent continuer à vivre, sans être inquiétés par la justice. Comme nous l'avons souligné un peu plus tôt, il s'agit d'un thème récurrent au Chili, celui de la justice impossible

¹⁸⁵ Notes de terrain écrites lors de la discussion avec les acteurs et le metteur en scène, 13 avril 2012.

ou bloquée. Une autre spectatrice (début vingtaine) en a également fait mention dans son commentaire :

Ça me fait vraiment honte. Comment on peut les laisser faire? Il n'y a personne dans ma famille qui a vécu ce type de problème, mais j'ai des amis dont des oncles ou des grands-pères sont disparus ou ont été exécutés pendant la dictature et la justice n'existe pas pour eux. Nous, les jeunes, avons le droit et le devoir de nous intéresser et de nous informer sur notre passé et notre histoire nationale. Même si cela provoque de la douleur, on doit savoir pour que jamais plus!

Ici aussi, nous pouvons observer que l'impunité est une thématique importante, mais on ne semble pas voir d'autres solutions pour la non-répétition des événements du passé que de s'informer et d'étudier l'histoire. Se souvenir doit devenir un acte engagé selon cette spectatrice : il faut en effet selon elle dénoncer les injustices du passé pour s'assurer dans le présent qu'elles ne se répèteront pas. Chose que soutient également l'acteur personnifiant Romo : « Si la mémoire sert seulement à se souvenir, elle ne sert à rien. Nous devons l'utiliser¹⁸⁶. » La mémoire devient de ce point de vue un instrument qui se doit d'être utilisé pour défendre ses intérêts politiques.

Or cette mémoire étant multidimensionnelle, comme nous l'avons vu précédemment au cours du premier chapitre, elle peut être mobilisée par différents groupes, pour divers projets politiques. Dans le cadre précis de cette pièce, il y avait un désir de son auteur, Victor Faundez, et du metteur en scène Juan Radrigan Rosas, de présenter les anciens bourreaux de façon humaine, voire de susciter de l'empathie pour leur situation, en montrant leur chute sociale par rapport à la position qu'ils occupaient durant la dictature. C'est-à-dire que, si durant la dictature, ces bourreaux occupaient une position d'autorité suprême au sein de la

¹⁸⁶ « Si la memoria sirve solo a recordarse no sirve a nada. Debemos utilizarla »

société, le retour de la démocratie a signifié pour eux la perte de ce statut. Par la suite, le commencement des travaux de la Commission Rettig a présenté à la population chilienne les dessous de la junte militaire, repoussant en périphérie les anciens bourreaux du régime. Or cette humanisation des anciens bourreaux a rendu mal à l'aise les spectatrices, ces dernières refusant de ressentir l'empathie pour ces derniers que suscite ce type de représentation, leurs souvenirs appartenant à la mémoire héroïque. Elles déplorent que la pièce ne questionne pas l'impunité qui existe au Chili aujourd'hui, soit un enjeu qui doit rester au cœur des représentations du passé dictatorial et de son après selon elles.

El año en que nació

Pièce de théâtre présentée au centre Gabriela Mistral (GAM)¹⁸⁷, *El año en que nació* (Lola Arias) est un panorama des représentations du passé des onze acteurs sur scène. Nés entre 1971 et 1989, ces derniers nous font le récit de la gauche (MAPU, MIR), du centre ou de la droite (*Patria y Libertad*). Leur reconstruction du passé se fait par le biais du visionnement de courtes vidéos, de photos qui sont commentées, de récits personnels et de ceux transmis par leurs parents en utilisant à la fois l'humour et la dérision. Comme le souligne Marco Antonio de la Parra du journal *La Segunda*, « il est pratiquement impossible de sortir de la salle en restant impassible ou de ne pas reconnaître quelqu'un dans les personnages/personnes présentés dans la pièce¹⁸⁸ ». Certes, en sortant du GAM, Elena et moi avons de la difficulté à trouver les mots pour décrire ce que nous pensions en premier lieu de l'œuvre, mais aussi pour discuter de ce qu'elle pouvait signifier dans le cadre de l'histoire

¹⁸⁷ Créé en 2010, le centre culturel Gabriela Mistral se veut un centre facilitant l'accès à la culture en présentant des pièces de théâtre, des spectacles de danse et de musique classique et populaire ainsi que l'art populaire et visuel. <http://www.gam.cl/gam/memoria/historia-del-centro/>

¹⁸⁸ <http://www.lasegunda.com/Noticias/CulturaEspectaculos/2012/01/714842/Columna-de-Marco-Antonio-de-la-Parra-Una-experiencia-ESTREMECEDORA>

chilienne. Après un moment de marche, Elena a néanmoins commencé à en parler dans ces termes :

C'était vraiment bon. Je pensais qu'étant donné que ça allait être dans le cadre de ta recherche, que ça allait encore être seulement un truc de la gauche qui dénonce et qui se répète toujours et encore. Mais non, ce n'était pas cela, cela a vraiment été ce qu'est le Chili selon moi. Un monde qui est pris entre trois mondes et qu'on n'est pas capable de se parler normalement. Y'a tellement plus de dimensions que ce que l'on voit dans les journaux... Si tout le monde se souvenait que tout le monde a vécu des événements difficiles durant la dictature peut-être que le Chili se réconcilierait...¹⁸⁹

Ce que je retiens des commentaires d'Elena sur la pièce de théâtre est sa satisfaction d'y avoir vu exposé plusieurs représentations du passé, car selon elle il n'en existe pas qu'une seule et dire le contraire serait se leurrer gravement sur la situation. De plus, elle fait référence à cette idée de que seule une prise en compte des différentes positions dans laquelle les Chiliens se sont trouvés placés par rapport aux événements de la dictature permettrait une véritable réconciliation dans le pays. Cette conception de la réconciliation ne fait cependant pas l'unanimité. En effet, comme nous avons pu le voir dans la section précédente, selon la spectatrice qui se représente le passé dictatorial en termes d'une série d'actions innommables, il n'y a pas de réconciliation possible tant qu'il n'y a pas de justice. Si Elena prône une compréhension mutuelle des douleurs passées, et donc une conciliation des perspectives sur celui-ci pour pouvoir tourner la page sur le passé et se concentrer sur l'avenir, d'autres conçoivent plutôt qu'on ne peut tourner cette page tant que les présumés tortionnaires n'auront pas payé leur dette à la société pour leurs crimes.

¹⁸⁹ Conversation avec Elena (18 mai 2012).

L'une des solutions proposées par le rapport Rettig, tel que mentionné précédemment, pour la compréhension mutuelle des différentes parties était la construction de lieux de mémoire, de parcs et même de musées afin de favoriser l'apprentissage et la diffusion des résultats de l'enquête réalisée par la commission de vérité. Quels sont les résultats de ces efforts dans le paysage urbain chilien?

Lieux de mémoire

Musée de la mémoire et des Droits humains

Initiative du gouvernement de Bachelet, ouvert en janvier 2010, le MMDH se veut un centre dédié à rendre visibles les événements de la dictature et les violations de droits humains commises par l'État au cours de celle-ci¹⁹⁰. Depuis le retour à la démocratie, le gouvernement dirigé par le parti de la *Concertación* a tenu à conserver un équilibre dans la représentation du passé, c'est-à-dire qu'il a choisi de ne pas prendre parti (Kornbluh & Hite, 2010 : 2). Or dès son inauguration, le musée fut néanmoins attaqué par la droite, qui l'accusa de n'y montrer seulement qu'« une partie » de l'histoire (Kornbluh & Hite: 2). Par ailleurs, l'ouverture par la présidente du musée fut houleuse, alors que plusieurs femmes criaient dans l'assistance afin de demander justice, ce à quoi Bachelet répondit que justice serait faite (Kornbluh & Hite: 2-3). Une chose importante à noter ici est le contexte dans lequel s'est faite cette inauguration, alors que quelques semaines plus tôt la présidente avait perdu la première ronde des élections par le biais desquelles elle espérait obtenir un second mandat (Kornbluh & Hite : 1-3). Le musée fut l'un de ses derniers projets. Ce dernier avait un sens particulier pour elle, alors qu'elle avait perdu son père durant la dictature, décédé dans un

¹⁹⁰ <http://www.museodelamemoria.cl/el-museo/sobre-el-museo/>

centre de détention, et qu'elle avait elle-même été emprisonnée et torturée durant cette période (Kornbluh & Hite : 1).

L'exposition permanente permet aux visiteurs d'avoir accès à une multiplicité de représentations et de traces archivistiques du passé. Mis à part des explications historiques détaillées, on y retrouve des articles de journaux, des vidéos, des témoignages oraux et écrits, des dessins d'enfants, des documents juridiques, des photographies et des reconstitutions visuelles ainsi que matérielles du passé de la dictature.

Le musée n'ayant été que très peu publicisé, je n'ai appris son existence que par hasard, durant une conférence de l'«*American Anthropological Association*» à Montréal en novembre 2011. Une fois au Chili, après une première visite, j'ai pu constater que la majorité des visiteurs étaient des étrangers, ce qui m'a été confirmé par la suite par le responsable du centre de documentation. M'interrogeant sur la question, j'ai intégré à mon guide d'entretien différentes questions sur la participation ou la visite de certains centres publics de la mémoire, en l'occurrence ici le MMDH. Or durant les entrevues, j'ai constaté que peu de proches de « disparus » connaissaient ce musée ou avaient quelque chose à dire sur ce dernier. Sept des femmes rencontrées en ont parlé de la façon suivante.

Silvia Campos a en fait elle-même abordé le sujet du musée en me demandant si j'y étais allée personnellement. Après une réponse positive de ma part, elle m'a parlé de sa propre expérience. Alors qu'elle s'y rendait, avec d'autres membres de sa famille, elle a constaté qu'elle ne pourrait pas y entrer, car alors qu'elle s'en approchait, elle s'est mise à ressentir

des douleurs à la poitrine, à être fatiguée et n'a pas pu donc se résoudre à y entrer¹⁹¹. Emilia Vasquez, Marta Perez, Irene Peñallilo et Belgica Castro ont quant à elles salué les efforts du gouvernement dans la construction d'un lieu qui donne une voix aux victimes de la dictature, voire leur fournit un espace dans le domaine public pour présenter l'histoire récente chilienne à ceux qui la connaissent peu¹⁹². Pour Emilia, ce musée a aussi l'avantage de « rendre présent » le passé afin qu'il ne s'oublie pas et soit plutôt diffusée, par ce biais, aux générations futures¹⁹³. Irene et Belgica, finalement, apprécient aussi les éléments susmentionnés tout en décrivant l'endroit comme étant particulièrement beau et attrayant¹⁹⁴.

Des éléments de réponses quant au peu d'intérêt porté à ce musée et au peu d'interactions que les membres de l'AFDD ont avec lui me sont apparus lors de mon entrevue avec Alicia Juica. Tel que cet extrait d'entretien en témoigne, elle rejette en quelque sorte le musée puisqu'il ne représente pas selon elle la culture chilienne et ne serait que le produit de la *Concertación*. Pour elle, le musée est donc « une coquille vide de sens »¹⁹⁵.

Le musée de la mémoire selon moi est le produit de négociations de la Concertation. C'est un lieu où ça ne fait pas de sens de travailler là-bas. Une histoire très belle, mais très à la européenne qui n'est pas notre style, avec beaucoup de technologies, plus futuristes, et c'est une chose où les vieilles des *poblaciones* [quartiers en-dehors de la ville] (...).... C'est un bel endroit sans plus, pour moi c'est beau. Mais si ils voulaient vraiment faire un musée de la mémoire, ils auraient du occuper un espace réel pour faire la mémoire. »¹⁹⁶

¹⁹¹ Entrevue Silvia Campos.

¹⁹² Entrevue Marta Perez.

¹⁹³ Entrevue Emilia Vasquez.

¹⁹⁴ Entrevue Irene Peñallilo et Belgica Castro.

¹⁹⁵ Entrevue Alicia Juica.

¹⁹⁶ Entrevue Alicia Juica. «El Museo de la memoria para mí son negocios de la Concertación. Es un lugar donde no hace cense para trabajar allí. Una historia muy bonita pero muy a la europeo que no es nuestro estilo, mucho

Ce qui est intéressant dans le témoignage d'Alicia est la façon dont elle décrit ce qui devrait être fait selon elle pour que le musée diffuse véritablement la mémoire des membres de l'AFDD. Le MMDH affirme-t-elle ne représente pas ce à quoi les « vieilles¹⁹⁷ » et les plus jeunes s'associent. Il aurait donc fallu de son point de vue installer le musée dans un endroit qui possédait un sens pour sa communauté, ce qui n'est pas le cas avec l'emplacement actuel. Le musée se trouvant en face du métro Quinta normal sur la rue Matucana, il n'est en effet pas associé à des événements particuliers de l'histoire de la dictature. Il constitue dès lors ce que Marc Augé (1992) nomme un « non-lieu », c'est-à-dire un lieu qui ne possède pas de « sens » particulier pour aucun groupe alors qu'il ne constitue qu'un lieu de passage, en l'occurrence ici un lieu de « consommation » de la mémoire. En opposition, un « lieu de mémoire » a une signification identitaire pour un groupe qui se l'approprie, alors que le non-lieu ne pourra se définir « ni comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique » (Augé, 1992 :100). Or les centres tels que Villa Grimaldi et Londres 38, constituent de tels lieux de mémoire, alors qu'ils matérialisent une identité une identité qui s'inscrit à la fois dans le présent et dans le passé des acteurs lui attribuant ce sens leur conférant ainsi un pouvoir particulier (French, 2012 :341).

Pierre Nora, aujourd'hui considéré comme le père du concept de « lieux de mémoire », définit les lieux de mémoire comme « des restes » qui ont été investis d'affects et d'émotions, d'un sens (Nora, 1997). De plus, Nora (1984 : XXXV) définit le « lieu de

computación, mucho futurismo, y una cosa donde las viejas de las poblaciones no catchan, no van, no saben. (...) Es una plaza bonita no más, para mí bonito. Pero si quisieran realmente haber hecho un museo de memoria, yo había ocupado espacios reales para hacer memoria.»

¹⁹⁷ Le terme « vieilles ou « viejas » a souvent été utilisé dans le cadre des entrevues ou des conversations que j'ai eues avec les membres de l'association (AFDD). Il s'agit souvent d'un terme affectueux attribué aux plus âgées du groupe.

mémoire » comme un lieu « fixant dans le temps [le passé], arrêtant l'oubli, immortalisant la mort ». Cette définition sous-entend également la création de lieux de mémoire afin de promouvoir un passé oublié tel que le font par exemple certains États dans le but de renforcer l'unité nationale (Nora dans Le Goff, 1978 : 401). Néanmoins, dans le cadre de cette étude, l'analyse de Bickford se prête mieux à mon analyse puisqu'il se concentre davantage sur le concept d'« agencéité » de ces dits « lieux de mémoire ». Selon Louis Bickford, les lieux de mémoire possèdent plusieurs identités et pouvoirs, c'est-à-dire qu'ils représentent certes la « vérité officielle », mais certains monuments ou emplacements particuliers la contestent et la défient (Bickford dans Bilbija, Fair, Payne & Milton, 2003 : 96). Ces derniers, que Bickford appelle *memoryscapes*¹⁹⁸, rendent compte d'un message essentiel : il faut se souvenir pour que jamais plus (96). Ils tendent également à être utilisés afin de promouvoir le changement social, l'éducation des jeunes, tout en donnant un lieu pour les victimes et les familles afin qu'elles puissent y poursuivre leur deuil (Gómez-Barris, 2009 :41-42, Bickford, 2003 :100-102). Dans un dernier temps, l'analyse de Bickford se prête de façon plus adéquate à mon analyse puisque son attention se porte sur les lieux empreints d'un passé violent alors que d'autres auteurs, tels qu'Halbwach (1950) et Nora (1984) examinent plutôt des lieux possédant un sens particulier pour une collectivité sans que ces derniers soient nécessairement rattachés à un passé violent.

¹⁹⁸ Les *memoryscape* incluent des monuments publics, des monuments commémoratifs, des activités commémoratives, tours de la mémoire et des musées. Selon Bickford, ces *memoryscapes* « contestent les 'vérités officielles' du régime autoritariste en donnant une voix aux victimes de ce même régime » (Bickford : 96-102).

Villa Grimaldi

Villa Grimaldi est l'un de ces lieux de mémoire. La construction de Villa Grimaldi remonte au début du XXe siècle, où elle faisait partie d'un large domaine¹⁹⁹. En 1964, la villa fut vendue au frère de l'ambassadeur du Chili en Italie durant la présidence d'Allende²⁰⁰. Le nouveau propriétaire Vasallo convertit alors le site en un lieu de détente avec piscine et restaurant que les intellectuels, artistes et membres de l'Unité Populaire fréquentaient²⁰¹. Durant la dictature, le site a été utilisé et transformé en un centre de détention pour ceux qui « étaient suspectés de travailler pour Allende et la révolution sociale » (Gómez-Barris, 2009: 45). Dans ce centre furent commis divers types de tortures physiques et mentales sur les prisonniers qui menèrent parfois à leur mort (Gómez-Barris : 45). Or au cours des années soixante-dix, malgré les fuites à propos des activités s'y produisant, les militaires n'avaient de façon systématique l'existence d'un tel centre de détention et de torture. S'ils décrivaient la Villa, ils la peignaient comme un endroit où des personnes étaient questionnées par rapport à leurs implications dans le terrorisme d'État (Gómez-Barris : 49).

Le centre comme lieu de détention et de torture ferma ses portes en 1978. Il fut abandonné jusqu'en 1987, année où il fut vendu à un groupe de promoteurs immobiliers²⁰². Très peu de temps après la vente, le groupe demanda un permis afin de démolir les bâtiments sur le site, ce qui leur fut rapidement accordé enclenchant ainsi le processus de démolition²⁰³. Des voisins étant témoins des événements contactèrent néanmoins des organisations impliquées dans la défense des droits des victimes de la dictature (paroisses, comités de voisins et organismes pour la défense de droits humains entre autres) qui lancèrent alors conjointement

¹⁹⁹ <http://villagrimaldi.cl/historia/antes-de-1973>

²⁰⁰ Idem.

²⁰¹ Idem.

²⁰² <http://villagrimaldi.cl/historia/recuperacion-de-villa-grimaldi/>

²⁰³ Idem.

une opération afin de récupérer le site²⁰⁴. Dix ans après la vente initiale, le Parc de la Paix Villa Grimaldi fut inauguré le 22 mars 1997²⁰⁵.

L'un des principaux arguments pour sa préservation et la construction du parc est qu'il constitue un effort de promouvoir et de valoriser les droits humains. Le site rappelle en effet les violations passées et la question de la justice, plusieurs fiches explicatives se trouvent sur le site expliquant les différents décombres sur le terrain, tout en faisant place à des activités pédagogiques, d'activisme ou de deuil (Gómez-Barris : 51). Il existe actuellement un plan mis en place par Villa Grimaldi pour différents niveaux scolaires dans le but d'encadrer les visites au Parc de la Paix et ainsi enseigner des notions de base historiques et en droits humains (Toledo, Veneros & Magendzo, 2009). Lors de ma visite, le 22 avril 2012 dernier, un panneau demandant aux visiteurs d'inscrire un message expliquant pourquoi il fallait visiter le lieu ou pourquoi il fallait conserver les traces du passé.

²⁰⁴ Idem.

²⁰⁵ Idem.

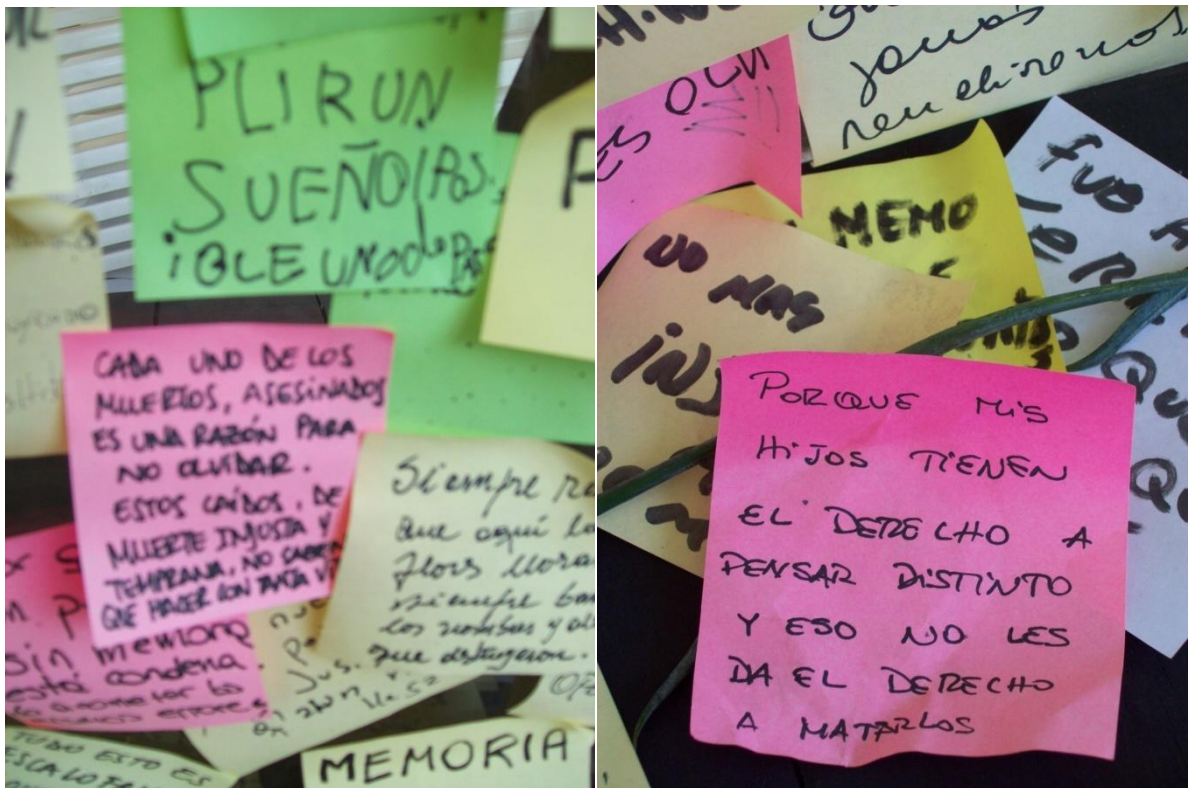


Photo 5 Activité pour les visiteurs à Villa Grimaldi

Ces messages constituent selon moi une façon de laisser les visiteurs participer à la mission du Parc de la Paix, c'est-à-dire transmettre la mémoire et la défense des droits humains.

Le Parc de la Paix remplirait plusieurs fonctions aux yeux des proches de « disparus ». Tout d'abord, il constituerait un outil de lutte contre l'oubli, alors qu'il témoigne d'un effort de préserver des bâtiments où des atrocités furent commises durant la dictature. La reconstruction de bâtiments qui avaient été préalablement détruits par les promoteurs et les militaires renvoie également à ce souci de lutter contre l'oubli (Gómez-Barris: 52-53). Par ailleurs, ce lieu a aussi pour objectif plus large de transmettre, aux personnes ayant connu la dictature, mais n'en ayant pas le même type de souvenir que les proches des « disparus », une représentation de celle-ci comme d'un régime au sein duquel des crimes très graves ont été commis (Stern, 2006). En illustrant « la vérité » sur le passé chilien (Gomez-Barris), les promoteurs de la construction du Parc chercheraient ainsi à s'assurer que les violations de droits humains commises durant la dictature ne tombent pas dans l'oubli, pour que *nunca más* (plus jamais) on ne laisse de telles violations de droits se reproduire à nouveau.

Certes, du point de vue des proches de « disparu », ce lieu rempli des fonctions plus personnelles. Dans l'un des entretiens menés par Gomez-Barris, une mère, membre de l'AFDD, mentionne que la création d'un parc de la paix sur le site de Villa Grimaldi a permis à son fils d'avoir un lieu pour son âme et par le fait même lui a permis à elle d'avoir un endroit pour le commémorer (Gomez-Barris: 42). Durant mon séjour au Chili, l'une de mes interviewées m'a fait part de ce même sentiment. Ana Maria s'y rend, car « elle se sent connectée à lui [son père], et qu'elle a l'impression d'être avec eux [les disparus]. C'est

comme un rituel²⁰⁶». La conversion d'anciens centres de détentions en musées ou en parcs aurait donc pour fonction première, aux yeux des proches de disparus, d'actualiser la mémoire de l'être aimée pour se reconnecter à lui et, éventuellement, en faire le deuil.

Ce faisant, la création de ce lieu de mémoire pourrait aussi être considérée, d'un point de vue politique, comme un moyen de réintégrer les « disparus » à la société chilienne en tant qu'acteurs à part entière de celle-ci. Les acteurs dont il est ici question ne sont pas tant les « disparus » eux-mêmes, mais leur mémoire. En permettant l'actualisation de leur mémoire, le Parc de la Paix Villa Grimaldi permettrait en effet non seulement d'actualiser la mémoire de l'être aimé, mais aussi de passer outre²⁰⁷ l'absence de son corps que le système autoritaire de disparition forcée leur a légué. De par les utilisations multiples de ces sites par les familles comme lieux de deuil, d'éducation de la jeunesse ou d'activisme visant à dénoncer les injustices et les problèmes sociaux (Druliolle dans Lessa & Druliolle : 17-18, Gómez-Barris : 42), les familles chercheraient donc à attribuer à nouveau une existence politique à leurs proches « disparus ».

²⁰⁶ Entrevue Ana Maria.



Photo 6 Villa Grimaldi- Parque por la paz : Noms des personnes qui sont décédées au centre entre 1973 et 1976.

Dans le contexte mes entretiens, j'ai rencontré plusieurs types de fréquentation ou de non-fréquentation de Villa Grimaldi ainsi qu'une variété de phénomènes d'identification ou non à cet endroit. Le commentaire qui est le plus souvent revenu est qu'aujourd'hui, Villa Grimaldi est un parc vraiment beau, qui à travers ce qu'il dessine dans cet espace, permet de diffuser et d'exposer le passé à ceux que cela pourrait intéresser²⁰⁸. Or une critique adressée par plusieurs aux instigateurs de ce lieu est que la Villa, justement par sa nouvelle beauté « ne ressemble absolument plus à ce qu'elle était durant la dictature²⁰⁹ ». Cette critique trouve des échos dans ces propos d'Alicia Juica :

²⁰⁸ Entretien avec Genovevia, Ana Maria, Alicia Juica, Marta Roco, Emilia Vasquez, Marta Vega et Marta Perez.

²⁰⁹ Entretien avec Marta Perez.

Je vais à la Villa Grimaldi où mon père a été quelque temps, mais je ne le vois dans rien là-bas... je ne vois pas ce qu'il voyait... parce que je vois quelque chose de beau. Lui ne voyait pas cela, et je crois que pour qu'on lui rende hommage, le respect pour... je ne sais pas, réellement les secouer par rapport à ce qui s'est passé... Ils ne doivent pas vivre la même chose, mais au moins, ils doivent sympathiser avec ce qu'ils ont vécu, regardant ce qu'ils ont vécu ou en ayant des choses comme... je ne sais pas, pas tant, tant, tant beau où ils vont lire, ou prendre du soleil. Non... où en réalité, j'expérimente ce qu'il a vécu²¹⁰.

La beauté de l'endroit selon Alicia rend invisibles le sens et l'histoire du centre, soit un centre de détention où son père a sans doute été torturé. Transformé en un simple parc esthétiquement attrayant, il n'a pas de relation directe avec l'ancien lieu de torture. On sent surtout que pour elle, son père et son expérience sont absents du parc, et donc de la mémoire du centre de détention partiellement reconstruite en parc et ainsi reconstruit en lieu de mémoire. Ces absences s'observent également dans les propos de sa mère, Marta Roco. Pendant que nous discutons des lieux de mémoire, je lui ai demandé si elle fréquentait la Villa, et elle s'est exclamée que non, que son mari ne se trouvait pas là-bas, qu'il se trouvait plutôt dans son cœur²¹¹. Travailler à la fois pour la cause qu'ils défendaient ensemble avant sa « disparition » ainsi que continuer à le rechercher est sa façon à elle de lui rendre hommage au quotidien²¹². C'est d'ailleurs en quelque sorte ce qu'elle fait pour tous ses parents décédés. Par exemple, elle n'a jamais plus visité sa mère, décédée depuis peu, après son enterrement. Elle considère que se présenter au cimetière et y déposer une simple fleur

²¹⁰ Entrevue avec Alicia Juica. « Porque yo voy a la Villa Grimaldi donde mi papa estuvo tiempo, pero no me encuentro con nada allí... yo no veo lo que él vio... porque yo veo un lugar bonito. Él no vio eso. Y yo creo para que a uno les da respeto, el respeto para yo no sé, realmente remecer a...por lo que pasó...No tienen que vivir lo mismo pero a los menos tienen que simpatizar con lo que vivieron, mirando lo que vivieron o teniendo cosas como...No sé, no tan, tan, tan bonito, donde van a leer, a tirar al solcito. No...donde en realidad yo me entrene lo que él se vivió»

²¹¹ Entrevue Marta Roco.

²¹² Idem.

ne représente pas une bonne façon de lui rendre hommage. Elle a plutôt décidé après en avoir eu les moyens financiers d'aller retirer ses restes du cimetière pour aller l'enterrer là où sa mère désirait l'être.

Marta Vega quant à elle croit plutôt que le fait que plusieurs ne visitent pas Le Parc de la paix est dû au fait « qu'elles ne le supportent pas²¹³ ». Le poids des souvenirs associés à cet endroit est trop lourd pour qu'elles le fréquentent. Mon expérience sur le terrain, et plus particulièrement, les entretiens que j'ai menés avec quelques-unes de ces femmes, confirment cette perspective. Durant ces entretiens, il était souvent difficile d'évoquer certains souvenirs pour quelques-unes de mes informatrices. Je peux donc imaginer à quel point la visite d'anciens lieux de torture, où certains de leurs parents ont été détenus, pouvait raviver des souvenirs douloureux.

Genovevia Ramos m'a néanmoins offert une autre perspective par rapport à la non-fréquentation de ces lieux dits de mémoire. Elle m'a en effet affirmé « Bon, nous nous allons à la Villa Grimaldi quand ils [la direction de l'AFDD et/ou celle de Villa Grimaldi] font des activités²¹⁴ », soit un commentaire qui est en fait est revenu à plusieurs reprises lors des entrevues avec d'autres proches de « disparus ». Néanmoins, en discutant de ces différents lieux (Villa Grimaldi, Londres 38, le Cimetière général, le MMDH), j'ai pu constater chez ces dames que si elles les connaissent, elles ne les fréquentaient tout simplement pas, car il n'y a en fait pas d'« activités quotidiennes » à proprement parler qui se produisent dans ces lieux.

²¹³ Entrevue Marta Vega.

²¹⁴ Entrevue Genovevia Ramos, « Bueno, nosotros vamos a Villa Grimaldi cuando hacen [direction de l'AFDD et/ou celle de Villa Grimaldi] actividades ».

Quelques dates précises durant l'année sont spécifiquement réservées à la commémoration des « disparus », telle que le 30 août (jour international du détenu-disparu²¹⁵), ou le 11 septembre (en commémoration du coup d'État 11/09/1973). Ce jour-là, les membres de l'AFDD, de concert avec d'autres organisations politiques, marchent du palais de la Moneda jusqu'au Cimetière général. Or en dehors de ces dates collectives, ces femmes ne semblent pas avoir d'activités prévues à l'avance dans ce cimetière. En effet, les visites à celui-ci s'effectuent de façon individuelle, quand chacune d'entre elles le désire. Quelques commémorations ont certes été organisées en ce lieu depuis la fin de la dictature, mais elles sont ponctuelles²¹⁶. Par exemple, à la suite de l'identification de certains restes humains, les proches de la victime organiseront à l'aide de l'AFDD ou l'AFEP une cérémonie au mémorial aux « détenus-disparus » et aux exécutés politiques. Alors que d'autres organiseront une cérémonie à l'extérieur, dans leur banlieue.

²¹⁵ <http://www.icrc.org/spa/resources/documents/faq/missing-persons-faq-2012-08-27.htm>

²¹⁶ Page Facebook de l'AFDD, 27 octobre 2012.



Photo 7 Mémorial construit pour les détenus-disparus et les exécutés politiques au sein du Cimetière général, Santiago, Chili

Londres 38

Construite en 1925²¹⁷ au cœur du centre-ville de Santiago, cette maison fut occupée par le parti socialiste à partir de 1970²¹⁸. Après le coup d'État, la maison fut confisquée au mois de novembre 1973 et devint alors le premier centre de torture et de détention détenue par la DINA au Chili²¹⁹. L'immeuble sera occupé jusqu'en 1978 par la DINA. La même année, un groupe d'historiens et de géographes (Instituto O'Higiniano) s'installèrent dans le bâtiment et changèrent le numéro de la porte pour le 40 au lieu du numéro original 38, afin de rendre impossible l'identification de la maison par des survivants²²⁰. L'endroit tomba quelque peu dans l'oubli jusqu'en 2005 où il fut au centre de nouvelles manifestations organisées dans le

²¹⁷ www.londres.cl/1937/w3-propertyvalue-32510.html

²¹⁸ Notes visite guidée 4/04/2012.

²¹⁹ www.londres.cl/1937/w3-propertyvalue-32510.html

²²⁰ Notes visite guidée 4/04/2012.

but de faire pression sur le gouvernement pour qu'il récupère l'immeuble²²¹. Le lieu fut éventuellement abandonné par l'institut qui déménagea plus loin dans la rue²²². Fin 2008, la présidente Bachelet annonça finalement la constitution d'un groupe chargé de créer un projet rendant justice à l'histoire de la résidence²²³. Aujourd'hui, Londres 38 se veut un « site de mémoire » (et non pas un musée selon notre guide), accessible gratuitement au public²²⁴. La nuance à observer ici entre les deux est qu'un musée présente des faits et la manière dont il les représente n'est pas ouverte à la discussion. Le format dans lequel est construite la visite Londres 38 est très ouvert, c'est-à-dire que notre guide nous a donné certes beaucoup d'informations sur la maison et son histoire, mais il nous incitait également à poser des questions et à partager notre expérience de l'histoire de cette époque. Par exemple, l'autre visiteuse était argentine et à plusieurs reprises, elle nous a fait part de comment elle percevait la mémoire dans l'espace public de Buenos Aires. Le « site de mémoire » constitue donc de ce fait un site d'échange et de discussion sur la mémoire, un lieu actif, alors que le musée est un lieu plus passif. Londres 38 est pratiquement vide, avec seulement quelques témoignages inscrits sur les murs. Notre guide²²⁵ nous a fait part du désir de ses promoteurs de présenter l'endroit comme les survivants l'ont décrit²²⁶.

Étant donné la proximité de l'emplacement de la maison par rapport au centre-ville de Santiago, je croyais que plusieurs femmes le visitaient ou participaient aux activités de ce lieu. Au cours des entrevues, j'ai néanmoins découvert qu'elles ne le fréquentaient que s'il y

²²¹ www.londres.cl/1937/w3-propertyvalue-32510.html

²²² Notes visite guidée 4/04/2012.

²²³ www.londres.cl/1937/w3-propertyvalue-32510.html

²²⁴ Notes visite guidée 4/04/2012.

²²⁵ Historien de formation, il travaille aujourd'hui comme guide et chercheur dans Londres 38. Il se dit particulièrement intéressé par la question de la mémoire et n'a pas mentionné s'il y avait des membres de sa familles qui avaient été soit victime ou participant du régime Pinochet.

²²⁶ Idem.

avait une activité particulière d'organisée là-bas, tout comme pour les endroits précédemment mentionnés. Une seule de mes interviewées m'a parlé plus longuement de Londres 38. Ana Maria m'a en effet mentionné que parfois elle allait s'asseoir sur des bancs près de la bâtisse et observait les passants dans la rue²²⁷. Selon elle, il devrait y avoir une meilleure façon de présenter le passé, car en ce moment les gens passent devant l'immeuble et ne s'arrêtent pas, ils ne le voient pas, ce lieu n'éveillant à la fois ni l'intérêt ni les souvenirs de beaucoup de Chiliens m'a-t-elle dit²²⁸. C'est quelque chose que j'ai pu moi-même observer.

Le 11 avril 2012, il y avait une activité organisée à l'extérieur de cette maison, un genre de mémorial « en vivo » (vivant). Il s'agissait de représentations à grandeur d'homme des 119 personnes qui ont été exécutées pendant la période d'activité de Londres comme centre de détention et de torture (voir Photo 3). Comme nous pouvons le voir sur la photo ci-dessous, ces représentations étaient disposées sur la place publique. Or les piétons soit continuaient leur chemin, soit s'arrêtaient, soit parlaient au téléphone, ou prenaient des photos des images. C'est la seule fois durant mon séjour où j'ai vu plusieurs personnes interagir avec ce lieu de mémoire et ce qu'il représente en étant placé face aux « disparus ».

²²⁷ Entrevue Ana Maria.

²²⁸ Idem.



Photo 8 Photo de l'auteur prise sur la rue Londres à Santiago 11/04/2012 : Mémorial en vivo

Durant ma visite guidée un peu plus tôt dans le mois, nous n'étions que deux durant l'heure et demie du tour. Juan René Maureira Moreno, l'un des responsables de Londres que j'ai rencontrés et avec lequel je me suis entretenue, m'a mentionné qu'aujourd'hui la mission de l'endroit et ses tâches, comme responsable, consistent en la préservation et la diffusion de la mémoire tout en soutenant diverses luttes contemporaines (telles que celles des étudiants et des travailleurs). En effet, il me semble que la ligne conductrice de Londres 38 soit de marier le passé avec le présent afin d'actualiser les luttes du passé avec celles du présent. Par exemple, lors de cette entrevue avec Juan René, il m'a mentionné l'existence d'un concours de photographie sur le thème de la grève étudiante de 2011-2012²²⁹. Les participants devaient soumettre des photos ayant été prises durant les grandes mobilisations sociales dans les rues ainsi que soumettre un texte descriptif de celles-ci²³⁰. Alors que l'on pourrait considérer cette exposition comme une représentation principalement contemporaine de la

²²⁹ Entrevue Juan René Maureira Moreno.

²³⁰ http://www.londres38.cl/1934/articles-93193_recurso_1.pdf

lutte sociale, elle représente selon moi la double vision du « memoryscape » Londres 38. Il s'agit en effet de la représentation d'un enjeu social majeur dans le Chili contemporain, mais dont on souligne les liens intrinsèques avec le passé chilien. Ces liens sont construits par l'utilisation de slogans qui furent utilisés pendant la campagne électorale de Salvador Allende, ainsi que par celle de messages qui furent adressés au régime de Pinochet, dans les textes accompagnant les images. Ils sont aussi sous-entendus par la tenue d'une exposition où d'anciens militants furent torturés et exécutés; peut-être cela constitue-t-il une manière de dire qu'au final, la dictature de Pinochet n'a pas réussi à complètement éliminer les mouvements sociaux au Chili.

La façon dont le passé est représenté dans une société est influencée par les acteurs qui ont différents agendas quant à la publicisation ou la non-publicisation de ce passé. Ce qui m'a intéressée ici est la façon dont les proches de « disparus » interagissent avec les représentations publiques du passé, telles qu'elles s'incarnent dans des pièces de théâtre ou des « memoryscapes ». Les résultats de mes recherches témoignent du conflit de mémoire que suscite la dictature au Chili. Comme j'ai pu le constater lors de discussions après avoir assisté à deux pièces de théâtre ayant pour arrière-plan la dictature, la société semble irréconciliable entre deux positions : « tourner la page » et « rendre le passé présent » pour qu'éventuellement justice soit rendue à ceux qui ont souffert du régime militaire. Ces représentations publiques de la mémoire constituent des lieux actifs où l'on peut discuter de la manière dont le passé de la dictature est mis en scène. Par contraste, mis à part Londres 38, les lieux de mémoire sont moins ouverts à ce type de discussion lors de leurs visites. C'est

plutôt lors d'évènements ponctuels, tels que leur inauguration, ce que ces conflits peuvent se manifester publiquement.

Les mémoriaux, nombreux dans la capitale chilienne, meublent l'espace social, « rendent présent » le passé de la dictature, mais paradoxalement, certains d'entre eux créent ce faisant un vide de sens. C'est-à-dire qu'il semble que quelques-uns de ces lieux de mémoire n'ont pas de « sens » (dans leur forme actuelle) comme endroit à visiter pour les proches de « disparus ». L'esthétisation de certains de ces lieux dont Villa Grimaldi, l'absence d'activités organisées par les ONG ou la direction de ces endroits, ou la douleur engendrée par la visite sont quelques-unes des justifications apportées pour leur non-fréquentation par les femmes que j'ai interviewées.

Malgré les multiples entrevues menées durant mon terrain au Chili, je n'ai pas réussi à comprendre pourquoi l'AFDD et ces membres n'occupent pas ces espaces après avoir tant lutté pour la préservation et la conservation de lieux tels que Villa Grimaldi et Londres 38. Selon Clark, « la visite de ces sites permet à l'endroit de « parler de lui-même » à propos des atrocités commises entre ses murs et de partager l'atmosphère associée à celles-ci aux visiteurs » (Clark dans Bilbija, Fair, Milton & Payne, 2005 : 87). Villa Grimaldi et Londres 38 sont justement des lieux où le passé est exposé, expliqué, dessiné, or pourquoi les parents voudraient-ils constamment y retourner? Ils connaissent les évènements, y ont participé. La mission de ces « lieux de mémoire » serait-elle alors d'exposer les faits aux étrangers ou aux Chiliens ne connaissant pas, comme elles, la « véritable » histoire récente du passé?

En fait, tel que les présente French (2012 :341-343), les lieux de mémoire s'inscrivent dans le paysage comme des symboles représentant de façon durable le passé et le sens qui doit être transmis aux générations suivantes. Au Chili, nous pourrions observer justement cette volonté, chez les proches de « disparus », de planter de façon permanente une vision du passé qui n'apparaît pas ailleurs. Si l'on visite le musée d'histoire nationale de Santiago, par exemple, l'on constate rapidement que le passé récent n'y est que sommairement traité. En effet, lors de ma visite, j'ai pu observer que l'histoire après 1970 n'est traitée que de façon factuelle en présentant des dates importantes, telles que le 14 décembre 1989 où se produisent les premières élections démocratiques en dix-sept ans, mais ce sans détailler quelles auraient pu être les répercussions de ces événements pour les droits humains au Chili²³¹. La création de lieux de mémoire promulguée par les proches des victimes de la dictature répondrait donc à ce manque d'informations au sujet de la dictature tout en contrant la possible disparition de la mémoire de la « disparition ».

En plus de la douleur que suscite peut-être leur visite, la non-visite de ces lieux que les acteurs ont cherché à tout prix à préserver pourrait quant à elle également s'expliquer par la présentation, dans ces lieux, d'une version particulière de la mémoire du passé, alors qu'il y en a une multitude en jeu ici. Les lieux de mémoire tels que Villa Grimaldi et Londres 38 n'étant pas dirigés par des membres de l'AFDD, et ces derniers n'ayant pas voix quant à comment la mémoire y est représentée, peut-être ne s'y reconnaissent-elles pas.

²³¹ Journal de terrain 16 mai 2012.

Conclusion

Dès le début de mes études de maîtrise, on m'a appris à présenter de façon succincte ma thèse et le thème sur lequel celle-ci porte. Or chaque fois que j'ai brièvement résumé ce sur quoi je travaillais à ma parenté, on m'a demandé si j'étudiais l'histoire de la dictature chilienne et pourquoi je le faisais puisque cela s'est produit « il y a longtemps et que plus rien ne changera ». Cette réaction me dérange, tout d'abord parce que je m'intéresse non pas au passé, mais au présent, et que celui-ci est constamment en mouvement. De plus, pourquoi préconiser la fermeture d'un pan de l'histoire qui est loin d'être terminée pour ceux qui ont souffert de la dictature et qui en souffrent encore aujourd'hui. À Santiago, les personnes que j'ai rencontrées, celles n'appartenant pas à l'AFDD, ne comprennent pas non plus cette nécessité d'étudier les questions des mémoires et représentations du passé de la dictature qui sont présentes dans le Chili contemporain. Selon elles, « il faut passer à autre chose ».

Tout au long de mes recherches, que ce soit durant mon enquête sur le terrain ou lors de l'analyse des données récoltées, j'ai voulu partager les différentes mémoires et représentations du passé et de soi que j'ai rencontrées à Santiago au sein de familles de « disparus ». On m'a souvent demandé pourquoi ces femmes continuaient aujourd'hui à « s'acharner » et à revendiquer. Selon maintes personnes avec qui j'en ai discuté, il est inutile, de nos jours, pour ces dernières, d'espérer obtenir des réponses au sujet de ce qu'ont vécu leurs proches enlevés ou le lieu où ils ont été enterrés, puisque l'eau a coulé sous les ponts depuis. D'autres m'ont affirmé que se rappeler de ce genre de souvenirs ne sert qu'à raviver leur douleur. Rencontrer des personnes sur le terrain qui avaient ce point de vue sur cette question a parfois été difficile pour moi puisque j'avais à mon cœur la perspective des membres de l'AFDD. Cependant, j'ai autant que possible mis de côté mes propres sentiments

afin de comprendre comment mes interlocuteurs avaient vécu la dictature de Pinochet, de manière à davantage apprécier ce qui avait influencé leurs représentations de ce passé et de la lutte des proches de « disparus ».

Inspirée par mon expérience de la disparition du père de ma famille d'accueil au Guatemala à l'hiver 2005-2006, ainsi que par la lecture de la trilogie de Steve Stern (2004, 2006 et 2010), j'ai voulu dans un premier temps comprendre comment le passé était représenté dans la société chilienne. De retour de mon enquête sur le terrain, j'ai choisi de plus précisément analyser comment ces différentes représentations sont transmises au sein des familles de proches de « disparus » tout en considérant ensuite quelles stratégies sont à l'œuvre afin de les transmettre au reste de la population. Je me suis aussi interrogée sur les interactions qu'entretiennent les proches de « disparus » avec les représentations publiques de la mémoire.

Dans le premier chapitre, j'ai tout d'abord mis en lumière le concept de « mémoire dissidente » qu'entretiennent les proches de « disparus », où l'ère de Pinochet est perçue comme une guerre contre sa population, durant laquelle ont été commises de graves violations de droits humains. Ces personnes ont également développé, tel que nous l'avons analysé, une relation particulière avec l'absence de leurs proches de laquelle émane une certaine présence à partir de leurs souvenirs et au cours de discussions. Dans ce premier chapitre, je me suis aussi attardée sur la manière dont elles se représentent dans leurs récits. Si elles ont généralement été identifiées dans la littérature de façon homogène, c'est-à-dire comme actrices. Elles-mêmes se sont identifiées à moi de façons diverses : soit comme des victimes du régime Pinochet, ou comme des personnes fortes luttant pour les droits humains.

Leurs différentes appartenances ou non-appartenances à un parti et leur embrassement d'une idéologie politique constituent également une part importante de leur identité, tel que je l'ai démontré. Enfin, j'ai aussi exploré successivement les concepts de « mémoire héroïque » et de « mémoire ambivalente ». Le premier concerne les représentations de l'ère de Pinochet comme celle de la sauvegarde de la nation face à la ruine causée par le parti de l'Unité Populaire. Le second propose quant à lui examine une représentation plus ambivalente de l'époque dictatoriale et des répercussions de celle-ci sur le présent chilien.

Le deuxième chapitre s'est concentré sur la façon dont tout d'abord les individus partagent la mémoire au sein de leur famille et ensuite sur les stratégies promulguées afin de faciliter cette transmission en dehors de celles-ci. Il s'agissait en premier lieu d'examiner comment les souvenirs, les silences et les représentations du passé sont transmis d'une génération à une autre au sein de familles de « disparus ». En second lieu, j'ai mis en lumière une préoccupation importante, chez les proches de « disparus », au sujet de la diffusion de la mémoire de la dictature par le biais de la promotion de cours en relation aux droits humains et à l'histoire récente du Chili. Il existe cependant plusieurs obstacles selon elles afin de parvenir à un enseignement global pour les générations futures qui permettrait d'éviter que de tels événements se reproduisent.

Le troisième chapitre, a, quant à lui, exploré les réactions des familles face aux représentations publiques du passé. Pour ce faire, j'ai tout d'abord décrit des événements publics en particulier où j'ai eu accès à des témoignages de personnes réagissant à ce qui était présenté lors d'une pièce de théâtre (« *Qué tiempos aquello...Fanta y Romo* ») et lors d'un spectacle-bénéfice (*Un canto para no olvidar*). Ensuite, après avoir défini

historiquement des lieux publics de la mémoire (Cimetière Général, le MMDH, Villa Grimaldi et Londres 38), j'ai recensé les usages ou non-usages de ces lieux par mes interviewées. En effet, bien qu'au sein de la littérature il y ait une description vague de leur fréquentation, qui sous-entend qu'elles visitent ces lieux de façon régulière, où les proches sont entièrement évacués de la description des lieux²³², je n'ai pas rencontré une fréquentation qui soit assidue des « lieux de mémoire », mais plutôt une fréquentation qui est plus en relation aux activités des sites de mémoire ou de l'AFDD.

La question de la mémoire continue aujourd'hui d'être un contentieux au Chili. Ma recherche de terrain m'a permis de prendre compte des différentes représentations du passé étant en action dans le pays en analysant plus particulièrement le récit de proches de « disparus » à Santiago. J'y ai rencontré une mémoire que je qualifierais d'« obstinée », comme le fait Patricio Guzman dans son film *Obstinate Memory* (1997). Cette mémoire refuse de rester dans le passé et continue d'agir sur le présent (Guzman, 1997). Tel que Jelin (2002 : XVII) et Stern (2006), j'ai pu observer trois propositions en terme de représentations du passé. J'en conclus que le sens pris par le passé est nécessairement transformé et adapté par ceux le représentant (Jelin : XVII). Par le fait même, bien que les acteurs, dans le cas présent les proches de « disparus » disent défendre la même cause défendue pendant la dictature, cette dernière s'est cependant pareillement transformée. Pendant les entretiens, j'ai observé un glissement vers la défense des droits humains avec le temps alors que leurs

²³² Je fais référence ici à l'ouvrage de Gomez-Barris (2009) en termes de fréquentation entre autres de Villa Grimaldi et Londres 38 comme un lieu de pèlerinage pour les proches de « disparus ». D'autres, tels que Klep (2007), évoque Villa Grimaldi sans mentionner les familles qui visitent le Parc de la Paix.

premières préoccupations résidaient plutôt dans la découverte du sort réservé à leurs proches ainsi que la dénonciation des exactions de la dictature (Jelin : XVII).

Emilio Crenzel a également observé cette transformation du discours des victimes de violence politique, qui est passé d'un langage de droit qui dénonçait les exactions commises par les militaires à leur encontre à un discours humanitaire qui appelle à la préservation des droits individuels fondamentaux de tous (dans Lessa & Druliolle : 3). Ce changement dans le discours proviendrait selon cet auteur des « liens entretenus avec des réseaux transnationaux de droits humains provenant plus particulièrement d'Europe et des États-Unis ainsi que de l'émergence d'ONG en Argentine et au Chili [...] » (Crenzel :3).

Si la provenance du changement dans le discours n'était pas visible durant les entretiens, j'ai néanmoins pu en observer les effets. Tout comme Druliolle (dans Lessa & Druliolle : 17), j'y ai vu le « souvenir » comme un projet politique. En effet, se souvenir chez les membres rencontrés de l'AFDD ne consiste pas seulement en la commémoration de leur proche. Il s'agit également d'une action qui s'inscrit dans une volonté de promulguer certains changements au sein de la société chilienne tels que la réinstauration de cours d'instruction civique et la fin de l'impunité, pour que « jamais plus » des actes d'une telle violence ne se reproduisent. Il faut néanmoins noter à nouveau que ces idées et perceptions obtenues lors de la conduite d'entretiens à Santiago ne proviennent que d'un seul regroupement de familles de « disparus » alors que plusieurs existent toujours dans le pays. De plus, tel qu'il l'a été discuté consécutivement dans les chapitre un et deux, une ligne directrice est imposée à ses membres dans le but concentrer leurs efforts et leur message. Afin d'obtenir plus d'information sur le sujet- ou du moins en avoir une perspective plus élargie- il serait

nécessaire lors de futures recherche de sortir de cette association et de passer plus temps en-dehors de celle-ci.

Pistes de recherches futures

Trente-neuf années se sont écoulées depuis le coup d'État dirigé par Augusto Pinochet au Chili. Or malgré tout le temps passé depuis lors, et le retour à la démocratie de 1990, l'époque de la dictature (1973-1990) continue de susciter nombre de tensions au sein de la population. Tel que nous l'avons vu précédemment, ces tensions concernent ce dont il faudrait se souvenir par rapport au passé de la dictature, quelle est la place à accorder à ce dernier au sein de la société, et ce qu'il faudrait faire pour tourner la page (Stern: 2004). Il existe plusieurs pistes à suivre pour de futures recherches sur le terrain au Chili. Ici j'élaborerai tout d'abord sur un projet en particulier, puis je décrirai brièvement une deux autres pistes de recherche.

Dans un premier temps, le projet que je développe présentement dans le cadre d'un prochain doctorat aura pour objectif de mettre en lumière les représentations du passé de la dictature, les usages ou non-usages de ce dernier sur les scènes juridiques et politiques, ainsi que les rapports de pouvoir qui sous-tendent ces représentations et ces (non) usages dans le Chili d'aujourd'hui. Plusieurs acteurs travaillent à la préservation et à la promotion de la mémoire du passé de la dictature chilienne pour les générations futures. Ces deux types d'actions prennent à la fois forme dans la construction de « lieux de mémoire » et dans la continuité de la lutte pour la justice au sein des tribunaux ou dans l'utilisation de médias sociaux pour les publiciser. J'aimerais examiner au cours de mes recherches doctorales de quelles façons les Chiliens nés durant la dictature se souviennent du passé dictatorial et se le représentent.

De plus, plutôt que de cibler des personnes ayant une mémoire dissidente de ce passé, j'élargirai mon étude à tous les types de mémoire (Stern: 2004). Il s'agira, en premier lieu, d'examiner quels souvenirs, une diversité d'enfants de la dictature, entretiennent de cette période de l'histoire. Puis je m'interrogerai sur la manière dont ils analysent leurs représentations du passé en relation avec les différentes versions officielles de l'histoire qui circulent aujourd'hui (tels que le rapport de la commission de vérité, les documentaires présentés à la télévision nationale, etc.). En second lieu, il s'agira de porter une attention particulière aux processus de partage des mémoires au sein des familles d'origine de ces acteurs. Quelle relation existe entre la manière dont leur famille a vécu la dictature et les représentations que la génération étudiée en a? En troisième lieu, j'examinerai les relations que les enfants de la dictature entretiennent avec le système de justice chilien et la place publique. En effet, plusieurs ont vu leur famille faire appel à ce système ou y ont eux-mêmes fait appel afin d'obtenir réparations ou une condamnation des responsables des crimes commis contre leur proche « disparu », mais sans toutefois y parvenir. Quels sont les moyens extra judiciaires qu'ils emploient alors pour se faire justice? De quelles façons interagissent-ils avec le gouvernement? Dans le contexte de la crise étudiante actuelle, dans quelle mesure les plus jeunes de cette génération récupèrent-ils les slogans, les idées et les concepts défendus principalement par la gauche pré- dictature pour faire valoir leurs droits?

Dans un second temps, il existe plusieurs lacunes au sein de la littérature en ce qui concerne le Chili. Tel qu'il a été précédemment mentionné en introduction, l'histoire du pays a été particulièrement bien étudiée, ce qui peut être observé par l'existence d'une bibliothèque

étendue sur le sujet²³³, toutefois, peu d'ouvrages concernent précisément la mémoire et les représentations du passé existent. Des recherches exhaustives devraient être entreprises afin d'étudier les ressemblances et différences entre les représentations publiques et privées de la dictature entre l'Argentine et le Chili. Bien qu'il y ait une littérature abondante pour la première, il n'y a pas à proprement parler d'étude comparative entre les deux concernant leurs expériences de la dictature, du retour à la démocratie et surtout du présent.

Dans un troisième et dernier temps, dès ma première entrevue, j'ai été confrontée à une thématique que je n'avais pas appréhendée : celle de « la vérité ». Avant mon départ, je considérais les demandes de vérité de la part des proches de « disparus » et des associations comme une volonté d'obtenir tous les détails, toutes les informations relatives à la disparition de leur parent ainsi que les circonstances entourant la disparition de ce dernier. Néanmoins après quelques entrevues, j'ai intégré à nos conversations quelques questions sur « la vérité »²³⁴. J'ai pu y découvrir plusieurs nuances dans ce qu'elles désirent obtenir comme renseignements de la part des responsables. Certaines, malgré la douleur engendrée par les détails qu'elles pourraient obtenir, désirent tout savoir.

Rien n'a été facile, cela n'a jamais été facile... Cela a été un processus de moi... alors maintenant évidemment... je dis... que j'ai besoin de savoir la vérité, pas la supposer, tout, je veux tout savoir tout, il y a des gens qui ne veulent pas savoir tout, ça leur fait peur. Mais moi oui, je veux savoir, tout, tout, qu'il me dise tout, je veux, je veux la justice, je veux que ceux qui l'ont fait paient réellement, parce que jusqu'à maintenant ça n'a pas été le cas²³⁵.

²³³ Pour plus d'exemples, veuillez consulter la bibliographie suivant cette section.

²³⁴ Voir guide d'entretien en annexe.

²³⁵ Entrevue Marta Vega. «Nada fue fácil, nunca fue fácil...fue todo un proceso de mi...entonces ahora obviamente...yo digo...que necesito saber la verdad, no la suponer, todo, yo quiero saber todo, hay gente que no quiere saber todo, le da miedo. Pero yo sí, yo quiero saber, todo, todo, todo que me dijo, quiero, quiero justicia, quiero que los que hicieron eso realmente pagan, porque hasta eso no ha quitado hasta eso»

Alors que pour d'autres la vérité complète serait trop difficile à entendre et intégrer. Une vérité partielle serait donc une option préférable.

J.J. : Quelle vérité, quel type de vérité?

G.B. : La vérité d'Alvaro.

J.J. : Tout?

G.B. : Non. En fait, je dirais que nous toutes avons une vérité générale qu'un est allé par là, qu'ils disent qu'il vit ailleurs, mais nous savons toutes que ce n'est pas le cas. Nous savons qu'il n'est pas là, c'est pour ça que nous devons savoir plus [...]. Alors, je veux savoir la vérité de l'Alvaro, qu'est-ce qui s'est passé avec Alvaro, qui l'a tué, qui l'a torturé [...]. Et ça, c'est une vérité particulière, mais aussi je veux la vérité de tous, mais je ne veux pas la vérité générale, sur Alvaro, je veux la vérité, je ne veux pas une vérité générale [...]. J.J. : Mais par exemple, il y a des femmes qui veulent savoir à la fin ce qui s'est passé, mais pas tout, pas toute la vérité ce qui s'est passé.

G.B. : C'est que c'est vraiment douloureux toute la vérité. Je ne veux pas savoir tout, tout, tout, tout, tout...²³⁶

Finalement pour d'autres, la vérité ne sera jamais découverte entièrement. Il faudrait donc plutôt se concentrer sur l'étude du passé récent afin de créer une société meilleure et mieux informée, protégeant ainsi le futur de la nature et de ses habitants.

La vérité complète, jamais nous n'allons la savoir, jamais. Que... que le Chili se souvienne de ce qui s'est passé. Que le Chili non, parce que les Chiliens nous avons la mémoire fragile, nous oublions super rapidement. Puis, ça... que les collègues leur enseignent que oui, il y a eu une dictature pas un coup, pas un régime militaire comme ils le récusent aujourd'hui, qu'au Chili il y a eu des

²³⁶ Entrevue Gabriela Zuñega. «J.J.: ¿Qué verdad, qué tipo de verdad? G.B.: La verdad del Alvaro. J.J.: ¿Todo? G.B.: No. A ver te podría decir cosas una nosotros todas tenemos una verdad general que uno fue por allí digan que está vivo en alguna parte pero todo sabemos que no. Sabemos que no está, por tanto lo que nosotros necesitamos saber más [...]. Entonces yo quiero saber la verdad del Alvaro que le pasó al Alvaro, quien lo mató, quien lo torturó, [...]. Y eso es una verdad particular pero también quiero la verdad que le todo pero no quiero la verdad general...quiero la particular [...]. Entonces lo que quiero es la verdad total, sobre el Alvarito, quiero la verdad, no quiero una verdad general [...]. J.J.: Es que por ejemplo hay señoras que quieren por fin ¿qué pasó?, pero no todo, toda la verdad de qué pasó. G.B.: Es que es muy doloroso todo la verdad. No que yo quiero saber todo, todo, todo, todo, todo...»

assassinats relatifs aux droits humains, pas des excès comme ils aiment bien dire aujourd'hui. Tu comprends? Cette même façon de dire la vérité.²³⁷

Mon étude ne se concentrant pas sur la notion de « vérité », je n'ai pu analyser celle-ci. Cependant, il serait intéressant de développer sur cette question puisqu'elle est inhérente aux représentations du passé et constitue aussi un vide puisque chacun a sa propre définition de ce qu'est la vérité et ce à quoi elle doit servir.

²³⁷ Entrevue Ana Maria Cariño Aguilera. Entrevue Ana Maria. « La verdad completa no la vamos a saber nunca. Que...Chile no se olvide de lo que sucedió. Que Chile no, porque Chilenos nosotros la tenemos muy frágil la memoria, nos olvidamos muy rápido. Entonces, eso...que los colegios les enseñen que si hubo dictadura no un golpe, no un régimen militar como que le recusen ahora, que en Chile si hubiera asesinato relacionado a los derechos humanos, no excesos como quieren decir ahora. ¿Me entiende? Que ese mismo de decir la verdad»

Annexe I

Guide d'entretien

1) Historia de la familia/Histoire familiale

Cette section s'intéressera au passé familial des personnes rencontrées, c'est-à-dire comment la famille s'organisait, qui était le leader, qui travaillait et où.

- Qui s'occupait des travaux ménagés?
- Qui s'occupait des enfants?
- Qui travaillait? Dans quelle branche?
- Quels sont les rôles de la femme, de l'homme, des enfants?

2) Desaparición/Disparition

Cette section s'intéresse au moment de la disparition et les activités de la famille dès les premiers instants de la disparition

- Dans quel contexte s'est opérée la disparition?
- Comment la personne est-elle « disparue »?
- Comment l'avez-vous recherché?
- Comment avez-vous utilisé le système judiciaire?

3) Ausencia/Absence

L'absence se concentre ici sur le vide créé à la fois par la « disparition », mais aussi par l'absence de réponse provenant des officiels quant au sort des « disparus ». Il s'agit aussi d'être attentif à comment ils en parlent et le décrivent.

- Quels sentiments avez-vous ressentis face à la disparition de votre proche?
- Comment expliquez-vous l'absence d'un parent à vos enfants ou à vos voisins?

4) Memoria Cotidiana / Mémoire quotidienne

- Quelle est la place du souvenir et du deuil au sein de votre famille?
- Quelle importance occupe la conservation de photographie du « disparu »?
- Au quotidien, comment vous souvenez-vous de votre proche?

5) Organización de la familia / Organisation de la famille

- Comment la famille s'organise-t-elle depuis la disparition?
- Y'a-t-il une distinction entre l' « avant et l'après »?
- Quels rôles sont mis en place au sein de la famille? Sont-ils les mêmes?

- 6) Organización de las actividades de memoria o de lucha / Organisation des activités de mémoire ou de lutte
- Comment les familles manifestent-elles la mémoire des «disparus» dans l'espace public?
 - Êtes-vous impliqués dans des activités réalisées dans le but de promouvoir la mémoire des « disparus »? Si oui, lesquelles? Décrivez.
 - Quels sont les enjeux d'identifier le disparu d'une manière par rapport à une autre, sur la scène politique?

Annexe II

Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos



Santiago, Chile, 17 de marzo de 2012

Señorita
Jean Joannie
Canadá

PRESENTE

La Agrupación de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Chile, acepta la solicitud que nos haces en relación a facilitar, entrevistas, grabaciones y documentación que permita llevar a cabo la investigación ha realizarse para la obtención de la Maestría.

Creemos que tu trabajo se enmarca dentro de uno de lo que son nuestros objetivos como organización , que no es otro que conservar la Memoria Histórica de los hechos ocurridos en Chile en el período de la dictadura y cuales son las repercusiones en la vida de los familiares en la actualidad.

Como la Agrupación carece de recursos, es que solo nos comprometemos en el ámbito antes descrito, por tanto serán de tu responsabilidad los gastos que implique dicha investigación.

Se extiende el presente documento para ser presentado en la Universidad en que estudias.

Cordialmente
Gabriela Zúñiga F.
Directora
Prensa y Comunicaciones, AFDD

Annexe III

Formulario de consentimiento

Titulo del proyecto: Los detenidos-desaparecidos: definición y conmemoración cotidiana.

Joannie Jean para su maestría de antropología (supervisada por Karine Vanthuyne, profesora de la Universidad de Ottawa).

Durante los años de la dictadura de Pinochet, había un ambiente general de violencia y de terror; casi tres mil personas desaparecieron. Además, todavía hay gente que no sabemos dónde están y cómo murieron. De no ser por los activistas que lucharon por juicio y castigo, realmente habrían desaparecido los detenidos-desaparecidos. Tenemos que preguntarnos ¿qué habrá sido de ellos? Para los familiares, lo peor es no saber qué pasó. El tema que quiero investigar es la ausencia y cómo los familiares viven esa situación.

Invitación a participar: Usted es invitado(a) a participar en la investigación arriba mencionada, que está dirigida por Joannie Jean bajo la supervisión de Karine Vanthuyne.

Objetivo de la investigación: Queremos documentar cómo las familias de los desaparecidos recuerdan a sus muertos a diario y como refrescan sus memorias.

Participación: Mi participación consistirá principalmente en discutir con la investigadora. La conversación será _____. También es posible que me pida a compartir mis experiencias como activista.

Riesgos: Usted entiende que, dada su participación en esta investigación, podrá compartir sus experiencias de la dictadura, la ausencia y la desaparición. Es posible que estas entrevistas le produzcan la aparición de emociones fuertes sobre el tema en cuestión o preocupación sobre la confidencialidad de la de la información derivada de la entrevista. Se hará un esfuerzo especial con el fin de minimizar los riesgos.

La investigadora tratara de cumplir con estos objetivos. En primer lugar, se intentará limitar el impacto de su problema y se permitirá que el entrevistado se retire si la carga emocional es demasiado pesada. Además, el entrevistador estará de acuerdo en que algunos aspectos se eviten. En segundo lugar, se respetara la clausula de confidencialidad.

Confidencialidad: Le aseguro que la información compartida con la investigadora se mantendrá en estricta confidencialidad. El contenido solo será utilizado como parte de esta investigación o para investigaciones posteriores. Un seudónimo será utilizado para proteger a la gente mencionada. De esa manera se garantiza el anonimato. Finalmente, las únicas personas que tienen acceso a los nombres de los participantes son Joannie Jean y Karine Vanthuyne.

Beneficios: Deseo que ese trabajo le ayude a desarrollar un vocabulario chileno de la desaparición y de la memoria.

Retención de datos: Los datos recogidos en esta investigación se mantendrán de forma segura en un armario cerrado y en un ordenador con una contraseña segura por cinco años.

Participación voluntaria: Mi participación en esta investigación es voluntaria y tengo la libertad de retirarme en cualquier momento y/o negarme a responder a ciertas preguntas sin ninguna consecuencia negativa. Si decido retirarme del estudio, los datos recogidos hasta ese momento se mantendrán solo con mi consentimiento, de lo contrario serán eliminados.

Aceptación: Yo _____ acepto participar en esta investigación conducida por Joannie Jean bajo la supervisión de Karine Vanthuyne.

Para información adicional sobre este estudio, puede comunicar con la investigadora o su supervisora.

Para obtener información sobre los aspectos éticos de la investigación, puede hablar con el jefe de Investigación Ética de la Universidad de Ottawa, Pabellón Tabaret, 550 Cumberland, Local 159, Ottawa, ON, K1N 6N5

Tel: 613-562-5841

Correo: ethics@uottawa.ca

Hay dos copias del formulario de consentimiento, yo conservaré una.

Firma: _____

Fecha: _____

Testigo: _____

Fecha: _____

Investigador: _____

Fecha: _____

Annexe IV

Certificat d'approbation éthique

Numéro de dossier: 01-12-16



Date (mm/jj/aaaa): 03/26/2012

Université d'Ottawa **University of Ottawa**
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche Office of Research Ethics and Integrity

Certificat d'approbation déontologique

CÉR Sciences sociales et humanités

Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)

<u>Prénom</u>	<u>Nom de famille</u>	<u>Affiliation</u>	<u>Rôle</u>
Karine	Vanthuyne	Sciences sociales / Sociologie	Superviseur
Joanie	Jean	Sciences sociales / Sociologie	Étudiant-chercheur

Numéro du dossier: 01-12-16

Type du projet: Thèse de maîtrise

Titre: Mémoires et figures des "disparus" chiliens en période post-transitionnelle

Date d'approbation (mm/jj/aaaa)	Date d'expiration (mm/jj/aaaa)	Approbation
03/26/2012	03/25/2013	Ia

(Ia: Approbation complète, Ib: Autorisation préliminaire de libération de fonds de recherche)

Conditions Spéciales / Commentaires:

N/A

Bibliographie

Adams, Jacqueline, « Art in Social Movements: Shantytown Women's Protest in Pinochet's Chile », *Sociological Forum*, vol. 17, no 1 (mars 2002), pp.21-56.

Agosín, Marjorie. *Scraps of Life, Chilean Arpilleras. Chilean Women and the Pinochet Dictatorship*. The Red Sea Press, New Jersey, 1987, 154 pages.

Agosín, Marjorie. *Ashes of revolt*. White Pine Press, Fredonia, New York, 1996, 183 pages.

Agosín, Marjorie. *Surviving beyond Fear. Women, Children and Human Rights in Latin America*. White Pine Press, États-Unis, 1993, 217 pages.

Amstutz, Mark R. *The Healing of the Nations. The Promise and Limits of Political Forgiveness*. Rowman & Littlefield Publishers, États-Unis, 2005, 281 pages.

Appadurai, Arjun, *Disjuncture and Difference in the Global Cultural Economy*. dans P.A. Erickson and Liam D. Murphy, *Readings for a History of Anthropological Theory*. (2006) Broadview Press, NY, pp. 514-524.

Areyuna Ibarra, Beatriz. «Construcción del Pasado, Identidad y Memoria en las narrativas escolares. Una mirada a la Enseñanza de la Historia Reciente en la post Dictadura Chilena». Numéro spécial *Historiografía / Memoria / Derechos Humanos, Revista de Psicología y Ciencias Humanas, Revista de la Facultad de Psicología*, année 10, N° 15 (2009), pp. 53-63.

Augé, Marc, *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, coll. « La librairie du XXIe siècle », 1992, 149 pages.

Baeza, Paz Rojas, *La interminable ausencia*, LOM Ediciones, 2009, Santiago, Chile, 214 pages.

Bakiner, Onur. «From Denial to Reluctant Dialogue : The Chilean Military's Confrontation with Human Rights (1990-2006)», *The International Journal of Transitional Justice*, vol.4 (2010), pp.47-66.

Ballesteros, Elias Padilla. «Historia y Memoria de la Violacion de Derechos Humanis. Chile 1973-1990. *ACTAS del 6° Congreso Chileno de Antropología "Antropología aquí/Miradas desde el Sur"*, tomo II, Valdivia (13-17 novembre 2007).

Beaucage, Pierre & Martin Hébert. *Images et langages de la violence en Amérique latine*. Presses de l'Université Laval, Québec, 2008, 288 pages.

Berliner, David C. «The Abuses of Memory: Reflections on the Memory Boom in Anthropology», *Anthropology Quarterly*, vol. 78, no 1 (Hiver 2005), pp. 197-211.

Berliner, David. «Anthropologie et transmission», *Terrain*, [En ligne], 55 (septembre 2010).

Bickford, Louis, «Human Rights Archives and Research on Historical Memory. Argentina, Chile, and Uruguay», *Latin American Research Review*, vol.35, no 2 (2000), pp.160-182.

Biggar, Nigel (ed). *Burying the Past. Making Peace and doing Justice after Civil Conflict*. Georgetown University Press, Washington (D.C.), 2003, 350 pages.

Bilbija, Ksensija, Jo Elle Fair, Leigh Payne & Cynthia Milton. *The Art of Truth-telling about Authoritarian Rule*. Madison: University of Wisconsin Press, 2005, 138 pages.

Bilbija, Ksensija & Leigh Payne (ed.). *Marketing Memory in Latin America. Accounting for Violence*. Duke University Press, Durham & London, 2011, 405 pages.

Bourdieu, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Genève, Droz, 1972, 429 pages.

Brison, Susan J. *Aftermath. Violence and the Remaking of the Self*. Princeton University Press, Princeton & Oxford, 2003, 165 pages.

Brossat Alain & Jean-Louis Déotte. *L'époque de la disparition. Politique et esthétique*, L'Harmattan, Paris, 2000, 341 pages.

Brossat Alain & Jean-Louis Déotte. *La mort dissoute. Disparition et spectralité*. L'Harmattan, Paris, 2002, 352 pages.

Candau, Joël. *Mémoire et identité*. Paris, PUF, collection « Sociologie Aujourd'hui », 1998, 225 pages.

Candau, Joël. « La métamémoire ou la mise en récit du travail de mémoire ». Groupe d'Études transversales sur la mémoire, avril 2009, [En ligne].

Candau, Joël. *Anthropologie de la mémoire*. Paris, Armand Collins, 2005, 198 pages.

Castillo Vergara, Maria Isabel. «Transmisión de la Violencia y Memoria Social», Numéro spécial Historiografía / Memoria / Derechos Humanos, *Revista de Psicología y Ciencias Humanas, Revista de la Facultad de Psicología*, Année 10, N° 15 (2009), pp. 99-114.

Catela, Ludmila da Silva, *Memorias de la Represión Vol. 4: Los Archivos de la Represión: Documentos, Memoria y Verdad* (Madrid: Siglo XXI Editores, 2002, 221 pages.

Cardone, Resha, « Reappearing Acts: Effigies and the Resurrection of Chilean Collective Memory in Marco Antonio de la Parra's " la tierra insomne o la puta madre"», *Hispania*, vol. 88, no 2 (mai 2005), pp.284-293.

Carlson, Eric S. *I remember Julia: Voices of the Disappeared*. Temple University Press, É-U, 1996, 208 pages.

Choron-Baix, Catherine. «Transmettre et perpétuer aujourd'hui». *Ethnologie Française*, n°30, vol. 3, pp. 357-360.

Clark, Janine Natalya. «Reconciliation through Rememberance? War Memorials and the Victims of Vukovar», *The International Journal of Transitional Justice*, vol 7 (2013), pp. 116-135.

Clouzet, Jean. *La nouvelle chanson chilienne*. Paris, Éditions Seghers, 1975, 259 pages.

Collier, Stephen J. & Aihwa Ong. Introduction : Global Assemblages, Anthropological Problems in Ong, Aihwa & Stephen J. Collier (eds.) *Global Assemblages. Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*. Blackwell Publishing, Oxford, 2007, pp.1-20.

Collins, Cath. *Post-Transitional Justice. Human Rights Trials in Chile and El Salvador*. The Pennsylvania State University, États-Unis, 2010, 277 pages.

Collins, Cath. «Human Rights Trials in Chile during and after the 'Pinochet Years'», *The International Journal of Transitional Justice*, vol.4 (2010), pp.67-86.

Corten, André & Anne-Élizabeth Côté (ed.). *La violence dans l'imaginaire latino-américain*. Presses de l'Université Laval, Québec, 2008, 421 pages.

Crettol, Monique & Anne-Marie La Rosa. «The Missing ans Transitional Justice : The Right to know and the Fight against Impunity», *International Review of the Red Cross*, vol. 88, no 862, juin (2006), pp.355-362.

Das, Veena, Arthur Kleinman, Mamphela Ramphela & Pamela Reynolds. *Violence and Subjectivity*. University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 2000, 379 pages.

Das, Veena. *Life and Word. Violence and the Descent into the Ordinary*. University of California Press, Berkeley, Los Angeles & London, 2007, 281 pages.

David, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis de Truman à Clinton*. Québec, Presses de l'Université Laval. 1994, 521pages.

Decaux, Emmanuel & Olivier de Frouville (ed). *La Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*. Collection Droit et Justice, Nemesis & Bruylant, Bruxelles, 2009, 235 pages.

Del Pozo, José. *Le Chili de 1970 à 1990. De l'Unité Populaire à l'après Pinochet*. Montréal, VLB Éditeur, 1994, 232 pages.

Deschamps, Jean-Claude & Pascal Moliner. *L'identité en psychologie sociale. Des processus identitaires aux représentations sociales*. Armand Colin, Paris, 2^e édition, 2012, 220 pages.

Di Bella, Maria Pia. « Walking Memory. Berlin's Holocaust Trail », *Journey: The International Journal of Travel and Travel Writing*, vol .13, no 2 (2012), pp.55-70.

Dupuis, Daniel. *¿Dónde Están? Terreur et disparitions au Pérou (1980-2000)*. Éditions Le Passager, France, 2009, 381 pages.

Esparza, Marcia, Henry R. Huttenbach & Daniel Feierstein (dir). *State Violence and Genocide in Latin America. The Cold War Years*. Aberystwyth University, Royaume-Uni, 2010, 251 pages.

Fassin, Didier. «Ce qui s'est vraiment passé», *Gradhiva* [En ligne], 5, mis en ligne 12/07/2010.

Franco, Jean. «Crítica de la memoria : 1990-2010 by Nelly Richard», *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Frazier, Lessie Jo. *Salt in the Sand. Memory, violence, and the Nation-State in Chile, 1890 to present*. Duke University Press, Durham & London, 2007, 388 pages.

French, Brigitte. « The Semiotics of Collective Memories », *Annual Review of Anthropology*, vol. 41 (2012), pp. 337-353.

French, Brigitte. «Technologies of telling: Discourse, Transparency, and Erasure in Guatemalan Truth Commission Testimony», *Journal of Human Rights*, vol 8, no 1 (2009), pp.92-109.

Gandsman, Ari, "The limits of kinship mobilizations and the (a)politics of human rights in Argentina", *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, vol. 17, no 2 , juillet (2012), pp.193-214

Garcia Castro, Antonia. *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2001)*. Paris, Maisonneuve & Larose, 2002, 280 pages.

Gill, Lesley. *The school of the Americas. Military Training and Political Violence in the Americas*. Pennsylvanie, Duke University Press, 2004, 282 pages.

Golberg, Peter A., « The Politic of the Allende Overthrow in Chile », *Political Science Quarterly*, vol. 90, no 1 (printemps 1975), pp.93-115.

Gomez Barris, M. *Where Memory Dwells: Culture and State Violence in Chile*. UC Press Editions, Berkeley and Los Angeles, 2009, 216 pages.

Goyer, Renaud. « Les différentes dimensions liées aux générations dans l'identité collective des Mères de la Place de Mai en Argentine », pp. 253-266, dans Quénart, Anne & Roch Hurtubise (dir.), *Regards sur l'intergénérationnel*, Paris, Presse de l'EHESP, 2009.

Hacking, Ian. *The Social Construction of What?* Harvard University Press, Cambridge, 1999, 272 pages.

Han, Clara. « Depths of the Present: State Violence and the Neoliberal State », *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Haslam, Jonathan. *The Nixon administration and the Death of Allende's Chile. A Case of Assisted Suicide*. New York & Londres, Verso, 2005, 255 pages.

Hayner, Priscilla B. « Five Illustrative Truth Commissions » *Unspeakable Truths: confronting State Terror and Atrocity*, Routledge, New York, 2001, 340 pages.

Hilbink, Lisa. *Judges beyond politics in democracy and dictatorship. Lesson from Chile*. Cambridge University Press, New York, 2007, 299 pages.

Hite, Katherine. « Chile's Marcharearme and the Politics of Counter-Commemoration », *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Howes, David. « Les techniques des sens. », *Anthropologie et Sociétés*, vol 14, no2 (1990), pp99-115.

Inda, Jonathan Xavier (ed.). *Anthropologies of Modernity. Foucault, Governmentality and Life Politics*. Blackwell Publishing, Oxford, 2005, 280 pages.

Jara, Joan. *Victor Jara, un chant inachevé*. Bruxelles, Belgique, Édition Aden et Édition Biliki, 2007, 379 pages.

Jelin, Élizabeth. « ¿Espacios por la memoria? ¿Para quienes? », *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Jelin, Elizabeth. *State Repression and the Struggles for Memory*. Traduit par Judy Rein et Marcial Godoy-Anatívia. New York, Londres & Minneapolis: Social Science Research Council, Latin America Bureau, and the University of Minnesota Press, 2003, 163 pages.

Jewsiewicki, Bogumil, « Héritages et réparations en quête d'une justice pour le passé ou le présent », *Cahiers d'études africaines*, no 173-174 (2004), pp.7-24.

Jones, Adam (ed.), *Genocide, War Crimes, and the West. History and Complicity*, É-U, Palgrave MacMillan, 2004, 424 pages.

Juárez Uribe, María José & Salanova Gutiérrez, Catalina. « Lugares de Memoria y Formas Estéticas: Narraciones desde los jóvenes ». Numéro spécial Historiografía / Memoria /

Derechos Humanos, *Revista de Psicología y Ciencias Humanas, Revista de la Facultad de Psicología*, Année 10, N° 15 (2009), pp. 209-217.

Kaiser, Susana, *Postmemories of Terror. A New Generation Copes with the Legacy of the "Dirty War"*, Palgrave Macmillan, Studies in Oral History, États-Unis, 2005, 242 pages.

Kaiser, Susana, «*Escraches: demonstrations, communication and political memory in post-dictatorial Argentina*», *Media Culture Society*, Vol 24 (2002), pp.499-516.

Kleinman, Arthur, Veena Das & Margaret Locke (ed), *Social Suffering*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles & London, 1997, 404 pages.

Klep, Katrien, «Parque por la paz- Villa Grimaldi: Debates y Silencios de la Memoria a la Dictadura en Chile». *ACTAS del 6° Congreso Chileno de Antropología "Antropología aquí/Miradas desde el Sur"*, tomo II, Valdivia (13-17 novembre 2007).

Kornbluh, Peter, *The Pinochet File. A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability*, The New Press & London, 2003, 551 pages.

Laban Hinton, Alexander, *Global Mechanisms and Local Realities after Genocide and Mass Violence*, Rutgers University Press, New Brunswick/New Jersey/London, 2010, 271 pages.

Labelle, Micheline, Rachad Antonius & George Leroux (dir.), *Le devoir de mémoire et les politiques du pardon*, Presses de l'Université du Québec, Qc, 2005, 452 pages.

Lalieu, Olivier, «L'invention du « Devoir de mémoire » », *Vingtième Siècle revue d'histoire*, no 69, numéro spécial : *D'un siècle à l'autre* (janvier-mars 2001), pp.83-94.

Laplante, Julie, *Pouvoir guérir. Médecines autochtones et humanitaires*. Presses de l'Université Laval, Québec, 2004, 320 pages.

Lavabre, Marie-Claire, «Usages et Mésusages de la notion de mémoire», *Critique internationale*, no 7 (avril 2000), pp.48-57.

Lessa, Francesca & Vincent Druliolle (ed.), *The memory of the State Terrorism in the Southern Cone. Argentina, Chile, and Uruguay*, Palgrave MacMillan, New York, 2011, 227 pages.

Lira, Elizabeth. *The Reparations Policy for Human Rights Violations in Chile*, dans De Greiff, Pablo, *The Handbook of Reparations*, Oxford, Oxford Scholarship Online, 2006, 1020 pages.

Lira, Elizabeth & Brian Loveman. "Reconciliación chilena: entre el pragmatismo y la condena", *Mensaje*, 48 (Août 1999), pp.41-45.

Lock, Margaret, «Cultivating the Body: Anthropological and Epistemologies of Bodily Practices and Knowledge», *Annual Review of Anthropology*, vol. 22, no 133 (1993), pp.133-155.

Loveman, Brian & Elizabeth Lira. «Truth, Justice, Reconciliation, and Impunity as Historical Themes: Chile, 1814-2006.», *Radical History Review*, vol. 97 (2007), pp. 43-76.

Lutz, Ellen L. & Reiger, Caitlin. *Prosecuting Head of State*. Cambridge University Press, Cambridge, 2009, 326 pages.

MacLean, Rory. *Missing Lives*. Dewi Lewis Publishing, Stockport, 2010, 183 pages.

Martin, Jean-Clément, «Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, no47-4 (2000), pp783-804.

Moenne, María Elena Acuña & Matthew Webb, «Embodying memory: women and the legacy of the military government in Chile», *Feminist Review*, no79 (2005), pp.150-161.

Medina, José. «Toward a Foucaultian Epistemology of Resistance: Counter-Memory, Epistemic Friction, and *Guerilla* Pluralism», *Foucault Studies*, no 12 (oct. 2011), pp. 9-35.

Misztal, Barbara A., *Theories of Social Remembering*, Open University Press, Philadelphia, 2003.

Nelson, Diane M, *Reckoning. The Ends of War in Guatemala*, Duke University Press, Durham & London, 2009, 403 pages.

Noonan, Rita K, « Women against the State: Political Opportunities and Collective Action Frame in Chile's Transition to Democracy», *Sociological Forum*, vol. 10, no1 (mars 1995), pp.81-111.

Nora, P. «Between Memory and History: les lieux de mémoire», *Representations*, vol 26, pp. 7-25.

Nora, P. (dir) *Les lieux de mémoire*, 7 vols, Paris, Gallimard, 1984-1992.

Nora, P. « Mémoire collective », dans Le Goff, Jacques (dir.), *La nouvelle Histoire*, Retz, 1978, 333 pages.

- Oglesby, Elizabeth. «Historical Memory and the Limits of Peace Education: Guatemala's 'Memory of Silence' and the Politics of Curriculum Design», *Travail en cours*, Carnegie Council on Ethics and International Affairs, (En ligne), New York, 2005, 39 pages
- Osiel, Mark. *Mass Atrocity, collective memory, and the Law*. Transaction Publishers, New-Brunswick & London, 2000, 317 pages.
- Oxhorn, Philip. *Organizing Civil Society: The Popular Sectors and the Struggle for Democracy in Chile*. The Pennsylvania State University Press, Pennsylvania, 1995, 373 pages.
- Padilla Ballesteros, Elias. *La memoria y el olvido. Detenidos Desaparecidos en Chile*. Santiago de Chile, Origenes, 1995, 137 pages.
- Payne, Leigh Ann. *Unsettling Accounts. Neither Truth nor Reconciliation in Confessions of State Violence*. Duke University Press, Durham & London, 2008, 374 pages.
- Piralian-Simonyan, Hélène. *Génocide, disparition, déni. La traversée des deuils*. L'Harmattan, Paris, 2007, 239 pages.
- Pitt, Kristin. *Body, Nation, and the Narrative in the Americas*. Palgrave MacMillan, New York, 2010, 211 pages.
- Poole, Deborah. «Memories of Reconciliation: Photography and Memory in Postwar Peru», *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).
- Quattrocchi-Woisson, Diana, «Autour des années de plombs. Histoire, mémoire et justice en Argentine», *Le Débat*, no 122 (2002), pp.78-88.
- Richard, Nelly, *The Insubordination of Signs. Political, Cultural Transformation and Poetics of the Crisis*, Duke University Press, Durham & London, 2004, 129 pages.
- Richard, Nelly (ed.). *Política y estéticas de la memoria*. Editorial Cuarto Propio, Santiago, 1978, 252 pages.
- Richard, Nelly & Alberto Moreiras (eds.) *Pensar en/la Postdictadura*. Editorial Cuarto Propio, Santiago, 2001, 332 pages.
- Ricoeur, Paul, «Mémoire : approches historiennes, approche philosophique», *Le Débat*, no122 (2002), pp.41-61.
- Reuque Paillalef, Rosa Isolde. *When a flower is reborn. The Life and Times of a Mapuche Feminist*. Duke University Press, London & Durham, 2002, 378 pages. Robben, A.C.G.M. &

Nordstrom, C. (Eds.). (1995). *Fieldwork under Fire: Contemporary Studies of Violence and Survival*. Berkeley: University of California Press, 300 pages.

Robben, A.C.G.M. (2004). State Terror in the Netherlands World: Disappearance and Reburial in Argentina. In A.C.G.M. Robben (Ed.), *Death, Mourning, and Burial: A Cross-Cultural Reader* (pp. 134-148). Oxford, UK: Blackwell Publishers.

Robben, A.C.G.M. *Political Violence and Trauma in Argentina*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2007.

Robben, A.C.G.M. Silence, Denial and Confession about State Terror by the Argentine Military. In Maria Six-Hohenbalken & Nerina Weiss (Eds.), *Violence Expressed: An Anthropological Approach*. Farnham: Ashgate Publishing, 2011, pp. 169-186

Robben, A.C.G.M. Testimonies, Truths, and Transitions of Justice in Argentina and Chile. In Alexander Laban Hinton (Ed.), *Transitional Justice: Global Mechanisms and Local Realities in the Aftermath of Genocide and Mass Violence*. New Brunswick, NJ: Rutgers University Press, 2010, pp. 179-205.

Rodriguez Aguilera, Maria Francisca & Vergara Mur, Barbar Sofia. « Memoria Colectiva y Régimen Militar. Una Interpretación Etnográfica », Numéro spécial Historiografía / Memoria / Derechos Humanos, *Revista de Psicología y Ciencias Humanas, Revista de la Facultad de Psicología*, Année 10, N° 15 (2009), pp. 243-251.

Rosas Aravena, Pedro. «Los Silencios de la Transición. Resignificación del Pasado y Memoria Social en la Construcción de la Historia (oficial) Reciente», Numéro spécial Historiografía / Memoria / Derechos Humanos, *Revista de Psicología y Ciencias Humanas, Revista de la Facultad de Psicología*, Année 10, N° 15 (2009), pp. 65-76.

Roué, Marie. «Les trois scènes de la Confédération Crie à Chisasibi (Baie James. Réunion politique, lieu de mémoire et naissance d'un musée». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 28, no 2, pp. 121-139.

Sarget, Marie-Noëlle. *Système politique et parti socialiste au Chili. Un essai d'analyse systématique*. Éditions L'Harmattan, Paris, 1994, 448 pages.

Sigmund, Paul E. *The United States and Democracy in Chile*. Baltimore, John Hopkins University Press, 1993, 254 pages.

Solla, María Fernanda Pérez. *Enforced Disappearances in International Human Rights*. McFarland & Company Publishers, Jefferson, North Carolina & London, 2006, 241 pages.

Sorabiji, Cornelia. « Managing Memories in Post-War Sarajevo: Individuals Bad Memories and New Wars», *Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 12, no 1, 2006.

Sorensen, Kristin. *Media, Memory, and Human Rights in Chile*. Palgrave Macmillan, États-Unis, 2009, 186 pages.

Spina, Tamara Lea. «Telling Ruins in Latin America, edited by Michael J. Lazzara and Vicky Unruh», *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Stern, Steve J. *Reckoning with Pinochet: The Memory Question in Democratic Chile, 1989-2006*. Duke University Press, 2010, 527 pages.

Stern, Steve J. *Battling for Hearts and Minds: Memory Struggles in Pinochet's Chile, 1973-1988*. Durham: Duke University Press, 2006, 538 pages

Stern, Steve J. *Remembering Pinochet's Chile: On the Eve of London 1998*. Durham: Duke University Press, 2004, 247 pages.

Stohl, Michael, David Carleton & Steven E. Johnson, « Human Rights an U.S. Foreign Assistance from Nixon to Carter », *Journal of Peace Research*, vol. 21, no 3 (septembre 1984), pp.215-226.

Taylor, Diana. *Disappearing Acts. Spectacles of Gender and Nationalism in Argentina's 'Dirty War'*. Duke University Press, Durham and London, 1997, 309 pages.

Taylor, Diana. «Trauma, memoria y performance: Un recorrido por Villa Grimaldi con Pedro Matte», *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Terray, Emmanuel. *Face aux abus de mémoires*. Actes Sud, Paris, 2006, 71 pages.

Traverso, Enzo. *L'histoire comme champs de bataille. Interpréter les violences du XXe siècle*. Éditions La Découverte, Paris, 2011, 299 pages.

Turner, Victor. *The Forest of Symbols: Aspects of Ndembu Ritual*. Ithaca: Cornell University Press, 1967, 405 pages.

Uffe, María Eugenia & Cynthia E. Milton. « ¿Y después de la verdad? El espacio público y las luchas por la memoria en la post-CVR, Perú », *E-Misférica* [En ligne], vol.7.2 (novembre 2010).

Vanthuyne, Karine, «Guatemala : se souvenir de la guerre, devenir victime ?», *Problèmes d'Amérique latine*, no 68 (printemps 2008), pp. 81-100.

Vanthuyne, Karine, « L'anthropologie à l'épreuve des politiques du témoignage. De Rigoberta Menchú aux « victimes innocentes » du conflit armé interne guatémaltèque. », *Ethnologie française*, vol.41 (2011), pp. 453-463.

Viaud, Jean, «Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales», *Connexions*, no 80 (2003), pp.13-30.

Vigarello, George. « La vision du corps dans les sciences sociales » in Wievorka, M. (dir.). *Les sciences sociales en mutation*. Éditions Sciences Humaines, France, 2009, pp.83-90.

Wyndham, Marivic & Peter Read, «From State Terrorism to State Errorism: Post-Pinochet Chile's Long Search for Truth and Justice», *The Public Historian*, vol. 32, no 1 (hiver 2010), pp.31-44.

Whitaker, Arthur P. *The United States and the Southern Cone. Argentina, Chile and Uruguay*. Cambridge & Londres, Harvard University Press, 1976, 463 pages.

Zalaquett, José. «La Mesa de Diálogo sobre Derechos Humanos y el Proceso de Transición Política en Chile». *Estudios Públicos*, vol. 79 (hiver 2009), pp. 5-30.

Zapata, Francisco, «The Chilean Labor Movement under Salvador Allende: 1970-1973 », *Latin American Perspectives*, vol. 3, no 1 (hiver 1976), pp.85-97.

Journaux

Agence France-Presse- Santiago, Chili. *Dictature chilienne: cinq militaires voient leur peine réduite*. 28/4/2011
Cyberpresse.ca

Agence France-Presse- Santiago, Chili. *Le corps du président chilien Allende exhumé*. 23/5/2011
Cyberpresse.ca

Filmographie

Guzman, Patricio. *Chile, Obstinate Memory*, Les Films d'ici et ONF, 1996-1997, 58 minutes.

Marilú Mallet. *La cueca sola*, ONF, 2003, 52m 1s.

Andrés Wood. *Machuca*, Océan Films, 2003, 2 heures.

Webographie

www.desparecidos.org/fedefam

Fédération Latino-américaine de familles de Détenus-Disparus

www.desaparecidos.org/Chile

Fédération Latino-américaine de familles de Détenus-Disparus- section chilienne

www.ic-mp.org

Commission internationale pour les personnes disparues

<http://villagrimaldi.cl>

Site du Parc de la Paix Villa Grimaldi

<http://www.hijos-capital.org.ar/>

Site officiel Hijos- section Capital

<http://www.hijos.org.ar/cordoba/>

Site officiel Hijos- section Cordoba

<http://www.represoresrosario.blogspot.com/>

Casapueblos- AEDD- blog sur *escraches* de Rosario

<http://www.biblioteca.jus.gov.ar/FalloSIMON.html>

Ministère de la Justice, Sécurité et des Droits Humains- 14/04/2005

<http://www.madres.org/navegar/nav.php>

Site Officiel- Madres de la Plaza de Mayo

You Tube

<http://www.youtube.com/watch?v=X4UGFCWOWq0>

Escrache a la embajada de Peru en Argentina en repudio a la masacre de Bagua

http://www.youtube.com/watch?v=aZKAItGM_a0

Rosario-SentenciaGenocidas 15 de Abril 2010

http://www.youtube.com/watch?v=WyY_0kHHKhA

Jorge Julio López : 4 años de impunidad y encubrimiento

http://www.youtube.com/watch?v=aZKAItGM_a0

Condena a genocidas : Festejo popular

<http://www.youtube.com/watch?v=26Nx7SVKTb0>

Escrache a Videla 2006

http://www.youtube.com/watch?v=I-AtL_2iHPI

Escrache a San Fachon